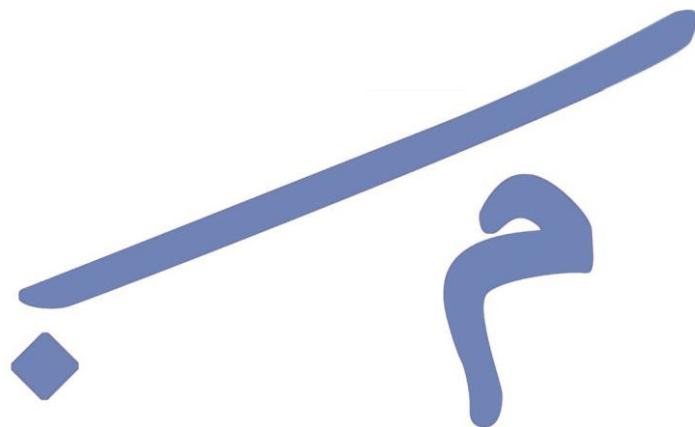




**Institut de Recherche sur le
Maghreb Contemporain**
USR 3077

Rapport 2016





RAPPORT D'ACTIVITE

2016



Paris, 21 février 2017

A / FICHE SYNTHETIQUE, INSTITUT DE RECHERCHE SUR LE MAGHREB CONTEMPORAIN (IRMC).....	4
B / RESUME DU RAPPORT D'ACTIVITE	5
C / STRUCTURE ET MOYENS DE L'UMIFRE	9
C.1. IDENTIFICATION DE L'UMIFRE.....	9
C.2. RESSOURCES HUMAINES - DIRECTEUR ET AUTRES MEMBRES DE L'EQUIPE DE DIRECTION	13
C.3. RESSOURCES HUMAINES - PERSONNEL ADMINISTRATIF	13
C.4. RESSOURCES HUMAINES - PERSONNEL DE RECHERCHE PERMANENT ET ASSOCIE	14
C.5. RESSOURCES HUMAINES - DOCTORANTS ET POSTDOCTORANTS	16
C.6. BUDGET DE L'ANNEE ECOULEE.....	17
D / ACTIVITES SCIENTIFIQUES	19
D.1. AXES DE RECHERCHE	19
D.1.1. DESCRIPTION DES AXES ET DE LEUR PÉRIMÈTRE	19
D.1.2. PROJETS TRANSVERSAUX OU INTER UMIFRE	37
D.1.3. LIVRABLES	39
D.1.3.1. CONFERENCES/COLLOQUES SCIENTIFIQUES/JOURNEES D'ETUDE.....	39
D.1.3.2. PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES DE L'UMIFRE	47
D.2. FORMATION.....	49
D.2.1. BIBLIOTHEQUE DE RECHERCHE.....	49
D.2.2. ACTIVITES DES POSTDOCTORANTS ET DOCTORANTS.....	50
D.2.3. ANCIENS DE L'UMIFRE	53
E / PARTICIPATION A LA POLITIQUE D'INFLUENCE	54
E.1. MODALITES DE TRAVAIL AVEC L'AMBASSADE.....	54
E.2. ACTIONS DE COMMUNICATION	54
E.2.1. EVÈNEMENTS / COLLOQUES / DÉBATS / EXPOSITIONS ETC. (CALENDRIER DE L'ANNÉE ÉCOULÉE, NOMBRE DE PARTICIPANTS, PARTENAIRES ETC.).....	54
E.2.2. SITES INTERNET / RÉSEAUX SOCIAUX / BLOGS. ETC.....	56
E.2.3. PRÉSENCE DANS LES MÉDIAS LOCAUX / NATIONAUX / INTERNATIONAUX (INTERVIEWS, ARTICLES, TRIBUNES ETC.).....	58
E.3. RAYONNEMENT DE LA RECHERCHE	61
E.3.1. PARTENARIATS AVEC LES UNIVERSITÉS ET CENTRES DE RECHERCHE LOCAUX ET DES PAYS DE LA ZONE DE COMPÉTENCE.....	61
E.3.2. CHERCHEURS ET PERSONNALITÉS INVITÉS SUR LE BUDGET DE L'UMIFRE OU SUR AUTRES BUDGETS.....	65
E.3.3. ACTIONS MENÉES DANS LA ZONE GÉOGRAPHIQUE DE COMPÉTENCE	70
E.3.4. MISSIONS DE L'ÉQUIPE DE RECHERCHE EN DEHORS DU PAYS DE LOCALISATION (DIRECTION, CHERCHEURS).....	70
F / PROSPECTIVE	79
F.1. STRATEGIE SCIENTIFIQUE A MOYEN ET LONG TERME (ÉVOLUTION DES AXES DE RECHERCHE, NOUVELLES ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES PROGRAMMÉES OU ENVISAGÉES ETC.)	79
F.2. CALENDRIER PREVISIONNEL DES EVENEMENTS SCIENTIFIQUES ET DE CULTURE SCIENTIFIQUE.....	80
F.3. STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DES PARTENARIATS ET DES COFINANCEMENTS	82
F.4. EVOLUTIONS A PREVOIR EN TERMES DE RESSOURCES HUMAINES (REMPLACEMENTS À PRÉVOIR, AFFECTATION DE NOUVEAUX CHERCHEURS, PERSONNEL RECRUTÉ LOCALEMENT ETC.).....	82
G / CONCLUSION	83
G.1. COMMENTAIRES D'ORDRE GÉNÉRAL	83
G.2. INITIATIVES RÉUSSIES ET BONNES PRATIQUES À PARTAGER AVEC LES AUTRES DIRECTEURS/DIRECTRICES D'UMIFRE (ÉCOLES D'ÉTÉ, NOUVEAUX MODES DE FINANCEMENT ETC.)	83

A / FICHE SYNTHETIQUE

INSTITUT DE RECHERCHE SUR LE MAGHREB CONTEMPORAIN (IRMC)

Bref historique (date de création et grandes étapes d'évolution s'il y a lieu) Zone géographique de compétence	Créé à Tunis en 1992, l'IRMC est un centre de recherche en sciences humaines et sociales à vocation régionale placé sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEDI, Paris) et, depuis 2000, du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) dont il constitue une unité mixte (USR 3077). L'Institut a vocation à contribuer, en partenariat avec la communauté scientifique tunisienne, maghrébine, française et internationale, au développement de la recherche en sciences humaines et sociales sur le Maghreb : Tunisie, Maroc, Algérie, Libye, Mauritanie.
Localisation (dont antennes) et contacts (dont téléphone et mail directeur/responsable d'antenne)	20, rue Mohamed Ali Tahar Mutuelleville, 1002Tunis, Tunisie Tél. : (+216) 71 796 722 E-mail : direction@irmcmaghreb.org Directrice : Karima DIRECHE
Personnels (administratif et recherche)	Personnel administratif : 12 Chercheurs : outre la directrice, 2 chercheurs MAEDI, 3 chercheurs CNRS, 1 chercheur détaché de l'enseignement supérieur tunisien VI : 2 volontaires internationaux : documentaliste et chargée de la veille scientifique
Budget de l'année écoulée (dotation des tutelles, montant des financements externes)	Dotation MAEDI : 259 203 € Dotation CNRS : 23 500 € Financements externes : 50 266,32 €
Axes de recherche	1. Anthropologie, sociologie ; 2. Droit et justice transitionnelle ; 3. Économie, développement, territoire ; 4. Histoire, historiographie, patrimoine ; 5. Islam et religions ; 6. Observatoire de la Libye contemporaine ; 7. Médias, communication ; 8. Sociologie politique 9. Migrations, mobilités et circulations en Méditerranée ; 10. Études urbaines
Observations particulières (résultats ou événements particuliers de l'année écoulée)	International Summer Academy <i>Reconfiguring the (non-)political performing and narrating change and continuity</i>, 28 août – 4 septembre à Tunis. École doctorale itinérante en sciences sociales sur le thème « <i>L'écriture scientifique : comment rédiger un projet de thèse, un doctorat ou un article académique</i> », 5-9 septembre à Bamako – Mali. Colloque international « <i>Transformation des régimes et recompositions des élites dans le monde arabe après 2010-2011. Une approche comparée</i> », 20-21 octobre 2016 à Tunis. Journées d'études autour de Michel CAMAU « <i>Actualité de la question autoritaire en Tunisie</i> », 28-29 octobre à Tunis. Grande conférence publique de Michel CAMAU « <i>Le mythe de l'exception tunisienne</i> », 29 octobre aux ANT.

B / RESUME DU RAPPORT D'ACTIVITE

L'année 2016 a été, pour l'IRMC, une année riche en manifestations et en réalisations multiples qui se sont poursuivies avec un rythme aussi soutenu que celui qui avait caractérisé l'année 2015 ; un rythme ponctué par de très nombreuses actions. Outre la poursuite de la réalisation des programmes scientifiques des chercheurs de l'Institut marquée par leurs enquêtes de terrain, par l'exploitation de leurs archives et de leur documentation et par la poursuite de leurs nombreuses missions, l'Institut a organisé, pour rappel, au cours de l'année 2016 :



♦ **Quatre journées d'études** (*Économies morales et légitimités politiques au Maghreb : perspectives comparées sur les sentiments d'injustice et le bien commun ; Restitution de l'enquête de terrain sur les industries culturelles et médiatiques au Maghreb ; Voisinage et appartenance : droits, obligations et conflit ; Jeunesses en méditerranée*) ;

♦ **Trois colloques internationaux** (*Circulations religieuses et ancrages méditerranéens. Résultats d'une recherche collective ; Transformations des régimes et recompositions des élites dans le monde arabe après 2010-2011 ; Actualité de la question autoritaire en Tunisie, en hommage à Michel Camau*) ;

♦ **Une université d'été** en partenariat avec l'université de Marburg (*Re-configurer le politique : histoire, mémoire et processus de transformation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord*) ;

♦ **Quatre écoles doctorales** dont trois organisées à l'extérieur de la Tunisie (Madrid, Bamako, Oran) ;

♦ **Deux workshops** (*Ambiance urbaine oasienne ; Expositions et cultures coloniales : l'exemple de la Tunisie : 1881-1956*) ;

♦ **Huit conférences** ;

♦ **Treize présentations d'ouvrages** ;

♦ **Onze présentations de projets doctoraux** dans le cadre de l'atelier doctoral IRMC

♦ **Deux séminaires de recherche et doctoraux** (*Citoyennetés locales : sources et historiographies du Maghreb ; Postures et méthodologies de chercheurs en sciences humaines et sociales*)

Des succès européens



L'activité de recherche et d'animation de la recherche a donc été intense et productive. Elle a été rendue possible grâce à la très forte cohésion de l'équipe de chercheurs et d'administrateurs et à la solidité de la politique scientifique de l'institut. C'est également toute la force des partenariats institutionnels et des collaborations académiques locales (Tunisie), régionales (Algérie, Maroc) et internationales (France, Italie, Espagne, Afrique de l'ouest) qui, mobilisée, s'est exprimée dans une synergie fructueuse et constructive de compétences et d'actions. Le résultat, sans doute, le plus spectaculaire de cette synergie est l'obtention d'un programme européen ERC Advanced Grant d'un montant de deux millions d'euros, sous la responsabilité de notre collègue Alia Gana. Ce projet a été écrit collectivement par six chercheurs de l'IRMC (Alia Gana, Eric Gobe, Imed Melitti, Enrique Klaus, Jérôme Heurtaux, Karima Dirèche) sous la coordination de Alia Gana, responsable du projet et chercheure sénior de l'Institut dont l'expérience et la reconnaissance scientifiques sont unanimement reconnues.



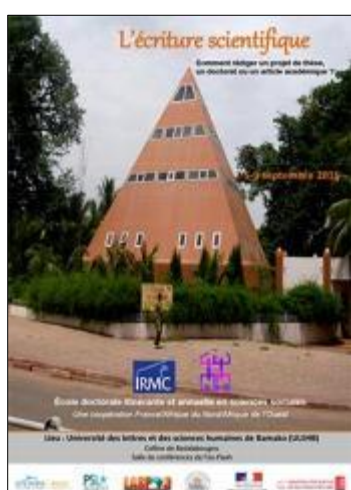
Cette réussite est l'exemple inédit d'un montage de programme européen adossé à un travail collectif très rare au sein d'une Umifre ; un travail collectif qui a mobilisé les compétences et les qualités de chacun d'entre nous au service d'une thématique de recherche passionnante intitulée *Political and Socio-Institutional change in North Africa. Competition of models and diversity of national trajectories* (Acronyme **TARICA** طريقة).

Cette réussite collective liée à la synergie de travail de l'équipe des chercheurs a été également complétée par l'intégration à un programme européen H2020 impulsé par le Norwegian Institute of International Affairs (NUPI) de l'Université d'Oslo (*Good intentions, mixed results - A conflict sensitive unpacking of the EU comprehensive approach to conflict and crises mechanism*). La responsabilité accordée à Jérôme Heurtaux pour la coordination d'un des workpackages de ce programme (« *EU crisis-management practices and local responses in the EU neighbourhood area, i.e.*

EU polices regarding the crisis situations in Libya and Ukraine) est bien un des indicateurs de l'internationalisation de nos thématiques de recherche et de la reconnaissance scientifique des chercheurs de l'IRMC auprès de nos partenaires européens.

Cette année 2016 a vu la mise en route de la finalisation des programmes de recherche quadriennaux dont certains ont abouti à des publications de belle facture (programmes sur *les processus électoraux* dans le monde arabe d'Alia Gana et sur *les minorités sexuelles* de Monia Lachheb) et à des projets de publication à court terme pour 2017 (*Les industries médiatiques au Maghreb* d'Enrique Klaus, *Les élites politiques en Tunisie* de Jérôme Heurtaux et *Les agricultures familiales* d'Alia Gana).

Vitalité des formations doctorales



Cette année a été marquée également par le dynamisme de nos formations doctorales qui représentent nos activités les plus performantes et les plus attractives. Sur des thématiques différentes et pluridisciplinaires (anthropologie religieuse, histoire, sociologie politique, droit), elles ont permis à plusieurs dizaines de doctorants français et maghrébins (tunisiens, marocains, algériens) de bénéficier d'enseignements de qualité qui ont conjugué formation académique et expertises professionnelles. Trois d'entre elles se sont déroulées à l'extérieur de la Tunisie :

- A Madrid, *Justices et transition politique en méditerranée Occidentale : acteurs, mémoires, archives* (École thématique CNRS) : École doctorale thématique CNRS et Inter-Umifre ;

- A Bamako, *Comment rédiger un projet de thèse, un doctorat ou un article académique* ;
- A Oran, *Approches et méthodes de sociologie quantitative et qualitative* ;
- A Tunis, *Penser la Méditerranée connectée. Anthropologie religieuse et introduction aux humanités numériques*, atelier doctoral en relation avec l'ANR de Katia Boissevain et Loïc Le Pape ;

Cette formation doctorale est complétée en interne à l'IRMC par un atelier doctoral (créé en 2014) et soutenu par le cercle des jeunes chercheurs SHS/ IRMC/, (fondé

par nos deux doctorants boursiers BAM) qui compte 630 membres. Au cours de l'année 2016, onze présentations de masters et/ou de thèses ont été soumises et discutées par des chercheurs confirmés de l'IRMC ou par des chercheurs de l'université tunisienne.

L'Université d'été, organisée avec l'Université de Marburg et l'Université de La Manouba, du 28 août au 5 septembre a permis de réunir 35 doctorants et post-doctorants issus de 12 pays arabes, européens et américains.

Qualité des publications



Si le rythme des publications s'est quelque peu ralenti, trois ouvrages collectifs ont été édités ; ouvrages qui sont le résultat de trois programmes de recherche de l'IRMC : *Élections et Territoires en Tunisie - Enseignements des scrutins post-révolution* (2011-2014), Karthala-IRMC, sous la direction de Alia Gana et Gilles Van Hamme ; *La fabrique du sens - Écrire en sciences sociales*, IRMC-Riveneuve éditions, sous la direction de Imed Melliti ; *Être homosexuel au Maghreb*, Karthala-IRMC, sous la direction de Monia Lachheb. Ce dernier ouvrage, malgré la sensibilité de sa thématique, a été présenté devant un public fort nombreux dans une université publique de Tunis, la faculté des sciences humaines et juridiques de l'Ariana.

Notre bilan d'activités peut se prévaloir également de la signature de six nouvelles conventions :

- Convention de coopération internationale, entre l'IRMC et **l'Université des Lettres et des sciences humaines de Bamako** – Mali (ULSHB), 29 février 2016.
- Institut National Agronomique de Tunisie- **INAT**, 15 mars 2016.
- Accord cadre de coopération entre **l'Université Paris 1 Panthéon** et l'IRMC, annexé d'une convention d'application de cet accord cadre pour l'accueil des étudiants et une deuxième convention d'application concernant la Chaire Sorbonne Maghreb, 15 mars 2016.
- Centre Arabe de Recherche et d'Études sur le Politique- **CAREP**, 16 mai 2016,
- Laboratoire d'archéologie et d'architecture Maghrébines – **LAAM**, 13 octobre 2016.
- Accord cadre de coopération entre l'IRMC et **l'Université degli studi di Napoli L'Orientale** (Italie), 17 octobre 2016.

Médias, visibilité et vulgarisation



L'année a été marquée également par une volonté, de la part de l'Institut, d'accorder une plus grande place à la visibilité et à la médiatisation des programmes et des actions de l'IRMC. Parmi les actions entreprises, celle que nous avons menée avec France Culture a, sans doute été la plus originale. Au cours du mois de mars 2016 et avec le soutien de l'Institut Français de Tunis, nous avons donc accueilli, durant une semaine l'équipe d'Emmanuel Laurentin pour une série de cinq séquences radiophoniques diffusées dans son émission *La Fabrique de l'Histoire*. Le fil conducteur étant la présentation des modalités de travail et les questionnements de la recherche en SHS dans une société post-révolutionnaire. Les chercheurs et doctorants de l'IRMC ont été mobilisés et ont participé avec enthousiasme dans une logique de privilégier les travaux récents de nos doctorants et les pratiques de recherche innovantes.

Par ailleurs, dans des logiques de communication et de vulgarisation de la recherche et de diffusion de l'information concernant les manifestations et les publications de l'IRMC, les médias locaux ont été régulièrement sollicités (Radio Culture, RTCI, La Presse, *El Khabar*, *El Sabah*).

Par ailleurs, la présence d'un stand de l'IRMC (intégré au stand de l'Institut Français de Tunisie) à la Foire Internationale du Livre de Tunis (FILT) et l'organisation de conférences « grand public » permettent une ouverture vers des publics non initiés et une forte visibilité de nos publications.

Consolidation des actions Algérie/Libye



La consolidation des actions en Algérie s'est poursuivie notamment dans leur dimension de formation doctorale et d'aide à la recherche (avec les attributions de bourses à de jeunes chercheurs algériens) qui viennent poursuivre leurs travaux en Tunisie et particulièrement dans le cadre de la bibliothèque de l'IRMC qui accueille un nombre croissant d'étudiants envoyés par des universités algériennes. Une des plus belles actions entreprises avec le CRASC d'Oran (Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle) a été le travail de co-édition sur l'ouvrage de *La jeune recherche algérienne en Sciences humaines et sociales* (près de 35 articles retenus) et qui paraîtra dans une double version (arabe et français) à la fin de l'année 2017.

17 bourses SCAC (Algérie) ont été accordées à des doctorants et chercheurs travaillant sur l'Algérie (9 bourses d'une durée d'un mois et 4 bourses d'une durée de deux mois).

L'année 2016 a été celle des relances de partenariats avec les universités libyennes. Si la situation politique et sécuritaire libyenne ne s'est guère améliorée, nous avons constaté, paradoxalement, une réelle inflexion dans les politiques de coopération internationales de certaines universités libyennes. Ainsi, l'université de Tripoli, (via le Département de langue et civilisation françaises) a répondu à nos sollicitations et a formalisé son souhait de collaboration en signant le 18 janvier 2017, une convention-cadre avec l'IRMC. Par ailleurs, L'observatoire de la Libye, créé en 2014, s'est enrichi, de plusieurs travaux d'enquêtes et d'analyses réalisées par des doctorants tunisiens qui ont remis leur rapports d'enquêtes concernant la question de la migration des libyens en Tunisie après la chute de Khadafi.

Enfin et je ne cesserai de le répéter, L'IRMC, est avant tout, une équipe locale administrative d'un professionnalisme et d'un dévouement exemplaires. Les compétences et les qualités humaines de son personnel constituent l'énergie vive et la mémoire du lieu sans lesquelles rien n'aurait pu être possible.





C / STRUCTURE ET MOYENS DE L'UMIFRE

C.1 IDENTIFICATION DE L'UMIFRE

Adresse principale (adresse ; téléphone ; contact mail du directeur)	L'Institut est situé au 20, rue Mohamed Ali Tahar à Mutuelleville, quartier administratif et résidentiel de Tunis ville, desservi par le métro (Station Jeunesse) et par divers autobus (à proximité de la place Pasteur, de l'ENA, et du Lycée français Pierre-Mendès France, du Campus universitaire de Manar et de l'INRAT). (+216) 71 796 722 – 71 795 343 / 71 799 063 direction@irmcmaghreb.org
Infrastructure (surface ; salles ; parkings ; partage des locaux)	Le siège de l'IRMC représente 238 m ² de surfaces bâties, soit une villa avec un étage (200 m ²) et une dépendance dans le jardin (38 m ²) destinée aux chercheurs, boursiers permanents et de passage (8 postes de travail).
Bibliothèque (salles ; nombre d'ouvrages)	La bibliothèque a une superficie de 56 m ² et peut accueillir 26 lecteurs ; elle comporte également deux magasins de stockage (compacti) dédiés aux ouvrages et revues d'une superficie de 26 m ² et 37 m ² et un service de documentation d'une superficie de 30 m ² comportant 4 à 6 postes de travail. 29000 ouvrages et brochures 2300 titres de périodique dont 85 en abonnement
Site web de l'UMIFRE	Site : http://irmcmaghreb.org

**Structures de gouvernance
(conseil d'UMIFRE ;
conseil de laboratoire etc.
le cas échéant)**

Conseil scientifique :

Membres du CS :

M. Luis MARTINEZ

Directeur de recherche CERI Sciences-Po Paris
Institutions politiques, Politiques économiques
Mouvement sociaux, violence politique
E-mail : martinez@ceri-sciences-po.org

M. Pierre-Arnaud BARTHEL

Maître de conférences détaché à l'AFD
Développement durable
E-mail : barthelpa@afd.fr

Autres membres :

Mme Rahma BOURQIA

Professeure d'Université
Ex-présidente de l'Université Hassan II Mohamadia
Casablanca – Maroc
Sociologie et anthropologie
E-mail : rahmabourgia@hotmail.fr

Mme Myriam CATUSSE

Directrice du Département « Étude contemporaines » à l'IFPO Beyrouth
Chargée de recherche CNRS
Sciences politiques Sociologie
E-mail : mcatusse@hotmail.com

M. Jean-Yves MOISSERON

Directeur de recherche – IRD
Université Cadi Ayyad de Marrakech
Transformations socio-économiques du monde arabe/ partenariat euro-méditerranéen
E-mail : Jean-yves.moisseron@ird.fr

M. El Mouhoub MOUHOUD

Professeur d'économie Université Paris Dauphine
Economie Internationale, Développement firmes multinationales

	Migrations internationales, innovations, Délocalisations, relations euro-méditerranéennes, pays de la zone MENA E-mail : em.mouhoud@dauphine.fr M. Pierre VERMEREN Professeur des universités – Université Paris 1 Histoire et civilisations E-mail : pierre.vermeren@univ-paris1 M. Mouloud BOUMGHAR Professeur de droit public à l'université de Picardie – Jules Verne Droit international public, Droits de l'Homme, Droit européen, Droit algérien E-mail : boumgharm@hotmail.com M. Augustin JOMIER Titulaire d'une Chaire d'excellence SPC à l'INaLCO Histoire sociale et culturelle de l'islam au Maghreb (XVIII^e – XXI^e siècle) E-mail : augustinjomier@gmail.com Mme Leyla DAKHLI Chargée de recherche au CNRS Chercheure au Centre MARC Bloch de Berlin Histoire Intellectuelle et sociale contemporaine – Moyen-Orient et Maghreb – les intellectuels arabes en diaspora- révolutions et mouvements sociaux dans le monde arabe. Féminismes et mouvements intellectuels féminins E-mail : dakhli@cmb.hu-berlin.de M. Dominique VALERIAN Professeur des universités- université lumière Lyon 2 Histoire médiévale des pays de l'islam, Histoire du Maghreb médiéval, histoire économique, relations entre islam et monde latin en Méditerranée, Histoire des ports de la navigation E-mail : dominique.valerian@yahoo.fr Comité mixte : 25 novembre : réunion du Comité mixte de suivi de l'IRMC
--	--

	Présents : PARTIE TUNISIENNE : Mohamed Nejib LAZHARI, Directeur Général de la recherche scientifique au Ministère de l'enseignement supérieur Lotfi AISSA, Professeur d'histoire à la faculté des sciences humaines et sociales de Tunis Hélà MEHRI GUERCHI, Directrice du Département d'Economie à la faculté des sciences économiques et de gestion de Tunis PARTIE FRANÇAISE : Karima DIRECHE, Directrice de l'IRMC Pierre VERMEREN, Membre du conseil scientifique Patrick FLOT, Directeur de l'IFT
--	--

C.2 RESSOURCES HUMAINES - DIRECTEUR ET AUTRES MEMBRES DE L'EQUIPE DE DIRECTION

Nom Prénom	Adresse professionnelle	Courriel	Téléphone	Date de prise de fonction	Corps d'origine
Karima DIRECHE	20, rue Mohamed Ali Tahar – Mutuelleville 1002 Tunis – Tunisie	Karima.direche@irmcmaghreb.org	(+216) 71 796722	01 septembre 2013	UMR TELEMME – MMSH Aix-en-Provence

C.3 RESSOURCES HUMAINES - PERSONNEL ADMINISTRATIF

Nom Prénom	Fonction	Contrat ADL (CDD/CDI) ou VI ou ITA	Date de début de contrat ou vacation	Coût annuel du poste en €	Prise en charge financière du poste (MAEDI/CNRS/autre)
Sarra BEN AMARA	Secrétaire de direction	CDD	Janvier 2015		
Hayet NACCACHE	Secrétaire bilingue – assistante de communication	CDI	Juin 1993		
Raja CHAABA	Responsable financière - Régisseuse	CDI	Janvier 2004		
Sawssen FRAY	Responsable de la bibliothèque - documentation	CDI	Janvier 2004		
Khaled EL JOMNI	Documentaliste	CDI	Septembre 2011		
Romain COSTA	Responsable publications / ressources électroniques	CDI	Avril 2009 (VI) Avril 2011 (CDI)		
Besma OURAIED	Technicienne de publication	CDI	Juin 1993		
Clément PERARNAUD	VI – veille scientifique	VI	Octobre 2014		MAEDI
Claire MENETRIER	VI – documentaliste	VI	Avril 2015		MAEDI
Louise FAVEL Amal EL BEHI Jallel DAROUICHE Fathi AOUADI	VI – veille scientifique Vacataire – monitrice de bibliothèque Aide magasinier Chauffeur	VI Vacataire CDI CDI	Novembre 2016 Mai 2015 Janvier 1994 Mai 1992		MAEDI

Taoufik LABIDI	Gardien	CDI	Janvier 1993	
Salem YAKOUBI	Gardien nuit	CDI	Septembre 1992	
Latifa BESSAOUDI	Agent d'entretien	CDI	Décembre 1992	

C.4 RESSOURCES HUMAINES - PERSONNEL DE RECHERCHE PERMANENT ET ASSOCIE

Nom Prénom	Nationalité	Institution d'origine / statut	Prise en charge financière (MAEE/CNRS/ autre)	Période de séjour (début/fin de contrat)	Thématique de recherche et axe de rattachement
Alia Gana	Française	LADYSS <i>Directrice de recherche classe 1</i>	CNRS	01 septembre 2012 – 31 août 2017	« Disparités socio-spatiales et inégalités écologiques : nouveaux défis du développement territorial en Tunisie et en Afrique du Nord »
Eric GOBE	Française	IREMAM	CNRS	01 septembre 2014 – 31 août 2017	« Justice et politique dans le Maghreb post-révoltes arabes »
Hasnia-Sonia MISSAOUI	Française	Université Toulouse II - Le Mirail <i>Maître de conférences</i>	CNRS	01 septembre 2014 – 31 août 2016	« Transit, installations et mondialisation en Tunisie : interroger les mobilités et les migrations en temps de crise au prisme des réseaux sociaux »
Isabelle GRANGAUD	Française	IREMAM <i>Chargée de recherche CNRS</i>	CNRS	01 août 2016 – 31 juillet 2017	« Citoyennetés locales au Maghreb. Les perspectives de la longue durée »
Imed MELLITI	Tunisienne	Université de Tunis <i>Professeur de l'enseignement supérieur</i>	MAEDI	01 octobre 2013 – 30 septembre 2017	« Économies morales et légitimités politiques au Maghreb. Perspectives comparées sur les sentiments d'injustice et le bien commun »
Jérôme HEURTAUX	Française	Paris Dauphine <i>Maitre de conférences</i>	MAEDI	01 septembre 2013 – 31 août 2017	« Recomposition et reconversions des élites tunisiennes. Sociologie d'un changement de régime »
Enrique KLAUS	Française	Chercheur (Post-doc)	MAEDI	01 septembre 2013 – 31 août 2017	« Changements politiques et transformations médiatiques au Maghreb »

Kmar BENDANA	Tunisienne	Professeure en histoire A l'Institut Supérieur d'Histoire de la Tunisie Contemporaine (ISHTC) - Université de La Manouba	Non rémunérée	Depuis 1995	« Récits nationaux maghrébins, historiographie critique »
Monia LACHHEB	Tunisienne	HDR-chercheure en sociologie à l'Institut Supérieur du Sport et de l'Éducation Physique (ISSEP) de Tunis	Non rémunérée	Depuis 2010	Transgressions et minorités sexuelles au Maghreb
Hend BEN OTHMAN	Tunisienne	Assistante -chercheure à l'Université de Carthage Doctorante en urbanisme et aménagement à l'École nationale d'Architecture et d'Urbanisme (ENAU)	Non rémunérée	Depuis 2011	Aménagement urbain
Myriam ACHOUR	Tunisienne	Maître assistante à la Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis	Non rémunérée	Depuis 2009	« Postures et méthodologies de chercheurs en sciences humaines et sociales »
Sihem NAJJAR	Tunisienne	Professeure en sociologie à l'ISSHT, Université Tunis El- Manar	Non rémunérée	Depuis 2009	GDRI-COMMED « Communication, médias et liens sociaux en Méditerranée. Nouveaux supports, nouvelles pratiques »
Olivier Koch	Française	Enseignant en sciences de l'information et de la communication – Université Galata Saray	Non rémunérée	Depuis janvier 2014	« Transitions politiques et transitions médiatiques au Maghreb »

C.5 RESSOURCES HUMAINES - DOCTORANTS ET POSTDOCTORANTS

Nom Prénom	Nationalité	Institution de rattachement	Montant de l'aide à la mobilité et source de financement	Durée de séjour (dates)	Thème de recherche et axe de rattachement
DOCTORANTS					
Nessim ZNAIEN	Française	Université Paris I Panthéon Sorbonne	914,69€ / mois	01 septembre 2014 – 31 août 2016	« L'alcool en Tunisie sous le protectorat (1881-1956)
Nassima MEKAOUI	Française	EHESS	914,69€ / mois	01 septembre 2016 – 31 août 2017	« Les domestiques dans l'Algérie coloniale à l'épreuve des relations de classe, d'altérité et de domination (1830-1962) »
Irène CARPENTIER	Française	Université Paris I Panthéon-Sorbonne	400€ / mois	01 octobre – 31 décembre 2016	« Crise des modèles oasiens et adaptations : vers un développement durable des territoires du Sud-tunisien ? »
Marta ARENA	Italienne	EHESS	300 €	22 juillet-22 septembre	« Nasab, corps, proximité dans les expériences des mères célibataires en Tunisie »



C.6 BUDGET DE L'ANNÉE ÉCOULÉE

RECETTES

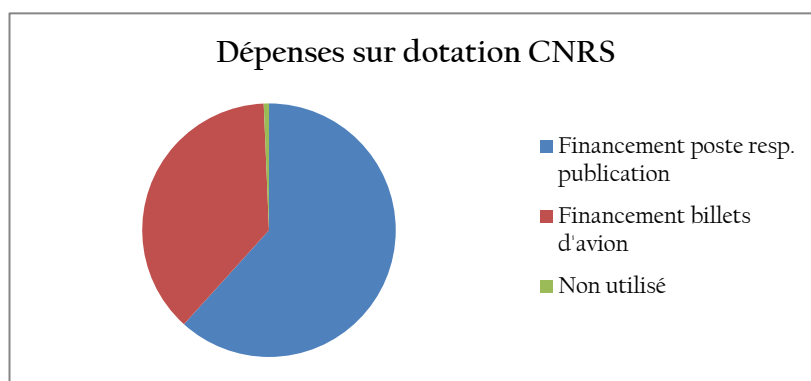
Dotation MAEDI	576 007 TND
Dotation CNRS	(23 500 €)
ERC : nombre soumis, nombre retenu, montant	
ANR : nombre soumis, nombre retenu, montant	
Autres appels d'offre (Fonds d'Alembert...)	41 769 TND
Autres : travaux d'expertise, biens ou services valorisables (mise à disposition de locaux, dons, mécénat...)	324 582 TND
<u>TOTAL RECETTES</u>	942 358 TND

DEPENSES

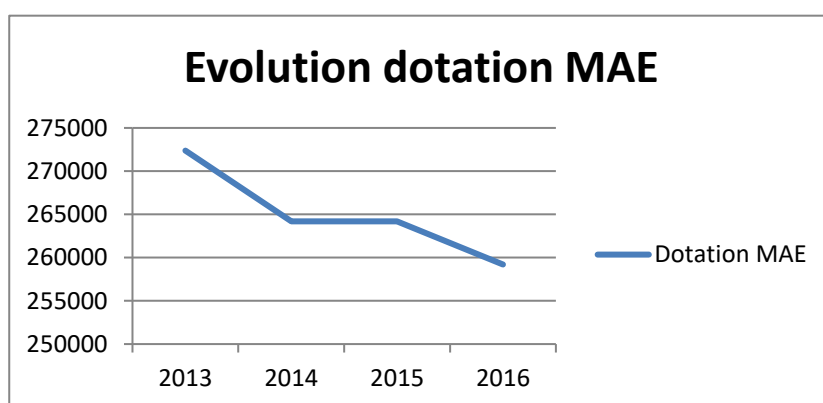
Fonctionnement	555 677 TND
Missions	5 248 TND
Investissements	
Colloques et conférences/Etudes	188 081 TND
Publications	18 331 TND
Achats de la bibliothèque	14 111 TND
Frais de réception	2 851 TND
Autres (Bourses)	89 160 TND
<u>TOTAL DEPENSES</u>	873 459 TND

Commentaires sur le tableau ci-dessus :

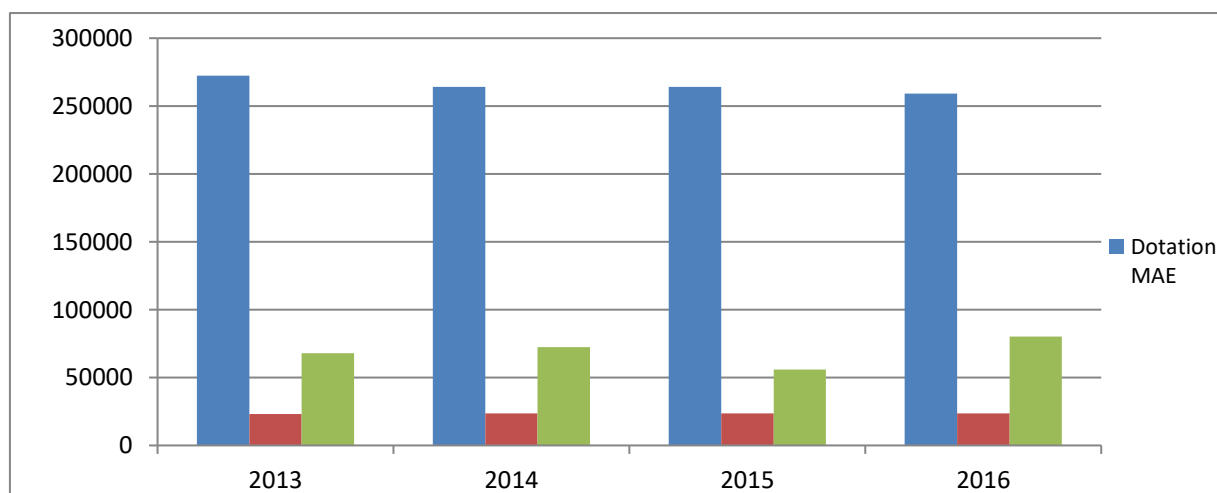
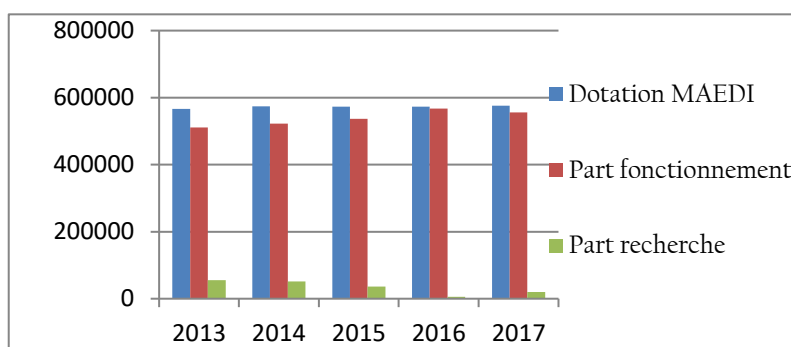
Dans le tableau, seule la dotation du CNRS est indiquée en euros car elle est gérée dans cette monnaie.



Une diminution de 1,92% a été effectuée sur le versement de la seconde tranche de la dotation du MAEDI soit – 5 000 €.



L'institut continue sa recherche de financements et privilégie les partenariats. Ces derniers ne peuvent se concrétiser que si un organisme est capable de mobiliser à son tour des crédits propres. L'institut a malheureusement de moins en moins de marge de manœuvre.



D / ACTIVITES SCIENTIFIQUES

D.1 AXES DE RECHERCHE

1. Anthropologie, sociologie ;
2. Droit et justice transitionnelle ;
3. Économie, développement, territoire ;
4. Histoire, historiographie, patrimoine ;
5. Islam et religions ;
6. Observatoire de la Libye contemporaine ;
7. Médias, communication ;
8. Sociologie politique
9. Migrations, mobilités et circulations en Méditerranée ;
10. Études urbaines.

Traiter ce chapitre par antenne ou par département d'UMIFRE le cas échéant.

D.1.1 DESCRIPTION DES AXES ET DE LEUR PERIMETRE

- Projets collectifs intra UMIFRE :

AXE 1 : ANTHROPOLOGIE, SOCIOLOGIE



Économies morales et légitimités politiques au Maghreb. Perspectives comparées sur les sentiments d'injustice et le bien commun, Imed Melitti, Professeur à la Faculté de lettres et de sciences humaines de Tunis en détachement à l'IRMC depuis septembre 2013.

La réflexion et l'enquête collectives que nous avons initiées dans le cadre de ce programme de recherche n'est pas sans rapport avec les bouleversements de ce que l'on appelle, par commodité, le « printemps arabe ». Le but du programme est d'aller au-delà des

manifestations politiques apparentes des mobilisations collectives révolutionnaires et postrévolutionnaires, pour interroger leurs ressorts profonds en termes de légitimité politique, à travers la définition d'un seuil de tolérance en rapport aux expériences et à la perception des « injustices » ; le plus important n'étant pas les inégalités objectives dans l'accès aux différentes ressources, mais ce qu'elles peuvent susciter comme sentiments d'injustice.

Le malaise collectif qui est à l'origine du tournant politique des « révolutions » arabes et des mouvements de protestation politique et sociale qui lui succèdent (manifestations, sit-in et grèves), ne peut être analysé et compris que si l'on arrive à explorer les représentations collectives, notamment en matière de justice sociale et du rôle de l'État en tant que garant de l'égalité en dignité et de l'égalité des chances entre citoyens. Il est important de savoir sur quelle base et en fonction de quels registres de normativité se construit aujourd'hui la définition du « juste » et de « l'injuste ». Où se situent les seuils de tolérance aux écarts par rapport aux normes de justice ? Quelles sont les représentations du rôle de l'État en la matière ? Dans quelle mesure il continue d'être perçu comme le garant d'un seuil minimum de redistribution des ressources et comme arbitre dans la définition du « bien commun » ? De quel crédit de confiance disposent les institutions, les pouvoirs publics et les élites politiques dans l'exercice de ce rôle ? Il est aussi important d'explorer les situations perçues comme injustes et les émotions qu'elles suscitent, en insistant à la fois sur les registres normatifs et axiologiques qui commandent cette perception et sur sa double articulation autour d'une vision macrosociale d'un « monde juste » et ce qui est de l'ordre de l'expérience quotidienne de l'injustice.

Trois axes thématiques structurent l'ensemble du programme, donnant lieu à des réunions de travail et à des publications :

1. Justice sociale, bien commun et légitimité politique (thème abordé dans la réunion de lancement du programme) ;
2. Sentiments d'injustice et mobilisations collectives (thème abordé dans la deuxième réunion du programme) ;
3. Économies morales et espace public au Maghreb (thème proposé pour un dossier thématique de l'Année du Maghreb).

État d'avancement :

- Une première analyse du matériau collecté dans le cadre de l'enquête sur les sentiments d'injustice a été effectuée. Elle a donné lieu à un rapport signé par les membres de l'équipe (Imed Melliti, Hayet Moussa, Besma Loukil et Kaouther Graïdia) et composé de cinq chapitres qui abordent respectivement les thématiques suivantes : le lexique et les catégories utilisées pour dire l'injustice, les situations perçues comme injustes, les rapports entre inégalités, injustices et frustrations et, enfin, les attentes vis-à-vis de l'Etat en matière de justice sociale. Ce premier rapport, appelé à être étoffé, a été remis au partenaire canadien, le Centre de Recherche sur le Développement International, qui a financé l'enquête et la transcription du matériau. Il sera publié dans sa version finale sur un financement du même bailleur de fonds.

- Une deuxième réunion de programme a été organisée à Tunis les 11 et 12 avril 2016 sous le titre : « Sentiments d'injustice et mobilisations collectives au Maghreb ». Cette rencontre qui a réuni plus d'une quinzaine de chercheurs (maghrébins et français) et de doctorants (tunisiens) a été organisée en partenariat avec le Laboratoire Diraset-Etudes Maghrébines et l'ONJ, avec l'appui du CRDI. Les mouvements de protestation collective, impliquant des formes d'engagement de caractère sporadique et itératif qui ont donné le coup d'envoi aux révoltes du « printemps arabe » sont largement sous-tendus par des sentiments d'injustice et de frustrations qui ne semblent pas se résorber, en dépit des réformes politiques et institutionnelles engagées de manière plus ou moins timides ou radicales ici ou là selon les contextes. Ils continuent d'alimenter différents mouvements sociaux, parfois de nature corporatiste, et de

donner lieu à des mobilisations collectives plus ou moins virulentes. Dans la mesure où les sentiments d'injustice ne sont en rien une simple projection des inégalités réelles ou objectives, nous avons émis l'hypothèse que leur exploration suppose d'être attentif à plusieurs ordres de faits en même temps et, en premier lieu, aux matrices intersubjectives dans lesquelles s'élaborent les jugements y afférant. Pour rendre compte de ces matrices, l'analyse des processus de comparaison sociale décrits par Samuel A. Stouffer, au travers de ce qu'il qualifie de « frustration relative », s'avère insuffisante. Il lui manque une mise à plat du répertoire de principes mobilisés selon les situations et les occurrences, configurant ce qui serait une « compétence » (Boltanski) à dire le « juste ». Plusieurs questions ont été au cœur de la réflexion engagée au cours de cette rencontre : quels sont les principes sollicités pour asseoir un jugement moral sur le caractère juste ou injuste d'un fait ou d'une situation quelconque : utilité sociale, mérite, équité ou égalité, « discrimination positive » ? Comment se décline la conjonction entre, d'une part, le réel et sa lecture et, d'autre part, l'idéal dans la définition des situations d'injustice et dans la formulation des jugements les concernant ? Quelle part prennent dans leur formation les expériences personnelles ou directes des situations d'injustice et les représentations *a priori* du juste et de l'injuste ? Quelles sont les catégories rhétoriques et lexicales employées pour dire « l'injuste » : la « démesure », l'« exploitation », le « mépris », etc. ? Comment ces catégories articulent-elles ce qui serait de l'ordre d'universaux traductibles avec ce qui serait indexé à la fois sur des temps et des contextes particuliers et sur des sémiotiques intraduisibles (Guibet Lafaye) ? Autour de quelles situations typiques se cristallise l'essentiel des sentiments d'injustice : le non-respect des principes de justice distributive, l'idée d'une anomalie scandaleuse dans le fonctionnement d'une situation ou, plus généralement, de l'ordre du monde, le constat d'arbitraires ou de non-respect de principes formels et procéduraux, le sentiment d'asymétrie et d'impuissance face à un pouvoir abusif ? Par rapport à quelles sphères (la famille, le travail, l'école, le territoire) l'injustice est-elle le plus fortement

ressentie ? Sur quelles partitions identitaires se jouent de manière privilégiée les sentiments et les frustrations qu'elle provoque au Maghreb (l'ethnie, la classe sociale, le genre, la région, etc.) ?

- *La proposition d'un dossier thématique de l'Année du Maghreb intitulé « Économies morales et controverses publiques »* qui sera coordonné conjointement avec Loïc Le Pape. Ce dossier validé par le comité scientifique de la revue au cours de sa dernière réunion en novembre 2016, reprend à son compte le projet d'une sociologie et d'une anthropologie des économies morales appliquée au Maghreb et abordée à travers le prisme des controverses publiques, comme étant une entrée fondamentale pour comprendre les dynamiques de conflit qui traversent l'ensemble du Maghreb aujourd'hui.

AXE 2 : DROIT ET JUSTICE TRANSITIONNELLE



« Justice et politique dans le Maghreb post-révoltes arabes » Eric Gobe, Directeur de recherche CNRS en affectation à l'IRMC

Depuis juin 2015, je m'intéresse plus particulièrement à certaines dimensions du fonctionnement de la Justice transitionnelle. Aussi, ai-je exploré cette année la question des usages politiques de la justice transitionnelle en Tunisie depuis 2011.

Il s'agit pour moi d'analyser comment les différents acteurs de la scène politique (plus particulièrement les organisations partisans) s'emparent de cette thématique et quels sont les usages politiques qu'ils en font.

Cette instrumentalisation s'est opérée d'autant plus aisément que les notions et les pratiques de la justice transitionnelle,

largement importées par divers entrepreneurs de normes – les institutions internationales comme le PNUD, les grandes ONG internationales comme l'International Center for Transitional Justice, ainsi que par les associations locales de défense des droits de l'Homme et de la promotion de la justice transitionnelle – ont circulé dès la chute de Ben Ali et ont saturé le champ politique tunisien.

Nous sommes partis de l'hypothèse que les divers acteurs sont amenés à s'emparer de telle ou telle dimension de la justice transitionnelle comme d'une ressource plus ou moins efficace pour servir, en fonction de la conjoncture politique et des logiques politiques et sociales, lesquelles sous-tendent leur action politique.

Les diverses dimensions de la justice transitionnelle sont d'autant plus facilement mobilisables que des notions comme le « pardon », la « reddition des comptes », la « réconciliation » sont polysémiques et qu'elles fonctionnent selon un « consensus ambigu voire contradictoire », pour reprendre la formulation du politiste Bruno Palier. C'est précisément cette polysémie qui fait de la justice, transitionnelle une ressource aisément mobilisable par les divers acteurs de l'arène politique.

État d'avancement :

J'ai conduit mon enquête en me focalisant sur les moments politiques d'intense conflictualité durant lesquels certaines notions véhiculées par la justice transitionnelle ont été mis en avant par les uns et par les autres pour mener la bataille dans le cadre de la « conjoncture politique fluide » qui a marqué la Tunisie post-Ben Ali, au moins jusqu'aux élections législative et présidentielle de la fin 2014.

Précisément, pendant le processus de transition jusqu'à l'adoption de la loi organique relative aux élections et référendums le 1^{er} mai 2014, on a vu le surgissement, à intervalles réguliers porté par les partis politiques, de la question de l'épuration (*al-tathir*), plus précisément celle de l'exclusion du processus électoral avec ses corollaires que sont les notions d'immunisation politique de la révolution (*al-tahsin al-siyassi li-l-thawra*) et l'exclusion politique (*al-azl al-siyassi*).

Mais la problématique de l'épuration ne s'est pas limitée à l'exclusion électorale, elle a concerné aussi le secteur de la justice judiciaire.

En m'appuyant sur les documents produits par l'Assemblée nationale constituante (ANC), j'ai pointé ce que d'aucun appelle le dilemme de l'épuration : soit mener une épuration rapide et conséquente, ce que la législation et les juridictions classiques n'autorisent pas ou mal, soit respecter les principes affichés par l'État de droit et, par conséquent, respecter les droits de l'Homme et le droit à un procès équitable afin de ne pas reproduire ce qui est reproché au régime autoritaire.

La question de l'épuration a été posée dès le lendemain du départ du président Ben Ali le 14 janvier 2011 par les employés de certaines administrations et entreprises publiques qui ont expulsé *manu militari* leurs dirigeants et hauts-cadres supposés membres du parti du président Ben Ali : la Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD).

Les membres de la Haute instance de réalisation des objectifs de la révolution se sont emparés dès le mois de mars 2011 de la problématique de l'exclusion politique la définition des conditions d'inéligibilité pour les élections constituantes du 23 octobre 2011. L'article 15 du décret-loi relatif à l'élection de l'ANC disposait, entre autres, que ne pouvait être candidat toute personne ayant exercé des responsabilités au gouvernement et dans les structures du RCD à l'ère du président déchu, ainsi que les *mounachidine* (les thuriféraires de l'ancien régime qui avaient appelé le président Ben Ali à se représenter en 2014).

La récurrence de la question de l'épuration et *in fine* son non aboutissement ne peuvent être comprises sans prendre en compte la conjoncture politique éminemment fluide qui constitue une clé d'explication du positionnement parfois très fluctuant de certains acteurs politiques vis-à-vis de la mise en œuvre d'une éventuelle politique d'épuration.

Et l'usage de la notion de justice transitionnelle a été un des éléments fondamentaux de l'argumentaire des opposants à l'épuration, et même de ceux qui potentiellement pourraient bien se retrouver à rendre des comptes aux institutions de la justice transitionnelle, autrement dit les agents des régimes de Bourguiba et de Ben Ali.

Dans un premier temps, la problématique de l'épuration s'est imposée par le biais d'une proposition de loi portant sur l'immunisation politique de la révolution et d'une proposition de loi portant sur l'assainissement de la magistrature et du barreau.

Au final, ces deux textes n'ont pas été adoptés, principalement en raison de la dynamique de la conjoncture politique qui a poussé les dirigeants du principal parti représenté à l'ANC, le mouvement Ennahdha à abandonner toute velléité d'exclure les anciens du RCD de la scène politique. Pour autant cette question, évacuée par la porte va revenir par la fenêtre, à travers le débat sur l'insertion dans la future loi sur la justice transitionnelle, et dans la future loi électorale de certaines dispositions de la proposition de loi sur l'immunisation politique de la révolution.

Les controverses qui ont entouré ce texte et celui de l'assainissement de la magistrature et du barreau sont révélatrices des tensions qui ont traversé la scène politique tunisienne, entre une dynamique « révolutionnaire » visant à faire table rase du passé selon un principe de responsabilité collective, et une logique libérale de démocratie procédurale qui s'appuie sur une reconnaissance des torts des bourreaux sur une individualisation de la « reddition des comptes », censée aboutir à une réconciliation nationale. C'est précisément cette dernière dimension que je compte approfondir dans mes recherches scientifiques personnelles.

Je développe depuis le dernier trimestre de cette année une réflexion sur la notion de réconciliation telle que développée dans le cadre des processus de justice transitionnelle conduite au Maroc et en Tunisie.

Au Maroc comme en Tunisie, la « réconciliation nationale » est affichée par les promoteurs de la justice transitionnelle comme un objectif final à atteindre. Cette omniprésence rend d'autant plus nécessaire de s'interroger sur le caractère polysémique de cette notion qui peut s'apparenter à un slogan produit de l'air du temps. Comme le note Valérie Rosoux, la littérature autour de la justice transitionnelle ne s'accorde guère sur les conditions et les processus devant conduire à une réconciliation nationale. Si pour les porteurs d'une vision pragmatique et minimaliste, la réconciliation renvoie à « toute forme d'arrangements

mutuels entre anciens ennemis », d'autres auteurs invoquent la nature « transcendante » et maximaliste d'un processus « impliquant à la fois la vérité, la justice, le pardon et la paix ».

Quoi qu'il en soit, la réconciliation fait appel à une palette d'instruments judiciaires et non judiciaires censés ouvrir la voie à sa réalisation. A en croire l'anthropologue John Borneman la notion centrale de « reddition des comptes » est au cœur de la grammaire de réconciliation élaborée par les promoteurs de la justice transitionnelle. Elle en est l'une des conditions nécessaires. Il en dégage quatre idéaux-types :

- 1- la mise en œuvre d'une classique justice rétributive.
- 2- la restitution/compensation (indemniser les victimes).
- 3- la réparation par la mise en scène de la parole au sein de la commission vérité, conçu comme un énoncé performatif consistant, la plupart du temps, en la tenue d'auditions publiques des victimes, ou encore en la formulation d'excuses officielles par l'État.
- 4- les rites de commémoration et les diverses actions de mémorialisation (politique muséale, construction de monuments) censés offrir des garanties de non répétition des « violations des droits de l'Homme ».

Bien évidemment, nous avons à faire à des idéaux-type, à des épures qui dans la pratique de la justice transitionnelle se combinent ou s'excluent à des degrés divers. Dans le cas marocain, comme le note le politiste Marouane Laouina, le premier de ces quatre modes de reddition des comptes, le recours à la justice rétributive, a été explicitement écarté. En effet, le mandat de la commission vérité marocaine, l'Instance Équité et Réconciliation se limitait à des mesures non judiciaires. Qu'en est-il des trois autres modes de reddition des comptes ? Il s'agira dans cet axe de tester dans quelle mesure ces idéaux-types rendent compte de la trajectoire de la justice transitionnelle au Maroc et en Tunisie.

AXE 3 : ÉCONOMIE, DÉVELOPPEMENT, TERRITOIRE



Disparités socio-spatiales et inégalités écologiques : nouveaux défis du développement territorial en Tunisie et en Afrique du Nord par Alia Gana, Directrice de recherche CNRS en affectation à l'IRMC.

Inégalités socio-spatiales, gouvernance des ressources et développement des territoires (Tunisie, Maroc)

Ce projet de recherche et d'animation scientifique propose de contribuer au renouvellement du débat scientifique sur les problématiques des inégalités et du développement, considérées dans leur dimension territoriale. Il s'appuie sur les opérations de recherche suivantes :

- Adaptation des mosaïques paysagères dans les agrosystèmes pluviaux Méditerranéens pour une gestion durable de la production agricole, des ressources en eau et en sol (ANR/ALMIRA), 2014-2017.

Dans le cadre du workpackage 2, dont j'assure la coordination, l'analyse est axée sur la multifonctionnalité de l'agriculture pluviale (économique, sociale et environnementale) et son impact sur les paysages. En 2016, les activités ont consisté dans l'analyse des enquêtes effectuées au Maroc (Tleta) et en Tunisie (Lebna), d'une part auprès des exploitants agricoles, d'autre part auprès des acteurs institutionnels. L'analyse préliminaire des enquêtes fait ressortir que les transformations rapides dans les conditions d'exercice de l'activité agricole (effets du changement climatique, affaiblissement de la capacité d'encadrement des structures d'appui à l'agriculture, orientation privilégiée des politiques de développement sur les productions intensives et stratégiques destinées à l'exportation et à l'approvisionnement du marché national, désorganisation des circuits

d'approvisionnement et de commercialisation) contribuent à l'accentuation des processus de différenciation sociale au sein de l'agriculture, aussi bien en Tunisie qu'au Maroc. Alors que les évolutions du secteur agricole avaient permis le maintien d'une petite agriculture familiale pratiquant la polyculture ou des systèmes intensifs de production maraîchère et d'élevage, les contraintes qui pèsent aujourd'hui sur ces petits agriculteurs conduisent une fraction croissante de ces derniers à revenir à des productions qui génèrent moins de risques (céréales, élevage extensif), à réduire les superficies cultivées, voire à donner leurs terres en location et à abandonner l'activité agricole. Les analyses mettent également en évidence le renforcement des positions économiques et de l'assise foncière d'un groupe de producteurs agricoles souvent extérieurs aux zones étudiées, une dynamique qui contribue à accroître les concurrences et les inégalités d'accès aux ressources en terre et en eau.

- La gouvernance territoriale et le développement local : l'observatoire territorial de Siliana (opération de recherche menée en lien avec le projet, INED/ IRD « Observatoire des transformations dans le Monde arabe », OTMA, financé par le MAE) Le projet propose d'étudier les dynamiques liées à la montée en puissance des revendications pour un partage plus équitable des ressources et des droits sociaux, politiques et civiques entre citoyens et territoires. Il est conçu à la fois comme un outil d'analyse des processus de production d'inégalités sociales et spatiales et comme un dispositif d'observation des dynamiques de construction territoriale, liées à l'action publique et aux initiatives d'acteurs privés et associatifs. Les recherches effectuées en 2016 ont suivi deux principales directions. La première s'est attachée à cerner les enjeux de la décentralisation et de la communalisation des zones rurales, ainsi que leur perception par les acteurs locaux. Elle a donné lieu à la rédaction d'un article intitulé « Territoires ruraux en Tunisie, entre complexité de la réforme de communalisation et enjeux politiques » co-écrit avec Yassine Turki qui paraîtra dans la revue *Maghreb-Machrek* début 2017. Le deuxième volet des recherches s'est intéressé au rôle des associations dans

les nouvelles dynamiques du développement local. Les enquêtes font ressortir que la capacité des associations à intervenir de manière effective dans l'action sociale et de développement se heurte à différents obstacles, liés à la fois au manque de ressources et d'expertise et à l'environnement politico-institutionnel dans lequel elles évoluent. Malgré la volonté exprimée par l'État et l'administration régionale de mobiliser la société civile dans la réflexion sur les orientations du développement et la mise en œuvre de projets, plusieurs représentants d'associations font part de leur frustration face aux difficultés qui empêchent leur participation effective dans ce processus. Contestant la position hégémonique du syndicat UGTT, ils critiquent également le rôle que jouent certains programmes internationaux d'appui à la société civile qui favorisent les associations les plus dotées et dont ils sont les partenaires. Ces stratégies sélectives et de cooptation jouent ainsi en défaveur des petites structures qui se sentent marginalisées dans la dynamique associative. De manière plus générale, le contexte régional, en particulier l'isolement, les difficultés de communication, la faiblesse du tissu économique constituent autant d'obstacles auxquels se heurte l'action du milieu associatif en faveur du développement. Les prochaines étapes de la recherche, à laquelle trois doctorants de l'IRMC sont associés, prévoient : 1. la poursuite des enquêtes auprès des associations sur un échantillon plus large, tenant compte de la diversité existante, et permettant une analyse typologique de l'action associative en faveur du développement, 2. L'approfondissement de l'analyse de l'environnement économique et institutionnel dans lequel évolue les associations (rapport aux autorités politiques et à l'administration, rapport avec les acteurs économiques, coordination et organisation en réseaux), 3. Une enquête auprès des bénéficiaires des projets mis en œuvre par les associations afin de cerner l'impact de ces derniers sur la situation des groupes-cibles et le développement à l'échelle locale.

AXE 4 : HISTOIRE, HISTORIOGRAPHIE, PATRIMOINE



Citoyennetés locales au Maghreb : les perspectives de la longue durée », par Isabelle Grangaud, Chercheure CNRS détachée à l'IRMC.

Il s'agit d'interroger les conditions et les modalités d'ancrage des individus et des groupes dans un lieu, les ressorts de l'appartenance locale de ces derniers et l'articulation (transitive) entre ces formes d'adhésion et l'accès à la jouissance de droits attachés à ce lieu. Critique d'une conception restrictive de la notion de citoyenneté (en faisant essentiellement un statut formel, lié essentiellement au droit de vote), ce programme (à l'instar des recherches aujourd'hui nombreuses en anthropologie notamment), prend en considération les citoyennetés au Maghreb, aussi bien dans le présent que dans le passé. Contre l'idée qu'à des communautés locales essentiellement pré-nationales et identitaires s'opposerait l'État légal, elle entreprend de prendre au sérieux les processus y compris les plus ordinaires, à travers lesquels la citoyenneté, c'est-à-dire les droits liés à une appartenance locale, se voit affirmée, revendiquée ou exercée. Le fait d'insister sur la dimension « locale » de ces citoyennetés ne doit pas être pour autant lu comme le choix de travailler « à côté » ou à la périphérie de l'État, comme ce à quoi souvent on associe le local. Au contraire, l'enjeu est inverse : il entend saisir le poids des formes citoyennes localement affirmées, dans la construction de la légitimité des revendications de droits. De cette façon, il s'agit d'interroger la centralité des constructions locales, c'est-à-dire localisées ou situées des droits de citoyenneté.

État d'avancement :

Le thème de la citoyenneté est au cœur de mes recherches personnelles, sous trois angles particuliers : la question des enjeux et des modalités de la transmission, la bataille pour les droits, et le champ de la charité.

Charité : j'ai abordé cette année ce thème à partir d'une enquête menée autour du statut particulier des marmites. En effet, aujourd'hui comme hier, la détention et l'usage de grandes marmites au Maghreb dans les quartiers comme dans les villages, par des particuliers comme par des institutions, sont généralement renvoyée à des pratiques conçues comme essentiellement religieuses en vertu de leur inscription dans des activités charitables au profit des pauvres. Or, une analyse circonstanciée de ces pratiques tout comme le croisement opéré entre enquête dans les sources historiques et enquête ethnographique et muséale (la mission menée à Alger en novembre 2016 s'est avérée en ce sens très fructueuse) permet de lire les dimensions proprement politiques et citoyennes de la charité. Ces résultats se trouvent confortés par une autre enquête menée dans le cadre d'une rencontre organisée à Tunis avec Kmar Bendana le 23 avril 2016, autour « Sciences humaines, pauvres et pauvreté ». Dans ma proposition, « Interroger la pauvreté à l'époque ottomane : quelques propositions à partir du cas d'Alger », j'ai montré exemple à l'appui combien la condition de pauvre pouvait s'appliquer à des personnes pourvues de richesses matérielles, mais dénuées de liens sociaux locaux.

Bataille autour des droits : Le deuxième axe exploré cette année s'est formalisé dans un article soumis pour publication à la revue des Annales HSS, « Le passé mis en pièce(s). Archives, conflits et droits de cité (Alger, 1830-1870) ». Ce texte aborde les conditions de luttes engagées autour des droits de propriété au début de la conquête française et leurs liens avec la formalisation d'un fonds archivistique, qui plus tard sera appelé fonds ottoman. Ce faisant, il met en perspective l'articulation entre mise en cause des droits de propriété et processus d'extranéité.

Transmission : La question de la transmission et de l'articulation entre reconnaissance des droits liés aux biens et institution préposée, quand les successions sont incertaines, au maintien en vue de la dévolution de ces droits, est par ailleurs au cœur de l'analyse que je mène dans une perspective comparée entre

Alger et Tunis sur le Bayt al-mâl. Dans ce cadre, l'exploration des fonds d'archives tunisois peu mis au jour signale d'ores et déjà le caractère fructueux d'une confrontation documentaire. Organisation d'un séminaire avec Sami Bargaoui (enseignant-chercheur à l'Université de La Manouba), « **Citoyennetés locales : sources et historiographies du Maghreb** ». ce séminaire interroge les manières dont l'investissement des lieux et le déploiement des droits qui corrélativement s'y pratiquaient et s'y revendiquaient informaient, et/ou façonnaient les rapports sociaux. Un tel questionnement ne s'est jamais départi de la mise en œuvre d'un regard critique sur les historiographies de la citoyenneté comme sur les manières dont ont été lues les sources historiques. Aussi, l'entrée privilégiée a-t-elle été à chaque fois de réfléchir au statut des sources, à la reconstitution des modalités de leurs production et usages comme vecteur d'approche de leur contenu et à leurs dimensions génératives.

- Fatma Ben Slimane, « La révolte de 1864 dans la Régence de Tunis : enquête sur les revendications des insurgés ».

- Sami Bargaoui, « Suppliques ou procédures administratives routinières ? Mobilisations et administration locale dans la Régence de Tunis dans la seconde moitié du XIXe siècle ».

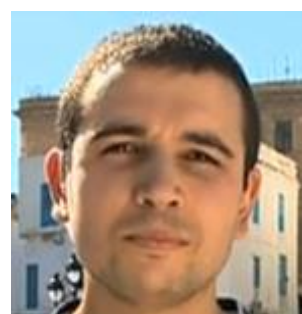
Isabelle Grangaud, « Enquêter dans le Fonds ottoman. Une archive coloniale lancée dans la bataille des droits de propriété. Alger, années 1830 »,

- Inès Mrad Dali, « Bayt Mâl al 'Abîd ou le « Trésor public des esclaves » dans la Tunisie du XIXe siècle : communautés et conflits d'appartenance » ;

- Kmar Bendana, « Lecture de l'appartenance dans la *Tunisie martyre* » ;

- Noureddine Amara, « Les Ben Salah de Bizerte. Homonymie, notoriété et présomptions de résidence : perdre ses origines sur une frontière d'empire ».

Les deux dernières séances du séminaire ont été réservées à la présentation des travaux d'étudiants.



La commercialisation et la consommation d'alcool en Tunisie sous le Protectorat (1881-1956), programme doctoral de Nessim Znaïen, doctorant d'une bourse d'aide à la mobilité internationale à l'IRMC (2014/2016), sous la direction de M. Pierre Vermeren (Paris I, Panthéon-Sorbonne).

Ayant fait le constat que l'Historiographie du Maghreb colonial était saturée d'Histoire politique, et qu'au contraire, l'approche de la culture matérielle n'avait que très peu été étudiée, nous avons choisi d'étudier un produit subversif dans les représentations de l'époque et du temps présent, l'alcool et dont l'étude de la consommation permet d'accéder à la société tunisienne sous un angle inédit. Cette approche est d'autant plus novatrice que plus généralement, l'étude de l'alcool en contexte colonial est quasi absente de l'Historiographie en langue française, alors que ce produit a été étudié dans un contexte métropolitain. Notre problématique s'attache plus précisément à savoir s'il y a une alcoolisation de la société tunisienne sous le Protectorat français. Par alcoolisation, nous entendons l'idée d'une plus forte consommation d'alcool mais également

d'une augmentation de l'importance de ce sujet dans le débat public et selon les différents corps qui composent la société. Pour mener à bien notre démarche, nous étudions différentes sources comme les journaux, les sources littéraires ou encore la correspondance de la haute administration. Les sources hospitalières, à travers les registres d'entrée dans les hôpitaux peuvent donner des indications sur le nombre de patients traités pour des cirrhoses ou pour une addiction à l'alcool. Les sources policières et judiciaires fournissent des éléments sur les condamnations pour des délits liés à l'alcool et permettent de mieux cerner les périodes les plus prohibitives et celles qui le sont moins.

État d'avancement :

L'année 2015 avait été le moment du dépouillement des archives. L'année 2016 aura été celle de la fin de la consultation des archives (notamment les journaux en langue arabe), et surtout de la rédaction de la thèse. Après avoir débuté la rédaction dans les premiers mois de l'année, nous avons accéléré le processus d'achèvement de la thèse à partir de la fin de l'été. A ce jour, deux parties sur trois ont été rendues à notre directeur de thèse, soit 325 pages, pour une thèse qui devrait faire 500 pages environ. Depuis début septembre nous envoyons environ un chapitre terminé tous les quinze jours à notre directeur de thèse. Il nous reste quatre chapitres et la conclusion à rendre. La thèse sera finie d'écrire en février, elle devrait être rendue début avril, et la soutenance aura vraisemblablement lieu avant les vacances d'été, fin juin ou début juillet.



« Les domestiques en Algérie coloniale à l'épreuve de la classe, de l'altérité et de la domination (1848-1962) », programme doctoral de Nassima Mekaoui au CRH (EHESS), boursière BAM, Aide à La Mobilité Internationale) à l'IRMC, sous la direction de Nancy Green.

La thèse porte sur l'histoire de la domesticité coloniale en Algérie de 1848 à 1962 et elle est effectuée sous la direction de Nancy L. Green, historienne spécialiste des migrations, au Centre de Recherches Historiques (CRH) à l'EHESS.

Ce travail doctoral s'inscrit dans la veine de l'histoire sociale des migrations : les deux premiers chapitres envisagés sont consacrés à l'immigration de travail en Algérie coloniale. A partir des correspondances de colons conservées aux Archives Nationales d'Outre-Mer (ANOM) à Aix-en-Provence, le premier chapitre explore les projets migratoires des domestiques- aussi bien masculins que féminins- venus de métropole. Le deuxième chapitre s'appuie sur l'état-civil des ANOM pour discerner les parcours de vie de la domesticité féminine espagnole, principalement, à la fin du XIXème siècle.

Les enjeux problématiques de la thèse relèvent à la fois du prolongement d'un croisement historiographique prometteur entre fait colonial et service domestique et du décloisonnement d'une littérature centrée sur la domesticité féminine « indigène » dans le cas algérien. L'étude de la domesticité en Algérie procède ici avant tout d'un parti pris épistémologique qui consiste à postuler la complexité sociale de réalités plurielles et à interroger la spécificité des acteurs à travers une approche intersectionnelle et diachronique en contexte colonial. Cette orientation méthodologique s'articule autour du triptyque analytique « classe, altérité (genre et « race », en particulier) et domination » proposé dans le titre de mon projet de thèse.

Sans décrire de façon détaillée le plan de thèse récemment restructuré, trois axes heuristiques se détachent selon les intitulés respectivement adoptés pour chaque partie : « Au service de la colonie ? L'Algérie ancillaire ou comment domestiquer l'empire ».



AXE 5 : ISLAM ET RELIGIONS

« Désir de partir chez les jeunes tunisiens : de la migration clandestine à l'engagement radical dans les filières djihadistes. Aspects subjectifs, cliniques et mutations politiques », Waël Guarnaoui (Hébergement du projet Attentats-Recherche CNRS; financement de 5000 euros)

L'objectif de cette recherche est de découvrir, dans leur multiplicité et leur convergence, les différents facteurs psychologiques, économiques, politiques voire « libidinaux » qui peuvent éclairer sous un jour nouveau l'attrait exercé ces dernières années sur les jeunes Tunisiens par deux « ailleurs », dont l'importance réciproque est actuellement en train de muter : d'une part, l'Europe et ses perspectives d'une vie matérielle meilleure, et, d'autre part, le djihad et ses promesses d'un au-delà idéal. À partir des entretiens réalisés avec des jeunes candidats à la migration dite clandestine (Harragas) et avec des candidats au djihad nous pouvons constater que leur départ se présente comme la réaction à une promesse non tenue par l'Occident : si la promesse de la Harga permet au sujet de réaliser un fantasme de bonheur dans sa formulation occidentale, le djihad, quant à lui, propose au sujet un lieu où la réalisation du bonheur envisagée a tous les traits de la promesse religieuse du paradis. Pendant les premiers entretiens de recherche un jeune candidat à la migration clandestine a dit : " J'en ai marre ! Si je n'arrive pas à rejoindre l'Europe clandestinement je m'engagerai à Daesh ".

L'objectif global de la recherche est donc d'analyser les mutations politiques en cours, et leur incidence sur des comportements migratoires dont les motivations divergent en apparence du tout au tout, leur seul point commun étant un puissant désir de quitter le sol de la patrie.

Cette recherche est réalisée à partir d'entretiens de recherche avec trois populations différenciées dans l'espace et le temps : Les migrants clandestins tunisiens / Les candidats au djihad / Les revenants des différentes filières djihadistes. Ce terrain mené en Tunisie croise un deuxième terrain réalisé en France sur le parcours des migrants

en passage dans le camp des réfugiés à Calais (nord de la France) ou ailleurs. La combinaison des deux terrains s'explique par notre hypothèse : Dans les volontés affichées des départs de jeunes des sociétés postrévolutionnaires vivant dans des situations difficiles (la Tunisie comme exemple), il y a des similitudes entre les logiques de la migration clandestine vers l'Europe et celles de la migration vers le djihad, les deux sont conditionnées par une crise de ces sociétés qui se reflète sur la subjectivité des candidats. Les entretiens réalisés permettent de mesurer les frustrations et les causes qui se dégagent des trajectoires et des ruptures biographiques de candidats des deux destinations (Jihad et Europe). Plusieurs jihadistes que nous avons rencontrés ont tenté de franchir les frontières européennes, et c'est bien après l'échec de leurs tentatives qu'ils se détournent vers le Jihad. D'autres, après une expérience jihadiste suivie d'une forte répression à leur retour en Tunisie projettent de partir vers l'Europe. Les départs (que cela soit vers l'Europe ou vers le djihad) présentent des hauts risques : les candidats risquent leurs vies afin de réaliser ce passage vers cet autre rêve nourri (le paradis occidental et le paradis céleste).

AXE 6 : OBSERVATOIRE DE LA LIBYE CONTEMPORAINE

Les difficultés extrêmes qui se présentent aux chercheurs qui travaillent sur la Libye et l'impossibilité d'obtenir des autorisations pour y effectuer des missions n'ont pas permis de progresser dans les programmes prévus depuis 2014. La mise en place d'un mini observatoire sur les migrations libyennes en Tunisie a, par contre, permis la réalisation d'enquêtes par de jeunes doctorants tunisiens. Ces enquêtes s'inscrivent dans les méthodes de la sociologie des migrations. Entretiens directifs ou semi-directifs, questionnaires, observation participante sont à la base d'enquêtes de type qualitatif qui répondent à trois attentes :

- Interroger la dimension géostratégique de cette migration ;

- Identifier les capacités d'absorption de la société tunisienne : représentations, charges sociales et économiques, réseaux de solidarité ;
- Étudier les modalités d'intégration des migrants libyens

Objectifs premiers :

- Établir une typologie des migrants ;
- Estimation statistique à partir d'échantillons de personnes
- Identifier les lieux d'installation : Quelles formes d'organisations socio-spatiales ? Quelles logiques de solidarités ?
- Identifier les activités économiques

Portes d'entrées :

- Les soins, les cliniques
- Les écoles privées
- Les entrepreneurs,
- Les réseaux de solidarité

Trois espaces d'enquêtes (pour l'instant) : le grand Tunis, Sfax, Mednine

Partenaires institutionnels : Institut français de Libye, OIM, Archives Nationales de Libye ; Faculté de Sousse, Laboratoire Syfact (Sfax), Goethe University de Francfort, Observatoire National des Migrations (Tunis)

Rapport d'enquêtes qualitatives :

Sofien Jaballah, Doctorant Université de Sfax
Le statut des Libyens en Tunisie depuis 2014.
Une migration forcée : dilemme entre l'insécurité au pays d'origine et l'intégration dans le pays d'accueil

Article :

Khansa Bentarjem, doctorante associée à l'IRMC, doctorante boursière de l'Université de Lausanne :

Sur les traces du conflit libyen

La fragmentation politique à l'œuvre en Libye correspond à deux temporalités. Elle est le fruit de rapports de force en continuelle négociation. Les différents acteurs disposent en effet d'assez de ressources militaires et de soutiens étrangers pour espérer prévaloir sur leurs adversaires ou du moins, améliorer leurs conditions de négociation. De plus, elle s'inscrit aussi dans des processus historiques plus longs. Intégrer ces différents aspects invite à la prise

en compte de la multiplicité des acteurs, de la diversité de leurs interactions, des logiques de rivalités qui les traversent et de leur ancrage socio-historique.

Enquête en cours :

Samia Bayoud, doctorante à l'université du 9 avril de Tunis, Les émigrés libyens dans le Grand Tunis : Vulnérabilité sociale et précarisation économique.

AXE 7 : MÉDIAS, COMMUNICATION



Transitions politiques et transitions médiatiques au Maghreb coordonné par Enrique Klaus, chercheur en contrat MAEDI.

La transition politique au Maghreb et au Moyen-Orient se double d'une transition médiatique, pour partie inaugurée par les soulèvements de 2011, et pour autre, suscitée par l'innovation technologique et la concurrence d'acteurs nouveaux (professionnels et semi-professionnels des médias). Pour analyser les ferments et les accomplissements de cette nouvelle donne médiatique, le programme de l'IRMC « Transitions politiques et transitions médiatiques au Maghreb » ambitionne de topographier le champ élargi des médias, selon la double logique top-down / bottom-up, en anticipation des événements institutionnels et politiques qu'annoncent la fin de la transition et l'édification d'un nouveau régime politique. Pour ce faire, le programme se structure autour des trois axes suivants :

Axe 1 : Souveraineté nationale et transformations du paysage médiatique

Ce premier Axe est conçu à la fois comme un prérequis nécessaire à la conduite des travaux des deux axes suivants, mais également comme un axe à part entière doté d'une problématique propre. Il constitue un prérequis dans la mesure où l'on considère que les utilisateurs de médias de facture plus récente n'évoluent pas dans un environnement médiatique vierge, fait des seuls réseaux socio-numériques, mais que leurs pratiques se nourrissent en grande partie de leur consommation de médias de facture classique (TV, radio, presse), dont ils relaient et commentent les productions.

Il s'agit d'un axe à part entière en ce sens qu'il ne se résume pas à une monographie du champ médiatique au Maghreb, mais qu'il interroge les nouvelles modalités pratiques de production de l'information au Maghreb. Deux sous-axes sont privilégiés dans cette optique. Le premier concerne les politiques publiques en matière d'information : quelles politiques en matière d'encadrement des médias sont-elles envisagées au Maghreb dans le sillage des soulèvements de 2011 ? Quels mécanismes de régulation sont mis en œuvre ? Quelle(s) identité(s) nationale(s) est(sont)-elle(s) promue(s) à travers la programmation et les cahiers des charges des médias publics ?

Le second sous-axe consiste en une sociologie des journalistes privilégiant (sans toutefois s'y limiter totalement) les organes publics en matière d'information (agences, T.V., radios et presse) : de quelle(s) formation(s) ont-ils ou elles bénéficié ? Quelle(s) trajectoire(s) professionnelle(s) ? Quel est leur statut ?

Axe 2 : Les nouvelles modalités de production de l'information sur les réseaux socio-numériques

Complémentaire du premier, l'Axe 2 s'intéresse à la production de l'information par des moyens non conventionnels, pour ainsi dire, principalement les réseaux socio-numériques (Facebook, Twitter, YouTube, etc.). Il s'agira ici d'éviter de se concentrer sur un cyberactivisme mollement défini qui laisserait accroire à l'existence d'un espace numérique arabe entièrement dévoué aux activités politiques. L'objectif est d'élargir la focale aux usages les plus quotidiens qui peuvent être faits de ces réseaux socio-

numériques, c'est-à-dire les « cyberactivités » ordinaires et souvent ludiques des usagers. C'est en analysant les liens entre, d'une part, les usages ludiques et récréatifs de Twitter et de Facebook et, d'autre part, ceux à caractère politique que l'on pourra approcher une « transformation plus essentielle du politique, tel qu'il se forge dans la société en conversation du Web arabe » (Gonzalez-Quijano, 2012).

Trois sous-axes alimenteront nos travaux sur les nouvelles modalités de production de l'information en ligne à travers les réseaux socio-numériques.

Le premier s'intéresse à un certain type de sources à partir desquelles est principalement produite l'information politique. On s'attachera ainsi à analyser la communication institutionnelle au Maghreb telle que celle-ci se pratique désormais sur les réseaux socio-numériques.

Le deuxième sous-axe porte sur les producteurs d'information non-institutionnels, semi-professionnels, collectifs ou individuels, actifs sur les réseaux socio-numériques (en tant qu'instrument connexe à un site ou un blog ou en tant que média en propre). On retrouve ici différents types d'acteurs qui ont gagné en visibilité dans la production de l'information sur ces espaces en ligne : les autoproclamées « agences de presse en ligne » qui ont fait leur apparition dès 2011, les weblogs collectifs (du type Nawaat en Tunisie ou Mamfakinch au Maroc), ou encore les comptes individuels de premier plan.

Comment ces différents types d'acteurs produisent-ils de l'information ? Quelle fiabilité leur accorder ? Quels mécanismes de correction sont-ils prévus ? En quoi l'information s'en trouve-t-elle changée, dans sa nature même, notamment en raison du recours simultané à l'écrit, la photographie, la vidéo, mais aussi les enregistrements radiophoniques et les diagrammes analytiques ?

Enfin, le dernier sous-axe compte tirer pleinement profit de l'exceptionnel poste d'observation que constituent les réseaux socio-numériques afin de saisir les pratiques des consommateurs des médias. Jamais un moyen de communication ne nous aura donné un accès aussi direct à des

occurrences naturelles (*i.e.* occasionnées sans la médiation de l'analyste) d'expériences réflexives de consommation des médias. C'est en ce sens que l'on peut dire que les réseaux socio-numériques, et Twitter tout particulièrement, permettent de saisir à vif les réactions d'auditeurs, de téléspectateurs, ou de lecteurs, sans médiation aucune.

Axe 3 : Émergence et consolidation de médias alternatifs

Le dernier axe de ce programme s'intéresse à certaines formes d'expression artistique qui peuvent être employées en tant que médias. On pense ici aux (web)documentaires, à la bande dessinée (comprenant les caricatures), au street art (collages, graffiti, stickers) qui peut être mis à contribution pour diverses campagnes de sensibilisation, au hip-hop et à la description qu'il offre d'un engagement politique ou d'un vécu marginalisé.

La plupart de ces modes d'expression a connu une évolution antérieure aux mouvements de contestation de 2011. Force est toutefois de constater qu'ils ont pris une nouvelle dimension depuis lors, en partie en raison de la catharsis qu'ont provoquée les événements de 2011, et en partie en raison du recours aux réseaux socio-numériques pour diffuser ce type de productions.

Ce sont précisément là les deux directions que devront emprunter les travaux de cet axe. L'un s'intéressera à la production artistique en tant que telle : Quels référents culturels et idéologiques sont mobilisés dans ces diverses productions ? Quels acteurs les animent ? D'où viennent-ils ? Quelle est leur formation ? L'autre direction de recherche portera sur l'usage des réseaux socio-numériques : Comment ces productions, à la lisière de l'artistique et du politique, participent-elles de l'univers symbolique, visuel et culturel, des acteurs sur les réseaux socio-numériques ? S'agit-il d'un choix par défaut ou d'une véritable stratégie visant à rester à l'écart des canaux de distribution « grand-public » ? Quels publics (locaux, nationaux, internationaux) visent-ils ?

AXE 8 : SOCIOLOGIE POLITIQUE



Recompositions et reconversions des élites tunisiennes. Sociologie d'un changement de régime coordonné par Jérôme Heurtaux, Maître de conférences Paris Dauphine, en contrat MAEDI IRMC

I- Synthèse du programme

Le programme a débuté en septembre 2013 et s'est poursuivi en 2014, 2015 et 2016. Il entend apporter une contribution à la compréhension de ces évolutions en adoptant une perspective qui n'a été que rarement adoptée depuis le déclenchement des révolutions. Il s'agit d'étudier de manière approfondie les évolutions et transformations des élites, en particulier du personnel politique et administratif et, parmi celui-ci, d'inclure dans l'analyse les élites de « l'ancien régime ». Depuis septembre 2013, l'enquête s'est principalement concentrée sur les « anciennes élites » politico-étatiques, soit les membres du personnel politique, gouvernemental et étatique durant la période autoritaire (dirigeants du parti-État, ministres, gouverneurs, dirigeants d'entreprises et de banques publiques en particulier). Cette étude comprend trois volets. Le premier consiste à étudier le rôle joué par les anciens serviteurs du régime de Ben Ali au cours de la séquence révolutionnaire (17 décembre 2010-14 janvier 2011). À la différence des transitions démocratiques à l'Est de l'Europe où les élites réformatrices des partis communistes ont joué, dans plusieurs pays, un rôle premier, elles ont été laissées de côté dans les études menées sur la révolution tunisienne. Or, il s'agit pour nous d'un point aveugle qui peut se révéler un analyseur puissant des transformations en cours. L'érosion des soutiens dont bénéficiait le



RCD a, par hypothèse, été un des moteurs de l'effondrement de ce régime : car, en ne cherchant pas à en défendre les structures, nombre de cadres du régime en ont sans doute précipité, par leur passivité, la fin. Le second volet est une étude de la « gestion publique » des anciennes élites : quelles politiques sont-elles décidées les concernant ? Les autorise-t-on à concourir aux élections, à créer des partis politiques ? Quelles élites font-elles l'objet de procédures judiciaires ? Quelles sont les logiques qui sous-tendent les initiatives prises au nom de la « justice transitionnelle », etc. ? Ce faisant, comment ces multiples initiatives, qui apparaissent comme éclatées, non coordonnées, mais globalement motivées par l'intention de faire justice et de sanctionner, redessinent-elles les contours des « élites de l'Ancien régime » ? Enfin, le troisième volet consiste en une étude qualitative (une soixantaine d'entretiens ont déjà été réalisés avec d'anciens ministres, gouverneurs et dirigeants de banques publiques) et quantitative des trajectoires suivies par les représentants de certaines fractions des élites de l'Ancien régime. Il s'agit notamment de retracer les parcours après la séquence révolutionnaire : parcours d'apprentissage des règles du jeu démocratique, à travers la constitution de nouveaux partis politiques par exemple, ou bien parcours de reconversion dans les domaines

universitaires, associatifs, économiques ou autres (communication et conseil politiques, fondations, justice transitionnelle, etc.). Il s'agit aussi, par la méthode de l'entretien approfondi, de restituer la tessiture subjective de la séquence post révolutionnaire mais aussi, à travers une étude quantitative, de mesurer le poids respectif des différentes trajectoires afin d'alimenter le questionnement sur l'ampleur du renouvellement des élites au cours du processus de changement de régime. C'est cette voie qui a été plus particulièrement explorée en 2014 et 2015. Plusieurs cadres de l'ancien régime ont été suivis pendant leur campagne électorale lors des élections présidentielles et législatives de l'automne-hiver 2014.

Etat d'avancement :

En 2016, nous avons suivi une piste nouvelle et originale, consistant à nous demander comment les élites de l'ancien régime se représentaient le passé autoritaire, en particulier les multiples exactions des droits de l'homme commises sous Ben Ali. Comment les cadres d'un régime déchu et disqualifié se représentent-ils ce dernier ? Quel regard portent-ils a posteriori sur leur implication et la carrière qu'ils ont alors menée ? Endossent-ils une part de responsabilité dans les dérives, voire les exactions commises ? Ces questions sont rarement posées dans la partie de la littérature sur la justice transitionnelle qui s'intéresse au problème de la responsabilité politique et pénale, pas plus qu'elles ne passionnent les spécialistes de la mémoire collective, qui se consacrent surtout aux discours des victimes. Recueillir la parole des « vaincus », ci-devant dignitaires d'un régime effondré, est pourtant une tâche nécessaire, bien qu'ingrate, à l'écriture de l'histoire et la compréhension du temps présent. L'expérience tunisienne qui fait suite aux soulèvements arabes de l'hiver 2010-2011 offre un cas singulier pour comprendre comment le personnel politico-administratif d'un ancien régime qualifie ou requalifie son expérience antérieure, offrant en l'occurrence une variété de rhétoriques de dénégation. C'est en effet sous l'angle principal du déni que s'organisent les récits du passé tels que nous les avons recueillis entre 2011 et 2015 dans le cadre d'une enquête par entretiens auprès d'une soixantaine de cadres du régime de Ben Ali.

Premiers ministres, ministres, députés, gouverneurs, dirigeants du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), au cours d'entretiens biographiques, abordé certains types d'injustice commises sous l'ancien régime : violations des droits de l'homme et illégalismes économiques en premier lieu. La thèse défendue est d'analyser ces discours, non sous l'angle psychologique d'une improbable personnalité autoritaire dont chacun offrirait une déclinaison singulière, mais comme des rhétoriques situées dans le temps, mobilisées dans un contexte particulier, celui d'une situation constamment instable de changement de régime où domine l'incertitude sur les moyens et les fins d'une justice transitionnelle en train de s'inventer. L'indétermination quant à la gestion publique du passé et au sort réservé aux anciennes élites n'est pas sans effet sur la façon dont celles-ci peuvent envisager leur avenir politique, déterminer l'espace des possibles professionnels et composer le récit qu'ils font de leur passé. Ces discours ne sont toutefois pas seulement produits d'un contexte politique tant ils s'articulent à la variété des biographies individuelle et collective, les locuteurs s'efforçant de les inscrire dans un horizon de plausibilité plutôt que de véridicité. C'est pourquoi la présentation systématique du répertoire argumentatif doit s'accompagner d'une attention à la diversité des trajectoires suivies avant et après le moment révolutionnaire et en particulier aux positions occupées dans l'ancien régime. Ces dernières ne peuvent d'ailleurs être effacées : mieux, elles se trouvent après coup rehaussées dans un discours de valorisation des « serviteurs de l'Etat compétents et patriotes » qui n'auraient fait qu'exercer des tâches techniques, ne se mêlant à la politique qu'à leur corps défendant. Ici résiderait le malentendu principal dont elles seraient selon elles l'objet : bien que situées au cœur du régime, les élites pouvaient être elles aussi victimes du régime qu'elles servaient. C'est donc à des problématiques nouvelles que notre recherche a été consacrée : le déni collectif d'une partie des élites tunisiennes, l'écriture du passé par les acteurs d'un régime autoritaire, les logiques de remobilisation élitiste.



« Démocratie, gouvernance et développement des territoires à l'épreuve des changements politiques en Afrique du Nord ». Alia Gana, Directrice de recherche CNRS en affectation à l'IRMC.

Se situant à cheval entre deux enjeux contemporains essentiels pour les sociétés du Nord de l'Afrique, la transition démocratique et les inégalités territoriales, mes recherches ambitionnent de développer un cadre d'interprétation des mutations sociopolitiques en cours dans les pays de la région en plaçant au centre de l'analyse les ressorts et les enjeux territoriaux de ces mutations. Cette approche territoriale permet en effet de réarticuler l'étude des processus politiques, sociaux et liés au développement, de combiner différents niveaux d'analyse spatiale et d'intégrer les stratégies et les perceptions des acteurs dans l'analyse changements en cours. Les entrées retenues pour l'analyse croisée des ressorts et des enjeux territoriaux des mutations sociopolitiques en cours dans trois pays d'Afrique du Nord (Tunisie, Maroc, Égypte) s'articulent autour de trois axes: (1) les conflits et les mobilisations collectives pour l'accès aux ressources et au cadre de vie, (2) la gouvernance des biens communs (Ressources foncières et hydriques) et le développement des territoires, (3) la dimension territoriale du rapport au politique et des comportements électoraux. Ces différents axes thématiques sont explorés dans le cadre de trois principaux projets :

- Processus et comportements électoraux en contexte post-autoritaire : Tunisie, Maroc, Égypte. Afrique du Nord.
- Inégalités socio-spatiales, gouvernance des ressources et développement des territoires au Maroc et en Tunisie.

- Political and socio-institutional change in North Africa. Competition of models and diversity of national trajectories (ERC Advanced Grants 2015)

Etat d'avancement :

1. Processus et comportements électoraux en contexte post-autoritaire. En 2016, les activités liées à ce projet ont comporté 2 volets :

- La valorisation sous forme d'ouvrage collectif des recherches menées en Tunisie sur les élections de 2011 et 2014 en Tunisie. L'ouvrage, intitulé « Processus électoraux et territoires en Tunisie : enseignements des scrutins post-révolution » est paru aux éditions Karthala en juillet 2016.
- La saisie et l'analyse des enquêtes-électeurs réalisées en Egypte, au Maroc et en Tunisie dans le cadre du programme de recherche PROCELEC. Au total, une base de données concernant 1500 individus a été constituée. Les analyses préliminaires ont fait ressortir l'existence de formes territoriales en matière de vote et l'influence des micro-pressions qui s'exercent sur les individus à l'échelle locale. Elles ont mis en évidence l'intérêt de combiner les approches (géographiques, sociologiques, etc.) et les échelles d'analyse en vue de l'élaboration d'un schéma explicatif du vote prenant en compte les processus macro-sociaux et localisés qui les influencent. Ces analyses sont poursuivies dans la perspective d'une publication sous forme d'un numéro spécial de revue (Tiers Monde) qui paraîtra en 2017.

Changements politiques et socio-institutionnels dans le Nord de l'Afrique : concurrences des modèles et diversité des trajectoires (ERC Advanced Grant TARICA), Alia Gana, Directrice de recherche CNRS en affectation à l'IRMC.

Développé au sein de l'IRMC, ce projet a été retenu pour financement à hauteur de 1,998479 euros et pour une période de 48 mois à partir du 1^{er} janvier 2017. Son objectif est d'analyser les transformations à l'œuvre dans cinq pays d'Afrique du Nord sous l'angle de la confrontation de divers modèles

politiques, sociétaux et économiques, ainsi que comme produit de l'appropriation et de la réinterprétation qu'en font les divers acteurs. Il s'agit plus spécifiquement : (1) de saisir la manière dont différents acteurs publics, privés et associatifs se positionnent dans les espaces ouverts par l'effondrement ou la remise en cause des systèmes politiques autoritaires et d'analyser leurs stratégies en lien avec les modèles de référence et les registres normatifs qui inspirent leurs actions, (2) d'identifier les facteurs et les processus qui rendent possible (ou qui empêchent), en fonction des contextes et des configurations nationales, la mise en place d'institutions ou de dispositifs mieux à même de gérer la diversité sociale, le pluralisme et les conflits d'intérêts qui opposent les divers groupes. A travers une approche centrée sur les acteurs, le projet a pour ambition d'analyser les processus complexes qui contribuent à la diversité des trajectoires suivies par les cinq pays d'Afrique du Nord directement ou indirectement touchés par les «révoltes arabes», à savoir la Tunisie, l'Egypte, le Maroc, l'Algérie et Libye, chacun de ces pays représentant un cas d'étude, voire un « modèle ». Les activités réalisées depuis l'annonce de l'acceptation du projet par l'ERC en mars 2016 ont consisté principalement dans la mise en place du projet en vue de la signature du contrat qui a eu lieu fin décembre 2016 (actualisation des documents et du budget, rédaction de la charte éthique, préparation du séminaire de lancement du projet qui aura lieu à Tunis du 16 au 18 février 2017).

- Projets 2017

L'année 2017 sera principalement consacrée à la mise en œuvre du projet ERC TARICA. Au cours du séminaire de lancement du projet (16 au 18 février 2017 à Tunis), seront précisées les principales activités de recherche et le calendrier des enquêtes de terrain. Le recrutement de 2 doctorants et de 2 post-doctorants et la création du site web de l'ERC sont également prévus. Enfin, le premier séminaire thématique sur les transformations des systèmes politiques sera organisé au Caire ou à Rabat.

Constituante tunisienne du 23 octobre 2011, Processus électoraux et les territoires en Tunisie : enseignements des élections à l'Assemblée, par Aymen Belhadj, Doctorant en sociologie, Boursier INSHS/IRMC, Université Paris I, Panthéon Sorbonne, laboratoire d'accueil : UMR 8586 PRODIG Paris 7 Projet pour la mobilité doctorale du CNRS intitulé « Diversité de participation de la jeunesse tunisienne à la politique et au processus révolutionnaire depuis 2011 ».

Objectif : cette recherche vise à saisir les modalités d'affrontement des systèmes de valeurs liés à l'entrée massive de nouvelles générations issues d'univers sociaux différents sur la scène politique, souvent négligées dans l'analyse des fondements de l'organisation politique de la société tunisienne.

L'analyse des changements politiques en cours dans le monde arabe et en particulier en Tunisie faite par Aymen Belhadj, se focalise de manière prédominante, voire exclusive sur les dynamiques institutionnelles et les jeux d'acteurs de l'élite dominante. Occupant les marges de la vie politique, ces mobilisations peuvent être considérées comme les lieux de formation d'un « espace public oppositionnel » à caractère générationnel. Il s'agit des lieux de fabrication et d'affirmation de nouvelles identités politiques (nouvelle gauche révolutionnaire à fonctionnement horizontal et peu idéologique, jeunes des territoires marginalisés héritiers des luttes locales, néo-féminisme, minorités sexuelles agissantes, adeptes d'un type particulier de consommation, etc.). L'appartenance à une génération « sacrifiée », conjuguée à d'autres types d'appartenance (territoire marginalisé, idéal politique, identité sexuelle... etc.), construisent les éléments primordiaux du lexique contestataire de ces mouvements.



AXE 9 : MIGRATIONS, MOBILITÉS ET CIRCULATIONS EN MÉDITERRANÉE



Transit, installations et transnationalisations en Tunisie. Interroger les mobilités et les migrations en temps de crise au prisme des réseaux sociaux, Sonia Missaoui, enseignante-chercheuse Université Jean Jaurès en délégation à l'IRMC

Je suis co-responsable (avec Hassan Boubakri, PR de géographie à l'université de Sousse) pour l'IRMC du projet intitulé « Les mutations des systèmes migratoires et la recomposition des paradigmes dans les sciences sociales : constructions nationales, effets de domination et dynamiques transnationales »,.. Ce projet d'une durée de 3 ans (2014-2017), financé par le GIS-MOMM (GIS Moyen-Orient et Mondes Musulmans) est porté par l'équipe de l'IFEA - Institut Français d'Etudes Anatoliennes - (Elif Aksaz, post-doctorante en sociologie, et Jean-François Pérouse, PR géographie), en collaboration avec trois autres UMIFRE, l'IRMC, le CJB - Centre Jacques Berque - (Dominique Marchetti, DR CNRS) et l'IFPO - Institut Français du Proche Orient - (Cyril Roussel, CR Géographie). Ce projet vise 4 objectifs : 1) Créer un réseau de chercheur-es des UMIFRE de la Méditerranée s'intéressant aux questions de migration ; 2) Faire un état de l'art des travaux produits dans chaque pays concerné par les questions de migration sur une période allant de 1930 à nos jours ; 3) Confronter des analyses sur les migrations selon les dynamiques migratoires, les contextes historiques de chaque pays et les liens entretenus avec les pays dits « d'immigration » et 4) Saisir l'impact des dynamiques transnationales sur l'évolution des recherches en migration. L'état de l'art des travaux en

migration sur la Tunisie est déjà entamé depuis septembre, grâce, entre autre, à la bibliothèque de l'IRMC et à la bibliothèque nationale de Tunis (BNT). Du 7 au 9 juillet 2015 à l'INALCO, l'avancée du projet sera présentée dans le cadre de l'atelier thématique au premier congrès du GIS MOMM. Une deuxième rencontre a eu lieu en décembre 2015 à Istanbul l'IFEA, rencontre qui donne lieu à une prochaine publication dans les cahiers de l'IFEA sinon dans d'autres revues.

Mon projet d'animation collective à l'IRMC s'est traduit par l'organisation de 2 cycles de conférences de l'IRMC (4 séances entre février et octobre 2015) intitulé « Le Maghreb en réseaux. Liens et lieux du Maghreb au prisme de ses dynamiques relationnelles ». Directement inspiré du séminaire MoRéMi mené à Toulouse durant deux années dans le cadre d'un projet du Labex SMS, il s'agissait d'interroger la notion de réseaux dans ses déclinaisons vis-à-vis des thématiques relevant du champ d'étude des mobilités et des migrations internationales à l'échelle de l'ensemble du Maghreb. Les 4 séances de ce premier cycle de séminaire ont été relatées dans le précédent rapport d'activité.

Et le second cycle de conférences de l'IRMC (3 séances entre novembre 2015 et avril 2016) intitulé « Postures et méthodologies de chercheurs en sciences humaines et sociales », séminaires en coordination avec Myriam Achour Kallel, maître-assistante à la Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis, chercheuse associée à l'IRMC. L'objectif de ce séminaire était double. Dans un premier temps, de regrouper et de faire dialoguer entre elles des postures de recherche en SHS. Puis de réfléchir, dans un second temps, à la portée des propositions épistémologiques et méthodologiques formulées.

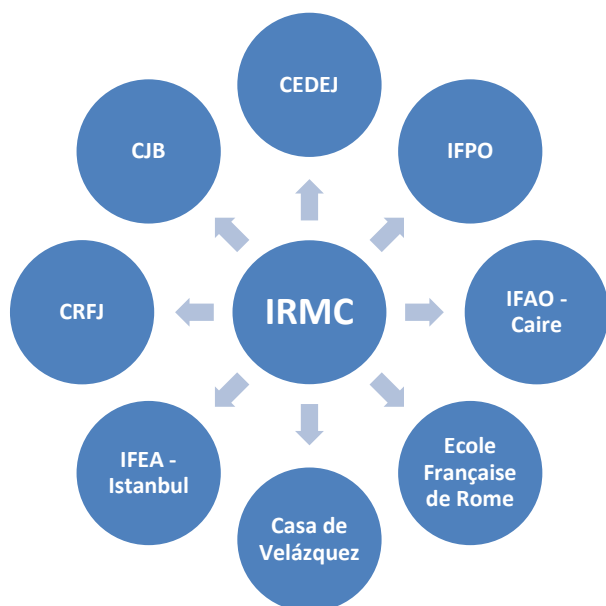
Organisation d'un Séminaire « **Posture et méthodologies de chercheurs en sciences humaines et sociales** », avec Myriam Achour Kallel, chercheuse associée.



Ce séminaire avait pour objectif de porter une réflexion sur les épistémologies et méthodologies en sciences sociales (histoire, sociologie, anthropologie, économie, psychologie...). Il s'agissait de réfléchir à l'ancrage de telle ou telle méthodologie dans le(s) champ(s) disciplinaire(s) et aux manières d'optimiser ces approches.

- « Entre concepts et affects : une sociologie narrative » 13 novembre 2015 : avec Jean-François Laé, professeur à l'université de Saint-Denis à Paris 8,
- « Du bon usage de l'épistémologie en anthropologie » 15 avril 2016) avec Michaël Singleton, professeur émérite d'anthropologie, Université Louvain,
- « L'image pour saisir les dynamiques migratoires », 18 mai 2016) avec William Berthomière, DR en Géographie à MIGRINTER.

D.1.2 PROJETS TRANSVERSAUX OU INTER UMIFRE



1) **École Doctorale thématique inter-Umifre** organisée par l'IRMC et qui s'est déroulée à la Casa Velasquez, « Justices et transition politique en Méditerranée occidentale. Acteurs, mémoires, archives »



Ce projet d'École Thématique porté et conceptualisé par l'IRMC associe une autre UMIFRE du Maghreb (Centre Jacques-Berque, Rabat) et deux Écoles françaises à l'étranger (EFE) du nord de la Méditerranée (Casa de

Velázquez de Madrid et École française de Rome). Il est en parfaite cohérence avec les initiatives et les soutiens portés par le CNRS aux « projets multilatéraux entre les communautés scientifiques françaises et méditerranéennes, contribuant à l'édification d'un espace méditerranéen de la science et aux échanges scientifiques entre l'espace européen de la recherche et son voisinage en Méditerranée méridionale et orientale ».

S'appuyant sur les problématiques du programme d'Eric Gobe « *Justice et politique dans le Maghreb post-révoltes arabes* », directeur de recherche CNRS en affectation à l'IRMC, du projet européen/Centre Jacques Berque « *Luttes politiques et mémoire collective au Maroc (1961-1999). Parcours militants, récits de légitimation et élaboration de la mémoire* », du programme « *L'impact des violences politiques et sociales sur la démocratie italienne* » de l'EFR et des manifestations consacrées aux *Littératures et transitions démocratiques* de la Casa Velasquez et mobilisant l'expertise et les compétences de chercheurs français, européens et maghrébins spécialistes de justice transitionnelle, l'école thématique vise plusieurs objectifs :

- Répondre à la demande sociale et politique par des dispositifs de connaissances élaborés ;
- Proposer une approche comparée des enjeux mémoriels dans les divers pays concernés ;
- Proposer une comparaison analytique des relations entre justice sociale et politique ;
- Proposer un panorama des rhétoriques de la mémoire ou des mémoires : réparation, réconciliation et amnistie ;
- Une analyse comparée du traitement des archives : quelle réflexion ? Et quelles pratiques ?

2) **Un projet de recherche qui associe l'ensemble des UMIFRE et des Écoles Françaises de la Méditerranée « Jeunesses en Méditerranée ».** « *Jeunesses Med, d'hier à aujourd'hui* » est une opération de recherche qui regroupe les EFE / UMIFRE du bassin méditerranéen (CJB, IRMC, IFAO, CEDEJ, CRFJ, IFPO, IFEA, EFR, Casa Velazquez) et leurs partenaires. Entendue du point de vue de

l'interdisciplinarité, affichant une perspective à la fois diachronique et synchronique, cette thématique fait l'objet de rencontres ponctuelles, de présentations de travaux, d'activités de formation et de diffusion.

« À une époque où la thématique de la « jeunesse » est un enjeu de société important, inégalement investi par la recherche, notre positionnement vise à produire des outils et des connaissances renouvelées par une approche transdisciplinaire et sur la longue durée, inscrite dans une pluralité de langues et de terrains. L'objectif est de promouvoir des approches originales, critiques et explicitement historicisées de catégories d'analyses chargées de sens à chaque période - de l'Antiquité à nos jours -, désignant d'avantage des conditions, des statuts (de minorisation) ou des (in)capacités de générations d'individus ayant quitté l'enfance et dans l'attente de devenir adultes.

De ce point de vue, ce programme en construction se démarque des approches présentistes, largement nourries par de nombreuses recherches contemporaines sur les « jeunes » de la région, leur rapport à l'emploi et à la politique, pour au contraire valoriser des travaux croisant les disciplines et les périodes d'enquêtes afin de comprendre comment chaque période, chaque lieu, chaque contexte « fait » et « dit » ses jeunes ; comprendre ce que cela apprend des relations intergénérationnelles, des mécanismes sociaux de transmission, ou encore du développement de sous-cultures et contre-conduites. Dans le concert de débats contemporains, notamment post-2011, sur le « coup de jeunes » ou le « péril jeune » que constituerait la bulle démographique sur les rives sud et est de la Méditerranée (la région la plus « jeune » au monde, après l'Afrique sub-saharienne), notre ambition est triple :

- Déconstruire des représentations simplistes et politisées d'un groupe social homogène, une « *waiting generation* », dénuée d'avenir et potentiellement déstabilisatrice
- Mettre l'accent sur l'analyse croisée d'expériences multiples qui construisent des relations intergénérationnelles, faisant devenir et advenir des « jeunes », c'est-à-dire des conditions sociales, des formes de

minorisation, des revendications de capacité (à protester, à travailler, à transformer la société) ou des états d'incapacité (à être marié, à prendre les armes, etc.)

Encourager les incursions hors de nos terrains ou archives « méditerranéens », pour montrer comment les sociétés sur lesquelles nous travaillons s'avèrent de formidables postes d'observation de processus « propres » aux représentations que l'on se fait de la jeunesse.



Centre Jacques-Berque
مركز جاك بارك
études en sciences humaines et sociales
للبحوث في العلوم الإنسانية والاجتماعية



D.1.3 LIVRABLES

D.1.3.1 CONFERENCES/COLLOQUES SCIENTIFIQUES/JOURNEES D'ETUDE (organisés par l'UMIFRE ou participation de l'UMIFRE)

Date	Thème	Commentaires (nombre de participants, partenaires, publics etc.)
22 janvier	Conférence débat « Architecture culturelle chrétienne et conquête coloniale. Oran 1831-1913 »	Conférence présentée par Dalila Senhadji , architecte, docteure en patrimoine, maître de conférences, département d'architecture. Faculté d'Architecture et de Génie-civil. Université des Sciences et de la Technologie Mohamed Boudiaf – USTO Oran
23 janvier	« BaytMâl al « Abid » ou le trésor public des Noirs dans la Tunisie du XIXe siècle : communautarisme et conflits d'appartenance », présenté par Inès Mrad Dali, maître-assistante à la Faculté des lettres de Kairouan-Tunisie dans le cadre d'un séminaire doctoral	Séance de séminaire doctoral dans le cadre du projet de recherche « Citoyennetés locales : sources et historiographies du Maghreb », animé par Sami Bargaoui, professeur d'histoire à la faculté des Lettres, des Arts et des Humanités de la Manouba et Isabelle Grangaud, historienne, chargée de recherche au CNRS, affectée à l'IRMC.
15 février	« De la Tunisie des années 1970 à l'espace mondial et au temps long : le changement d'échelle est-il un impératif dans une vie de chercheur en migrations ? », présentée par Gildas Simon , Géographe, professeur émérite de l'Université de Poitiers, a fondé le laboratoire Migrinter (UMR CNRS 6588) et la revue européenne des Migrations internationales (REMI). Direction scientifique du « Dictionnaire des migrations internationales. Approche géohistorique » (150 contributeurs) A. Colin 2015.	Conférence présentée dans le cadre du programme de recherche « Le Maghreb en réseaux : Liens et lieux du Maghreb au prisme de ses dynamiques relationnelles », cordonné par Hasnia-Sonia Missaoui, Maître de conférence en sociologie, université Jean Jaurès – Toulouse en délégation CNRS auprès de l'IRMC. Discutant : Hassan Boubakri , professeur de géographie, université de Sousse, faculté des lettres et des sciences humaines, département de géographie.
17 février	Présentation d'ouvrage « Histoire du Proche Orient contemporain »,	Présentation par l'auteur Layla Dakhli
27 février	« Lecture de l'appartenance dans la Tunisie martyr », par Kmar Bendana, professeur d'histoire, ISHTC, chercheuse associée à l'IRMC	Séance de séminaire doctoral présenté dans le cadre du projet de recherche « Citoyennetés locales : sources et historiographies du Maghreb », animé par Sami Bargaoui, professeur d'histoire à la faculté des Lettres, des Arts et des Humanités de la Manouba et Isabelle Grangaud, historienne, chargée de recherche au CNRS, en affectation à l'IRMC.

D.1.3.1 CONFERENCES/COLLOQUES SCIENTIFIQUES/JOURNEES D'ETUDE (organisés par l'UMIFRE ou participation de l'UMIFRE)

Date	Thème	Commentaires (nombre de participants, partenaires, publics etc.)
7-10 mars	Ecole thématique : « Justice et transition politique en Méditerranée occidentale : acteurs, mémoires, archives », à la Casa De Velázquez, Madrid	Cette école doctorale thématique CNRS (MEMOJUST) s'insère dans le cadre du programme de recherche d'Eric Gobe sur les justices transitionnelles. Elle se propose d'étudier la question de la justice transitionnelle dans les pays de la Méditerranée occidentale dans ses trois volets (justice, mémoire et archives), et ses multiples interconnexions en l'ancrant dans le cadre du défi politique que constitue la construction de la démocratie voire la refondation de la nation.
11-12 avril	Colloque « Sentiments d'injustice et mobilisations collectives au Maghreb »	Deuxième rencontre internationale du programme de recherche de Imed Melitti : « Économies morales et légitimités politiques au Maghreb. Perspectives comparées sur les sentiments d'injustice et le bien commun. Partenaires : IFT, Diraset-Études maghrébines, Observatoire national de la jeunesse, le centre de recherche sur le développement international (Canada) à travers le projet Cha'n. Nombre de participants /intervenants : 20
23-24 avril IFT	Colloque de la Revue Passages et du Comité Freud Les « printemps arabes » entre effacement et inscription, à l'IFT	Participation de l'IRMC Jérôme Heurtaux, chercheur à l'IRMC : intervention dans la session 1 « Éducation et désir de savoir : que transmettre ? », 23 avril Monia Lachheb, chercheuse associée, intervention dans la session 4 « Le féminin : identités et sexualités », 24 avril Karima Dirèche, Directrice IRMC, présidente de la session 5 « Malaise dans la culture : comment soigner la souffrance collective ? », 24 avril
7 mai	Journée d'étude « L'homosexualité au Maghreb, entre droits et libertés »,	Dans le sillage des débats sur les minorités sexuelles au Maghreb initiés à l'IRMC (en 2014), cette journée tente d'inciter la réflexion sur la question en la situant entre droits et libertés. L'homosexualité constitue-t-elle une variante sexuelle ? Relève-t-elle des libertés individuelles ? Relève-t-elle du droit de chacun de disposer de son corps ? Journée coordonnée par Monia Lachheb, chercheuse associée à l'IRMC et Wahid Ferchichi, enseignant à la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis. Nombre de participants : 120

D.1.3.1 CONFERENCES/COLLOQUES SCIENTIFIQUES/JOURNEES D'ETUDE (organisés par l'UMIFRE ou participation de l'UMIFRE)

Date	Thème	Commentaires (nombre de participants, partenaires, publics etc.)
18 mai	Séminaire « L'image pour saisir les dynamiques migratoires contemporaines », présenté par William Berthomière, chercheur CNRS, Laboratoire Migrinter, Poitiers, France	Conférence présentée dans le cadre du séminaire de recherche « Postures et méthodologies de chercheurs en sciences humaines et sociales », coordonné par Hasnia-Sonia Missaoui, maître de conférence en sociologie, chercheuse en délégation CNRS à l'IRMC et Myriam Achour Kallel, maître-assistante, faculté des sciences humaines et sociale de Tunis, chercheuse associée à l'IRMC.
24-26 mai	Les journées de l'Europe	Ces journées ont été organisées à l'occasion du quarantième anniversaire de l'accord de coopération signé en 1976 entre la Tunisie et la communauté européenne. Cet événement vise à mieux faire connaître ce partenariat, son ambition, ses acteurs, son histoire, ses projets, ses réalisations et son impact tout particulièrement depuis 2011. Participation IRMC : Enrique Klaus, chercheur à l'IRMC au Panel 3 Médias et citoyenneté : L'avenir du journalisme en Tunisie participation aux ateliers et projections : présentation d'une intervention intitulée « changements sociopolitiques et institutionnels en Afrique du Nord : Compétition des modèles et diversité des trajectoires nationales » Présentation des publications de l'IRMC (stand)
13-15 juin	Ecole d'été des études euro-méditerranéennes « Le gouvernement des migrations en Méditerranée. Acteurs, normes espaces, dispositifs », Sciences Po Aix	Chaque année, l'école d'été du CHERPA réunit à Sciences Po Aix de jeunes chercheurs pour une semaine d'échanges autour de leurs recherches doctorales en cours. Cet événement propose plusieurs formules de communications et de débats. L'IRMC en est partenaire. Karima Dirèche a discuté deux projets doctoraux dans le cadre d'une session.
29 août – 4 septembre	Université d'été 2016 à Agadir – Maroc « Migrations et migrants au cœur du faire politique »	Une université d'été pluridisciplinaire destinée à 20 doctorants en sciences humaines et sociales désireux d'approfondir les questions, les enjeux et les méthodes liés aux rapports entre le fait politique et les migrations. L'IRMC en est partenaire

D.1.3.1 CONFERENCES/COLLOQUES SCIENTIFIQUES/JOURNEES D'ETUDE (organisés par l'UMIFRE ou participation de l'UMIFRE)

Date	Thème	Commentaires (nombre de participants, partenaires, publics etc.)
28 août – 4 septembre	International Summer Academy <i>Reconfiguring the (non-)political performing and narrating change and continuity</i>	Organisée à Tunis par l'université de Marburg , l'IRMC et l'Université de La Manouba.. Cette école d'été s'insère dans le cadre d'un projet de recherche mené par l'Université de Marburg – Allemagne intitulé <i>“Re-configurations : Histoire, Mémoire et processus de transformation au Moyen Orient et en Afrique du Nord »</i> Public cible : trentaine de doctorants et post-doctorants issus de 12 pays et milieux universitaires différents. Présentation de leurs travaux de recherche dans un contexte international et pluridisciplinaire.
5-9 septembre	Ecole doctorale itinérante en sciences sociales sur le thème « <i>L'écriture scientifique : comment rédiger un projet de thèse, un doctorat ou un article académique</i> »	Ecole doctorale itinérante en sciences sociales (conceptualisée par Jérôme Heurtaux) et organisée par : - l'université des Lettres et des sciences humaines (ULSHB) Bamako - l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (IRISSO-UMR 7170), PSL-université Paris-Dauphine, Paris - l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC) - UFR des sciences juridiques et politiques, Université Gaston Berger, Saint-Louis du Sénégal - Association des jeunes docteurs et doctorants du Mali, Bamako En partenariat avec l'université des sciences juridiques et politiques de Bamako (USJPB), service commun d'action culturelle (SCAC – Bamako), collectif des doctorants de l'Université Gaston Berger Saint Louis du Sénégal, l'école doctorale Lettres, sciences humaines et communication de l'Université de Ouagadougou, l'école doctorale de Droit, Sciences économiques et sciences politiques de l'Université Ouaga II et le CAREP. Il s'agit d'une école doctorale destinée aux doctorants et jeunes chercheurs francophones des universités d'Afrique de l'Ouest (Mali, Sénégal, Burkina Faso, Mauritanie, Guinée, côte d'Ivoire, Togo, Bénin...) et d'Afrique du Nord (Tunisie, Algérie, Maroc) inscrits dans les disciplines des SHS. l'objectif est d'apporter un soutien méthodologique, théorique et pratique aux travaux des jeunes chercheurs afin de renforcer la qualité de leur production scientifique.

D.1.3.1 CONFERENCES/COLLOQUES SCIENTIFIQUES/JOURNEES D'ETUDE (organisés par l'UMIFRE ou participation de l'UMIFRE)

Date	Thème	Commentaires (nombre de participants, partenaires, publics etc.)
23-24 septembre	Colloque « Circulations religieuses et ancrages méditerranéens »	Ce colloque est la dernière manifestation d'une recherche collective organisée dans le cadre d'une ANR « <i>Circulations religieuses et ancrages méditerranéens. Etats et internationalisation des faits religieux contemporains. Europe du Sud, Maghreb, Moyen-Orient</i> » (ANR-12-TMED-0002-01 ; juin 2013-juin 2016) dirigé par Katia Boissevain, chargée de recherche CNRS et Loïc le Pape. Ce colloque est organisé à Tunis en collaboration avec l'IRMC qui y a apporté son appui logistique.
26-29 septembre	Atelier doctoral « Penser la Méditerranée connectée. Anthropologie religieuse et introduction aux humanités numériques »	L'atelier propose un cadre privilégié d'échanges autour des transformations politiques récentes en Méditerranée et une réflexion sur la place du religieux dans ces dynamiques. Cet atelier doctoral vient clore le programme de recherche ANR (2013-2016) intitulé CIRELANMED : « <i>Circulations religieuses et ancrages méditerranéens</i> » sous la responsabilité de Katia Boissevain. Cet atelier est co-organisé par l'IDEMEC et l'IRMC au profit d'une vingtaine de doctorants. Il offre également aux participants une introduction aux outils numériques qui transforment les pratiques de la recherche en SHS depuis plusieurs années.
15-16 octobre	Séminaire fermé sur « Les industries culturelles et médiatiques dans les pays de la région MENA. Les cas des supports de la presse papier et électronique »	En partenariat avec le Labex ICCA, le CESSP, l'Université de Galatasaray et l'IPSI intervenants : 07 Ce workshop a réuni un groupe restreint de chercheurs menant des enquêtes de terrain sur les conditions d'émergence et de développement des entreprises de la presse privée sous format papier et électronique dans les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Ceci afin de restituer de manière comparative les enjeux et les transformations très contemporaines d'espaces journalistiques nationaux sous l'effet des logiques économiques et politiques notamment. Les économies (au sens large) des supports de presse auparavant très liées aux seuls États et partis politiques se sont considérablement diversifiées, tout particulièrement avec le développement des sites d'information électroniques. L'objectif est de proposer en 2017 un numéro sur ce thème à une revue francophone à comité de lecture.

D.1.3.1 CONFERENCES/COLLOQUES SCIENTIFIQUES/JOURNEES D'ETUDE (organisés par l'UMIFRE ou participation de l'UMIFRE)

Date	Thème	Commentaires (nombre de participants, partenaires, publics etc.)
20-21 octobre	Colloque international « Transformation des régimes et recompositions des élites dans le monde arabe après 2010-2011. Une approche comparée »	L'objectif de ce colloque, dans le contexte particulier du monde arabe après les contestations de 2010-2011, est d'analyser les recompositions relatives aux « élites » dans quelques secteurs-clé ; en premier lieu les élites politiques et partisans mais aussi la haute fonction publique, la défense, la sécurité, la justice, l'économie, la culture, le monde intellectuel ou les médias, pendant et après un changement de régime, que celui-ci survienne suite à une insurrection populaire, un processus révolutionnaire ou un coup d'Etat. Ce colloque est co-organisé par l'IRMC et la Konrad Adenauer Stiftung Nombre de participants : 60
20 octobre	Table ronde internationale « Elites, révolution et changement de régime. Regards croisés entre le monde arabe et l'Europe »	Cette table ronde est organisée par l'IRMC, l'IFT et la Konrad Adenauer Stiftung dans le cadre du colloque international « Transformation des régimes et recompositions des élites dans le monde arabe après 2010-2011. Une approche comparée » Nombre de participants : 80
20-21 octobre	Colloque international « Voisinage et appartenance. Droits, obligations, conflits »	Cette rencontre s'insère dans le cadre du GDRI « Appartenances locales et communautés politiques », sous la direction d'Isabelle Grangaud Les organisateurs de ce colloque ont voulu interroger ce que fonde et impulse une commune inscription dans un lien sur la construction, tout à la fois des liens sociaux, et exploration des territoires et les configurations qu'elles dessinent. Nombre de participants : 10
28 octobre	Workshop « Expositions et culture coloniale : l'exemple de la Tunisie coloniale 1881-1956 », à l'IFT	Ce workshop est organisé par le Centre François-Georges Pariset de l'Université Bordeaux Montaigne en collaboration avec l'IRMC. Ce workshop est organisé en vue du lancement de recherches qui impliquent des collègues des universités françaises et du Maghreb en vue de la réalisation d'un ouvrage. Nombre de participants : 12

D.1.3.1 CONFERENCES/COLLOQUES SCIENTIFIQUES/JOURNEES D'ETUDE (organisés par l'UMIFRE ou participation de l'UMIFRE)

Date	Thème	Commentaires (nombre de participants, partenaires, publics etc.)
28-29 octobre	Journées d'études autour de Michel CAMAU « Actualité de la question autoritaire en Tunisie »	Partenaires : IREMAM, IRMC, WAFaw, IFT Nombre de participants : 100 En la présence de Michel Camau, l'un des pionniers des études politiques sur la Tunisie contemporaine, l'objectif de ces journées d'études est de conduire une réflexion sur l'actualité de la question autoritaire, en favorisant les échanges entre des chercheurs appartenant à différentes générations, à différents lieux de formation dans une perspective inter-disciplinaire.. Ces journées se sont organisées autour de trois tables rondes : Professions politiques et professionnels de la politique Agences de pouvoir et mutation de l'action publique Aux marges de l'État tutélaire ? Engagements émergents et dépendance au sentier. Nombre de participants : 100
29 octobre	Grande conférence publique de Michel CAMAU « Le mythe de l'exception tunisienne », ANT	Partenaires : IREMAM, IRMC, WAFaw, IFT et Archives nationales de Tunisie Journées : 100 participants Cette conférence s'insère dans le cadre des journées d'études autour de Michel Camau. Nombre de participants : 120

D.1.3.1 CONFERENCES/COLLOQUES SCIENTIFIQUES/JOURNEES D'ETUDE (organisés par l'UMIFRE ou participation de l'UMIFRE)

Date	Thème	Commentaires (nombre de participants, partenaires, publics etc.)
3-4 novembre	Forum « Enseigner les mondes musulmans : Langues, histoires, sociétés »	Forum organisé par trois laboratoires lyonnais membres du Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS) « Moyen-Orient et Mondes Musulmans » : le CIHAM, le LARHRA et TRIANGLE avec le soutien de l'IISMM. Une manifestation qui a impliqué l'ensemble de la communauté éducative du second degré et de chercheurs de toutes disciplines engagés sur les terrains du Maghreb, du Proche et Moyen Orient. L'objectif est de dresser un état des lieux de l'enseignement des langues, de l'histoire, des littératures, des arts et de la pensée des mondes musulmans dans le système éducatif français d'une part, et d'émettre un certain nombre de recommandations en vue de renforcer cet enseignement et d'éviter les écueils qui le rendent parfois difficile en aidant les équipes pédagogiques à s'approprier les acquis de la recherche. Karima Dirèche, la directrice de l'IRMC a présenté la conférence de la clôture « Inscrire les mondes musulmans dans le récit national » Nombre de participants : 150
14-24 novembre	Séminaire « Conservation physique et numérique des collections des bibliothèques », à la BNF Paris	Ce séminaire est organisé dans le cadre du programme Courants du Monde 2016 , initié par le ministère de la culture et de la communication français à la bibliothèque nationale de France. Participation de Sawssen Fray, Responsable du secteur bibliothèque – documentation à l'IRMC
17-19 novembre	Colloque international « Familles, parents et enfants de l'Antiquité à nos jours. Sensibilités, stratégie et conflits », à Bibliothèque national de Tunisie et la faculté des sciences humaines et sociales de Tunis	Ce colloque a pour objectif d'interroger les liens de parenté dans une perspective historique de la vie familiale et privée. Modération de la 4 ^{ème} séance par l'IRMC, représenté par Kmar Bendana, chercheure associée, « Liens fragiles et violence » L'IRMC est partenaire à cette manifestation
13 décembre	Présentation d'ouvrage « Être homosexuel au Maghreb », faculté des sciences juridique, politiques et sociales de Tunis.	Cet ouvrage vise à rendre compte d'une réalité longtemps occultée et déniée au Maghreb. Il questionne l'expérience homosexuelle sous l'angle des sciences sociales et tente d'éclairer les vécus des hommes et des femmes, des gays et des lesbiennes, aussi bien en terre d'islam qu'en terre d'immigration...] Nombre de participants : 160

<i>D.1.3.2 PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES DE L'UMIFRE</i>	
Ouvrages ou chapitres d'ouvrage	21
Revue à comité de lecture	9
Communications	53
Conférences	47
Autres (articles de vulgarisation, films etc.)	6



Liste des publications de l'institution :

L'IRMC a publié en 2016 : 2 revues comportant 14 articles, 3 ouvrages et 16 brochures de séminaires, colloques, réunions de programme.

Revue sans comité de lecture (2)

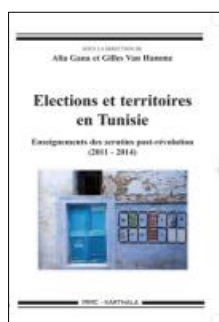


- Le bulletin trimestriel :

- *La lettre de l'IRMC* n°17 (janvier-août 2016) : 7 articles
- *La lettre de l'IRMC* n°18 (septembre-décembre 2016) : 7 articles

Ouvrages (3+3+3). 6 préparations éditoriales ont été achevées mais 3 ont été publiées en 2016, les 3 autres (*) sortiront au 1^{er} trimestre 2017 pour des questions commerciales liées aux coéditeurs Karthala et Med Ali éditions. L'IRMC a en outre participé à la publication de trois ouvrages (**) sans en être l'éditeur (traduction d'une publication IRMC du français vers l'arabe, soutien financier d'une publication algérienne chez un éditeur français et publication d'un GDRI géré financièrement par l'IRMC).

- Imed MELLITI (dir.), 2016, *La Fabrique du sens : écrire en sciences sociales*, Paris, IRMC-Riveneuve éditions, « Actes académiques ».
- Alia GANA, Gilles VAN HAMME (dir.), 2016, *Élections et territoires en Tunisie : enseignements des scrutins post-révolution (2011-2014)*, Paris, IRMC-Karthala, « Hommes et sociétés ».
- Monia LACHHEB (dir.), 2016, *Être homosexuel au Maghreb*, Paris, IRMC-Karthala, « Hommes et sociétés ».



- (*) Sihem NAJAR (dir.), 2017, *Penser la société aujourd'hui : la jeune recherche tunisienne en shs*, Tunis, IRMC-Med Ali éditions (langue arabe)
- (*) Michael AYARI, 2017, *Le prix de l'engagement dans la Tunisie autoritaire : gauchistes et islamistes sous Bourguiba et Ben Ali (1956-2011)*, Paris, IRMC-Karthala, « Maghreb contemporain : nouvelles lectures, nouveaux savoirs ».
- (*) Julien PELISSIER, 2017, *La Banque sans intérêt en Islam*, Paris, IRMC-Karthala, « Hommes et sociétés ».
- (**) Hèla YOUSFI, 2016, *L'UGTT une passion tunisienne : enquête sur les syndicalistes en révolution (2011-2014)*, Tunis, Med Ali éditions (langue arabe).
- (**) Yassine TEMLALI, 2016, *La Genèse de la Kabylie. Aux origines de l'affirmation berbère en Algérie (1830-1962)*, Paris, La Découverte.
- (**) Sihem NAJAR (dir.), 2016, *Processus d'identification en Méditerranée : reconfiguration des liens sociaux et des identités*, Paris, L'Harmattan, « Socio anthropologie des mondes méditerranéens ».

Edition électronique (1)

L'IRMC possède depuis l'été 2015 un espace dédié sur la plateforme *Open Edition Books* où elle met à disposition 16 ouvrages en consultation libre. Un ouvrage a été ajouté sur la plateforme en 2016 : Jean Boutier, Jean Louis Fabiani, Jean Pierre Olivier de Sardan (dir.), 2001, *Corpus, sources et archives*, Tunis, IRMC, « Etudes et travaux de l'IRMC ».

D.2 FORMATION

D.2.1 BIBLIOTHEQUE DE RECHERCHE		
Nombre de places assises et surface	26 places assises dont 2 dédiées à la recherche bibliographique. La superficie de la salle de lecture est de 64 m	
Nombre approximatif de volumes, périodiques, documents, manuscrits, autres	29000 ouvrages et brochures 2300 titres de périodique dont 85 en abonnement	
Fréquentation	Nombre d'inscrits	En moyenne 200 inscrits / an
	Fréquentation annuelle	6000 personnes sur 11 mois d'ouverture

Commentaires du tableau ci-dessus (spécificités et atouts de la bibliothèque ; améliorations éventuelles à apporter etc.) :

La bibliothèque de l'IRMC, est une bibliothèque de recherche en sciences humaines et sociales spécialisée sur le Maghreb. Elle est dépositaire de la bibliothèque privée du Résident général de France en Tunisie. Elle compte parmi les rares bibliothèques qui continuent à faire du dépouillement d'articles de périodiques traitant de son domaine de spécialisation. A titre d'exemple, de décembre 2015 à novembre 2016, 300 articles ont été catalogués outre les 320 notices bibliographiques dédiées au catalogage des ouvrages.

Le désherbage de 900 ouvrages traitant de littérature nous a permis de gagner 12 mètres linéaires mais n'a pas résolu le problème du manque d'espace, si bien que les nouvelles acquisitions ont du mal à être classées dans les magasins de stockage.

Afin de donner plus de visibilité à la bibliothèque et de mettre en valeur les fonds conservés il serait très utile de changer le logiciel de documentation utilisé actuellement et de migrer les données vers un autre,

qui au moins utilise UNIMARC, où il nous sera possible de figurer au SUDOC. Les devis ont été demandés mais il nous est impossible de compter uniquement sur le budget de l'IRMC.

Une estimation rapide du fonds de la bibliothèque montrerait que un tiers des documents commence à se détériorer suite à l'acidité du papier (papier jaunissant et cassant). Ne disposant pas de moyens de désacidification, il devient impératif de numériser les documents les plus consultés et de créer une bibliothèque numérique accessible via internet. Cette procédure permettrait de conserver les documents puisque les lecteurs n'auront plus à les manipuler, de gagner de l'espace dans les magasins et de mettre en valeur un fonds qui, malgré tout, reste peu connu. C'est dans cette logique que s'inscrit le projet BEST où nous avons choisi de numériser *Le Bulletin économique et social de la Tunisie* (1946-1955, 108 fascicules et compte près de 110000 pages) projet en collaboration avec la Maison Méditerranéenne des sciences de l'homme¹ disponible via ce lien <http://best.mmsh.univ-aix.fr/Pages/default.aspx>. La dimension innovante de ce projet a permis de créer une photothèque à partir des photos publiées dans les articles et de réaliser un géoréférencement du lieu étudié.

¹ Projet piloté par Monsieur Abdelmajid Arrif chercheur MMSH.

D.2.2 ACTIVITES DES POSTDOCTORANTS ET DOCTORANTS		
Nom Prénom	Thématiques de recherche	Participation à la vie scientifique de l'UMIFRE (organisation d'évènements etc.)
DOCTORANTS		
Julien DUTOIR CURAPP – ESS (Centre universitaire de recherche sur l'action publique et le politique, épistémologie et sciences sociales), Université de Picardie Jules Vernes	Doctorant en sociologie	12 janvier 2016 Atelier doctoral Du lien entre crise économique mondiale et déclenchement de la révolution tunisienne
Aroua LABIDI Université Paris-Ouest Nanterre et Université de la Manouba	Doctorante en histoire contemporaine	26 janvier 2016 Atelier doctoral La conquête arabo-musulmane dans les manuels scolaires algériens et tunisiens
Nessim ZNAIEN Doctorant boursier IRMC/l'IMAF (Institut des Mondes Africains ex-CEMAF) de l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne	« Jeunes et jeunesses en Méditerranée », seconde rencontre EFE/UMIFRE, Tunis 10-11 février	11 mars 2016 « Les jeunes et l'alcool, approche historique »
Aymen BELHADJ Doctorant boursier INSHS/IRMC Pole de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique	Doctorant du PRODIG « Jeunes et jeunesses en Méditerranée », seconde rencontre EFE/UMIFRE, Tunis 10-11 février	11 mars 2016 Journées UMIFRE Les jeunes et les contestations politiques
Safaa BESSALAH Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis	Doctorante en sociologie « Jeunes et jeunesses en Méditerranée », seconde rencontre EFE/UMIFRE, Tunis 10-11 février	12 mars 2016 Journées UMIFRE Les jeunes et la chose publique en Tunisie : quels rapports ?

Kawthar GRAIDIA Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis	Doctorante en sociologie « Jeunes et jeunesses en Méditerranée », seconde rencontre EFE/UMIFRE, Tunis 10-11 février	12 mars 2016 Journées UMIFRE Jeunesse et reconnaissance par le travail
Ester SIGILLO Institute for Humanities and Social Sciences, Scuola Normale Superiore	<i>Atelier doctoral</i>	29 février 2016 Atelier doctoral La société civile tunisienne en transition : entre intégration internationale et activisme local
Emna SAMMARI Doctorante à la faculté des sciences juridiques et politiques de Tunis	École thématique MEMOJUST Justices et transition politique en Méditerranée occidentale. Acteurs, mémoires, archives, Casa De Velázquez, 7-10 mars.	07 mars 2016 La responsabilité de l'Etat en justice transitionnelle : le cas de la Tunisie , discutant Abderrahim Maslouhi
Sarah BARRIERES Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) Laboratoire : Centre Maurice Halbwachs (CMH)	<i>Atelier doctoral</i>	15 mars 2016 Atelier doctoral Mobilisation d'ouvrières en Tunisie : De la régulation locale à la lutte transnationale
Nouha BELAID à l'Institut de Presse et ses Sciences de l'Information (IPSI)	<i>Atelier doctoral</i>	12 avril 2016 Atelier doctoral La télévision à l'heure des médias sociaux : Nouvelles pratiques, nouveaux supports et nouvelles plateformes
Nessim ZNAIEN Doctorant à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne, Boursier (aide à la mobilité internationale – MAEDI) à l'IRMC	<i>Atelier doctoral</i>	25 avril 2016 Boire sous le Protectorat français en Tunisie (1881 – 1956) : Diffusions, acculturations, résistances
Gabriel MONTALBANO Doctorant à l'Ecole pratique des Hautes Etudes à l'Université de Florence, ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure de Paris.	<i>Atelier doctoral</i>	10 mai 2016 La construction de l'italianité dans la Tunisie coloniale. Construction d'un imaginaire national chez les italiens de Tunisie, de la fin du XIX ^e jusqu'à la Première Guerre mondiale (1896 – 1919)
Caterina GIUSA Labo CERAL de l'Université Paris 13	<i>Atelier doctoral</i>	30 mai 2016 Les liens entre migration et révolution : le cas de la Tunisie

Noureddine Amara Université Paris 1	Séminaire doctoral Citoyennetés locales : sources et historiographies du Maghreb	12 mars 2016 Les Ben Salah de Bizerte. Homonymie, notoriété et présomptions de résidence : perdre ses origines sur une frontière d'empire
Chiara PAGANO Université de Rome 3	Atelier doctoral Sciences politiques et sociales	14 juin 2016 Les Berbères de la Tripolitaine et l'émergence de la question ethnique dans l'Histoire libyenne : de la reconquête ottomane de Tarabulus al-Gharb jusqu'à la fin de la période coloniale italienne (1835-1943)
Nassima MEKAOU EHESS Boursier IRMC/EHESS (aide à la mobilité internationale – MAEDI)	Atelier doctoral Histoire	11 octobre 2016 Atelier doctoral Domestiques en Algérie coloniale : écrire une histoire sociale de la « servitude volontaire ? »
Valentina ZAGARIA London School	Atelier doctoral Anthropologie	07 novembre 2016 Atelier doctoral Un cimetière Sans nom : la prise en charge des morts aux frontières dans la Sud-Est tunisien
Alessandra CONTE Master 2 à l'Université de Trento – Italie	Atelier doctoral Etudes européennes et internationales	06 décembre Atelier doctoral Pratiquer la justice transitionnelle. Retour de terrain dans la Tunisie de 2016

ATELIER DOCTORAL 2016

L'atelier doctoral est placé sous la responsabilité conjointe des doctorants boursiers de l'IRMC. Il a vocation à réunir, une fois par mois les doctorants tunisiens, français et européens, qui viennent présenter l'état de leurs travaux. Cet atelier est conjugué (à l'initiative des coordonateurs) avec la création du cercle des jeunes chercheurs SHS/IRMC de Tunis qui regroupe près de 630 membres et qui permet (via sa page facebook) une visibilité remarquable de la jeune recherche internationale au Maghreb. Cet atelier doctoral permet à la fois d'identifier les grandes thématiques qui mobilisent les masterisants et les doctorants dans leurs universités et de leur donner l'opportunité d'un espace d'expression critique à leurs problématiques.

11 ateliers doctoraux ont été organisés durant l'année 2016.

Ces ateliers, coordonnés par les boursiers de l'IRMC, sont ouverts à tous les doctorants tunisiens et étrangers en sciences humaines et sociales de passage à Tunis pour une courte ou longue durée.

Jusqu'à son départ en août 2016, Nessim Znaïen, boursier d'aide à la mobilité internationale à l'IRMC, a coordonné ces ateliers. Nassima Mekaoui, la nouvelle boursière a pris la relève à son arrivée en septembre 2016.

D.2.3 ANCIENS DE L'UMIFRE

✓ 2013-2016

Jérôme HEURTAUX, chercheur MAE, politologue, titulaire du Ministère de l'Enseignement Supérieur
Coordonnateur du Programme de recherche : *Recompositions et conversions des élites tunisiennes. Sociologie d'un changement de régime*

✓ 2013-2016

Enrique KLAUS, chercheur MAE, politologue, postdoc
Coordonnateur du Programme de recherche : *Changements politiques et transformations médiatiques au Maghreb*

✓ 2010-2013

Stéphanie POUESSEL, chercheur MAEE, anthropologue
Coordonnatrice du Programme de recherche :
1^{er} volet *Le Maghreb et ses 'africanités' : l'identité nationale au regard de ses altérités*
2^e volet *Enjeux identitaires des mobilités subsahariennes au Maghreb. Sud-Nord : refonte des frontières du soi*

✓ 2009-2013

Charlotte MUS-JELIDI, chercheur MAEE, historienne
Coordonnatrice de Programmes de recherche
- *Les villes maghrébines en situation coloniale XIXe-XXe siècles. Urbanisme, architecture, patrimoine*
- *Les musées et lieux d'exposition au Maghreb et leurs publics (XIXe-XXIe siècles)*
ATER (Histoire de l'architecture contemporaine - Histoire du patrimoine) à l'Université François Rabelais, Tours

✓ 2007-2010

Lamia ZAKI, chercheur MAEE, politologue
Coordonnatrice du Programme de recherche (En)jeux professionnels et politiques de la fabrication des villes : *l'action urbaine au Maghreb*
Chargée de mission, consultante – Banque Mondiale, Marseille

✓ 2006-2009

Myriam BACHA, chercheur MAEE, historienne
Coordonnatrice du Programme de recherche *L'architecture au Maghreb entre patrimoine et création (XIXe-XXe siècles)*
Coordonnatrice des actions éducatives scolaires chez Fédération de Paris de la Ligue de l'enseignement
Fédération de Paris de la Ligue de l'enseignement, Paris

✓ 2003-2007

Katia BOISSEVAIN, chercheur MAE, anthropologue
Coordonnatrice du Programme de recherche *Nouveaux usages touristiques de la culture religieuse au Maghreb*
Chargée de recherche CNRS – IDEMEC Aix-en-Provence

✓ 2002-2006

Mihoub MEZOUAGHI, chercheur MAE, économiste
Coordonnateur du Programme de recherche *L'insertion des TIC au Maghreb : une approche socioéconomique*
Coordonnateur du Programme FSP** *Dynamiques d'agglomération des activités productives et gouvernance territoriale (DAAGT)*
Chargé de recherche – Agence Française de Développement à Paris

✓ 1999-2003

Odile MOREAU, chercheur MAE, historienne
Coordonnatrice du Programme de recherche *La réforme de l'Etat dans le monde musulman méditerranéen à partir de l'exemple du Maghreb (XIXe-XXe siècles)*
Maître de conférences – HDR à l'Université de Montpellier III

✓ 1998-2002

Eric GOBE, chercheur MAE, politologue
Coordonnateur du Programme de recherche *Ingénieurs et société au Maghreb*
Directeur de recherche (DR2) CNRS IREMAM, Aix-en-Provence – en affectation CNRS à l'IRMC

✓ 1995-1999

Vincent GEISSER, chercheur MAE, politologue
Coordonnateur du Programme de recherche *Flux et gestion des compétences intellectuelles dans les échanges euro-maghrébins*
Chargé de recherche au CNRS à l'IREMAM, Directeur du Master Expertise politique comparée à Sciences Po Aix

✓ 1994-1998

Isabelle BERRY-CHIKHAOUI, chercheur MAE, géographe
Coordonnatrice du Programme de recherche *Les arts de faire des citoyens ordinaires : compétences et apprentissages de la ville dans le monde arabe*
Maître de conférences à l'Université de Montpellier 3
Affectations, instances de contact, réseaux sociaux, réunions etc.

E / PARTICIPATION A LA POLITIQUE D'INFLUENCE

E.1 MODALITES DE TRAVAIL AVEC L'AMBASSADE

L'IRMC est intégré dans le dispositif des services de la Chancellerie et entretient des relations très privilégiées avec le staff de l'ambassade. François Gouyette et la Ministre-conseillère, Anne-Gueguen-Mohsen (et depuis septembre 2016, Olivier Poivre-d'Arvor et Laurent Viguer) suivent attentivement les activités de l'Institut et sont régulièrement présents aux manifestations. Cet encouragement et le soutien constant des autorités de la Chancellerie ont contribué à une plus grande visibilité et à une valorisation renforcée de nos travaux. De la même façon, la collaboration avec l'Institut Français de Tunisie se poursuit dans un souci de mutualisation et de complémentarité :

Cycle de conférences commun, partage des financements de manifestations scientifiques, organisation commune du débat d'idées, organisation commune du Salon international du livre de Tunis, délocalisation des conférences grand public dans le nouvel auditorium de l'Institut Français... ; autant de pratiques de mutualisation qui permettent d'alléger les dépenses. Une des réussites de cette mutualisation est le montage commun de projets aux appels d'offre du Fond d'Alembert et la sélection de deux dossiers de candidatures IRMC/IFT (2014 et 2016) pour un montant total de 28 000 euros.

La délocalisation, à Tunis, de l'ambassade de France en Libye a permis à l'IRMC de se mettre

à la disposition de la nouvelle ambassadrice Brigitte Curmi concernant les actions de recherche et les coopérations universitaires que l'Institut a lancées avec les partenaires libyens.

Karima Dirèche ou un des chercheurs de l'IRMC (quand l'agenda de la directrice ne le permet pas) participent aux réunions de services hebdomadaires des deux chancelleries et aux conseils d'influence et aux réunions stratégiques.

E.2 ACTIONS DE COMMUNICATION

E.2.1 ÉVÉNEMENTS / COLLOQUES / DEBATS / EXPOSITIONS ETC. (CALENDRIER DE L'ANNEE ECOULEE, NOMBRE DE PARTICIPANTS, PARTENAIRES ETC.)

13 février 2016 à l'hôtel de ville de Paris

Participation de l'IRMC à la 22^{ème} édition du Maghreb des livres



Participation à la 32^{ème} édition de la foire internationale du livre de Tunis - 25 mars au 03 avril 2016, La France à l'honneur



Les journées de l'Europe

24-26 mai, Palais des Congrès à Tunis

Journées organisées à l'occasion du quarantième anniversaire de l'accord de coopération signé en 1976 entre la Tunisie et la Communauté Européenne. Cet événement vise à mieux faire connaître ce partenariat, son ambition, ses acteurs, son histoire, ses projets, ses réalisations et son impact tout particulièrement depuis 2011.

Stage intensif de langue arabe de l'IRMC

13 juin-3 juillet 2016, option recherche SHS, organisé par l'IRMC en partenariat avec l'INALCO et le lycée Pierre Mendès-France de Tunis. Suite à la réussite de la première session organisée en 2015, l'IRMC a choisi de renouveler cette expérience du 13 juin au 03 juillet 2016, en organisant la deuxième session destinée à des étudiants français et européens en sciences humaines et sociales au Lycée

Pierre Mendès-France (PMF), partenaire de cette activité.



Le stage s'est adressé à des étudiants (masterisants et doctorants) et aux jeunes chercheurs sur le monde arabe (Maghreb, Moyen-Orient).

Outre l'apprentissage de la langue arabe, ce stage a proposé des orientations linguistiques plus spécifiques aux recherches en SHS (enquêtes, terrains, questionnaires, travail statistique, entretiens, retours d'enquêtes, exploitation d'une documentation spécifique, lecture de la presse...).

L'équipe pédagogique est formée de professeurs spécialisés dans l'enseignement de l'arabe et dotée d'une excellente formation en sciences sociales et humaines.

28 août-4 septembre 2016 Tunis

École d'été **Re-Configurations : Histoire, Mémoire et processus de transformation au Moyen Orient et en Afrique du Nord**, organisée en partenariat avec l'Université de Marburg et l'Université de La Manouba

5-9 septembre 2016 Bamako

École doctorale itinérante et annuelle en sciences sociales. Une coopération France/Afrique du Nord/Afrique de l'Ouest **L'écriture scientifique Comment rédiger un projet de thèse, un doctorat ou un article académique** Université des lettres et des sciences humaines de Bamako (ULSHB).

Visioconférences



12 février 2016 à partir de Paris

Visioconférence à partir de Paris **Les industries culturelles et médiatiques dans les pays de la région MENA**

Presse privée en Egypte : Naissance, affirmation et transformations post Moubarak par **Bachir BENAZIZ** (Université Paris 1, UMR Développement et Sociétés)
Investir dans la presse : le cas de l'Égypte par **Tourya GUAAYBESS** (Université de Lorraine, Centre de recherche sur les médiations)

Coordinateurs : **Abdelfettah BENCHENNA** et **Dominique MARCHETTI**

11 mars à partir de Tunis

Visioconférence à partir de Tunis **Sadok HAMMAMI** (Institut de presse et des sciences de l'information, directeur du Centre africain de perfectionnement des journalistes et communicateurs, Tunis) : « La presse privée en Tunisie »

Olfa BELHASSINE, journaliste au journal *La Presse*.

Coordinateurs : **Enrique KLAUS** et **Sofien AMMAR**, maître assistant à l'IPSI

28-29 octobre à Tunis et aux ANT

Journées d'études autour de Michel CAMAU « **Actualité de la question autoritaire en Tunisie** », Grande conférence publique de Michel CAMAU « **Le mythe de l'exception tunisienne** », ANT

Réception offerte par l'ambassadeur de France en l'honneur de Michel Camau

E.2.2 SITES INTERNET / RESEAUX SOCIAUX / BLOGS ETC.

Site internet

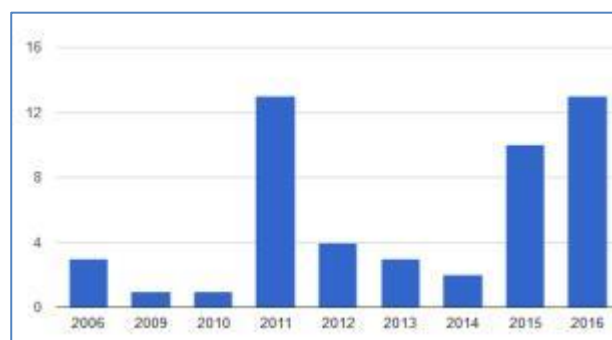
Refondu en juin 2015 mais véritablement opérationnel avec du contenu bilingue (français-arabe) à jour en mars 2016. le nouveau site internet de l'IRMC a été repensé de manière plus dynamique afin de faciliter l'accès à l'information par une navigation plus facile et intuitive. Le site s'adapte maintenant automatiquement à la taille de l'écran de l'internaute, indifféremment du support de navigation (ordinateur, tablette, téléphone). Il permet de faire l'interface avec l'ensemble des



plateformes et réseaux sociaux sur lesquelles l'IRMC est présent et a surtout l'énorme avantage d'être bilingue français/arabe pour l'ensemble des contenus. L'Institut entend ainsi pouvoir toucher et s'ouvrir à un public académique arabophone afin de combler ce qui était sans doute sa plus grande lacune et ce qu'on lui reprochait le plus.

Le site internet de l'IRMC a malheureusement été piraté en juillet 2016 seulement 4 mois après son opérabilité complète. Une plainte pour vol de données et défiguration de site institutionnel a été déposée par la direction de la sécurité et des systèmes d'information du ministère des Affaires étrangères et un diagnostic pour identifier les failles de sécurité du site internet est en cours. En attendant les résultats de ce long diagnostic qui permettra de remettre une version sécurisée du site en ligne, l'IRMC subit un grave préjudice depuis plusieurs mois avec l'impossibilité pour les utilisateurs du site d'accéder au contenu dynamique du site (calendrier scientifique, équipe de recherche, activités menées par l'institution). On ne sait pas à l'heure actuelle quand le site sera à nouveau fonctionnel.

✓ Hal SHS



Ce dispositif permet à l'institut de déposer les productions et les références bibliographiques de ses personnels scientifiques afin d'accélérer la visibilité des travaux scientifiques et le partage de la production intellectuelle dans la communauté scientifique en SHS. Cet outil présente un double intérêt. Le premier concerne les laboratoires et les

instituts qui bénéficient ainsi d'un système de « tamponnage » des articles scientifiques permettant de mentionner le rattachement institutionnel des chercheurs en poste et rendant compte des productions scientifiques des institutions. Le second concerne les chercheurs puisque l'outil permet de rendre accessible gratuitement et en texte intégral l'ensemble de leur production scientifique et intellectuelle sur une page dédiée consultable en un seul clic et pouvant être inclus sur un CV.

La page IRMC compte au 31 décembre 2016, **50 documents, soit 13 documents de plus qu'en 2015. Le nombre de consultations a fortement augmenté avec 268 167 consultations en 2016 contre 130.602 en 2015.**



Evolution du nombre de dépôts par année.

✓ Page facebook

Un des principaux outils de communication reste sans conteste la page professionnelle de l'IRMC sur le réseau social *Facebook*. Cette page institutionnelle relaie l'ensemble des informations sur les activités et les productions de l'institut à partir du site internet, l'actualité des différents chercheurs de l'IRMC, mais également des informations de la communauté scientifique locale et internationale. Etant par définition un espace de partage de contenus, il est possible de partager tout type de support (audio, vidéo, image, affiche, etc.) avec la communauté des abonnés à la page, qui bénéficie en outre du soutien de la mise en valeur des IFRE qui relaie dans son propre réseau et sur son portail internet, l'ensemble des informations partagées sur la page IRMC. L'usage « viral » des réseaux sociaux par cette facilité de partage de contenus, permet à la page IRMC de compter **9450 abonnés (contre 6465 en 2015, 3991 en 2014 ; 1552 en 2013) avec une audience moyenne mensuelle de 57028 visiteurs**

uniques (contre 25.663 en 2015, 14.058 en 2014 ; 12.617 en 2013).

Cette page connaît un succès tel qu'elle est le second IFRE à posséder le plus d'abonnés derrière l'Institut français d'études andines (Lima, Pérou) et le premier du Sud de la Méditerranée (devançant ainsi les pages de l'IFPO, du CJB, du CEDEJ, de l'IFEA). À titre de comparaison la page de l'IRMC possède un tiers d'abonnés de plus que des pages comme celles de l'IREMMO, la FMSH, l'Ecole française de Rome ou encore du portail des IFRE.



✓ Compte Twitter

L'IRMC possède également un compte *Twitter* depuis 2012. La présence sur ce réseau social se limite cependant à la transmission automatisée des informations issues des actualités de la page *Facebook* de l'institut, par flux RSS. L'utilisation de ce réseau social pourrait sans doute être optimisée par l'utilisation des fonctionnalités spécifiques du *micro-blogging*, notamment les *hashtags* mais le *community management* étant assuré par une seule personne, il était plus simple de procéder par report d'information automatisé. Un nouveau procédé automatique a d'ailleurs été mis en place en 2015 avec l'affichage du flux RSS *Twitter* à la fois sur la partie réseaux sociaux du nouveau site internet ainsi que sur le Carnet de l'IRMC.

La page compte 1248 abonnés (contre 949 en 2015, 671 abonnés en 2014).

✓ Carnet de l'IRMC

Mis en ligne en mars 2012 sur la plateforme de *blogging* scientifique du CNRS *hypothèses.org*, le *Carnet de l'IRMC* est un outil complémentaire au site internet et aux réseaux sociaux. Il se propose de mettre en lumière les coulisses de la production des savoirs au sein de l'Institut, en rendant compte des activités de l'IRMC (comptes-rendus), et en présentant les premiers résultats de recherche inédits des programmes en cours avec pour objectif

d'aider à mieux comprendre le métier de chercheur et le fonctionnement quotidien d'un institut de recherche.

241 articles ont été publiés depuis sa création. Reprenant en partie les textes du bulletin d'information scientifique, *La Lettre de l'IRMC*, la fréquence de publication est ainsi constante et permet d'alimenter régulièrement en contenu le Carnet. Les utilisateurs ont la possibilité d'accéder à ce contenu par pays et/ou par discipline de recherche, rendant ainsi compte de l'interdisciplinarité des recherches IRMC et de son activité sur l'ensemble de l'ère géographique maghrébine.



Le carnet de recherche compte en moyenne **4169 visiteurs uniques par mois**. Concernant l'origine des utilisateurs du Carnet de recherche, ils sont majoritairement Français (36 %), Allemands (29 %), Américains (15 %), Tunisiens (13 %). Pour ce qui est des Algériens ils ne sont que 3% des utilisateurs et les Marocains représentent seulement 1 %.

On peut expliquer la faible présence des pays maghrébins par une question d'usage de la plateforme en plein développement en Europe et aux Etats-Unis, beaucoup moins en Afrique du Nord. Néanmoins on relève quand même une présence importante de Tunisiens qui occupent la 4^e place des internautes fréquentant le carnet.

✓ Page LinkedIn

L'IRMC possède également une page institutionnelle sur le plus important réseau social professionnel au monde. **Il compte 276 abonnés (contre 214 en 2015, 90 en 2014)**, et a pour le moment une politique éditoriale limitée.

L'objectif en 2016 sera de développer, grâce à l'outil de veille encore en conception du nouveau site internet de l'IRMC, un contenu strictement professionnel régulier (emplois, bourses) sur l'ère régionale maghrébine afin de constituer une

plateforme de référence pour tous les professionnels de la communauté scientifique travaillant sur l'ère régionale maghrébine. Par ce biais nous espérons également pouvoir capter de nouvelles opportunités professionnelles à diffuser sur le même outil de veille de notre site internet et atteindre un nouveau public susceptible d'être intéressé par nos activités.

Présence dans les médias locaux / nationaux / internationaux (interviews, articles, tribunes etc.)



France Culture 24-29 mars 2016



- **29 avril 2016** : Entretien avec Farah HACHED (auteur/IRMC) sur les initiatives Le labo démocratique/ المخبر الديمقراطي en matière d'archives. (Lien : <https://www.franceculture.fr/emissions/la-fabrique-de-l-histoire/actualite-de-l-histoire-arndt-weinrich-et-archives-tunisiennes>)
- **2 mai 2016** : balade radiophonique au Musée national du Bardo (Tunisie) en compagnie de Ridha MOUMNI (chercheur associé à l'IRMC). (Lien : <https://www.franceculture.fr/emissions/la-fabrique-de-l-histoire/tunisie-une-histoire-bouleversée-23-balade-au-musee-national-du>)
- **3 mai 2016** : Visite des Archives Nationales de Tunisie avec Nessim ZNAÏEN (Doctorant boursier/Université Paris-Sorbonne/IRMC). (Lien : <https://www.franceculture.fr/emissions/la-fabrique-de-l-histoire/tunisie-une-histoire-bouleversée-13-balade-radiophonique-aux>)

- **4 mai 2016** : Débats conduits par Emmanuel Laurentin avec les chercheurs de l'IRMC dans La Fabrique de l'histoire avec Aymen BELHAJ (Doctorant boursier INSHS/IRMC/PRODIG), Jérôme HEURTAUX (Université Paris-Dauphine/IRMC), Aroua LABIDI (Labex Les passés dans le présent/IRMC) et Hamza MEDDEB (Carnegie Middle East Center).
(Lien : <https://www.franceculture.fr/emissions/la-fabrique-de-l-histoire/tunisie-une-histoire-bouleversée-33-point-sur-l-historiographie?xtmc=irmc&xtnp=1&xtcr=4>)

10-16 janvier 2016

Article de Jérôme Heurtaux, *Jeune Afrique*, « En Europe de l'Est, les transitions n'ont pas été un chemin pavé de roses ».

14 janvier 2016

Interview de Kmar Bendana, historienne, chercheuse associée à l'IRMC

Journal *La Presse Tunisie* « Janvier 2011 : il y a eu plusieurs prétendants au coup d'Etat ! » 5^{ème} anniversaire du 14 janvier 2011:

19 janvier 2016

Interview de Jérôme Heurtaux, journal électronique *African Manager*,
« La Tunisie démocratique est terriblement isolée »

23 janvier 2016

Article de Jérôme Heurtaux, journal *L'Orient-Le jour*,
« En Tunisie, le contexte n'est pas le même qu'en 2011 »

17 février 2016

Article journal électronique *Cultureart.tn*



Bibliothèque de l'IRMC : Leyla Dakhli présente
« Histoire du Proche-Orient contemporain »

28 mars 2016, journal électronique Tuniscope

« Retrouvez l'ensemble des œuvres et des services de l'IFT à la foire du livre »



4 mai 2016

Emission avec Jérôme Heurtaux, France culture, *La fabrique de l'histoire*, « Nouveaux objets de recherche en Tunisie »

22 juin 2016

Interview de Imed Melliti, « Le chercheur dans le monde arabe », *radio culturelle*

4 juillet 2016

Article revue *Réalité*, « Ecole d'été Migration et développement durable en Tunisie: observations, analyses et perspectives » organisée en partenariat avec l'OIM et l'INTES

27 juillet 2016

Article de Jérôme Heurtaux, journal *L'Orient-Le jour*, « La stratégie d'Ennahdha »

31 Juillet-septembre 2016

Article Enrique Klaus « Le neuvième art dans ses déclinaisons arabes », revue *Moyen-Orient*,

31 août 2016

Article en langue arabe, Ecole d'été sur la Migration
المعهد الوطني للشغل والدراسات الاجتماعية بالتعاون مع
المنظمة الدولية للهجرة ينظمان الدورة الثانية للمدرسة الصيفية
حول الهجرة
يوم 31 - 08 - 2016 تونسكوب تونسكوب ينشر في

30 septembre 2016

L'interview de M. Ouaisa Rachid, Université de Marburg autour de l'université d'été organisée par l'Université de Marburg et l'IRMC, *Radio Tunis chaîne internationale (RTCI)* « Re-Configurations: Histoire,



Mémoire et processus de transformation au Moyen orient et en Afrique du nord »

19 octobre 2016

Interview de Jérôme Heurtaux (IRMC) et Edmund Ratka, Fondation Konrad Adenauer à *radio tunisienne chaîne internationale (RTCI)* émission ***Autour de Midi***

« Les recompositions des élites dans le monde arabe ».



10 décembre 2016

Émission avec Jérôme Heurtaux France culture, *l'Atelier du pouvoir*, « Politique et religion en Pologne »

16 décembre 2016

Interview de Karima Dirèche, directrice de l'IRMC par Frédéric Bobin pour le journal *Le Monde* : « En Tunisie, le travail sur la mémoire de la violence d'État opère une catharsis ».

http://abonnes.lemonde.fr/international/article/2016/12/16/karima-direche-en-tunisie-le-travail-sur-la-memoire-de-la-violence-d-etat-opere-une-catharsis_5050159_3210.html

Article **Entre tabous et réalité**, vient de paraître "*Être homosexuel au Maghreb*", article Journal *La Presse*, Tunisie, 15 décembre 2016

Intervention Enrique Klaus sur l'émission *Orient Hebdo* (RFI), <http://www.rfi.fr/emission/20160709-moyen-orient-atlas-pays-annuel-revue-bilan-geostrategique-2016-turquie-gaz>

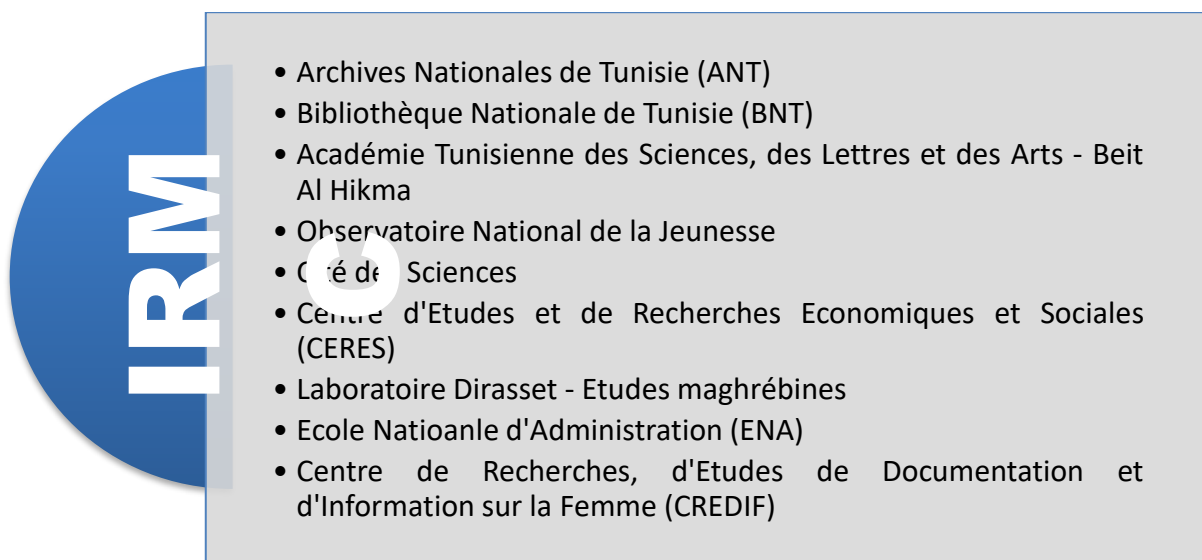
E.3 RAYONNEMENT DE LA RECHERCHE

E.3.1 PARTENARIATS AVEC LES UNIVERSITES ET CENTRES DE RECHERCHE LOCAUX ET DES PAYS DE LA ZONE DE COMPETENCE

- Objet, durée, financement etc.
- Résultats obtenus

➤ Au niveau local :

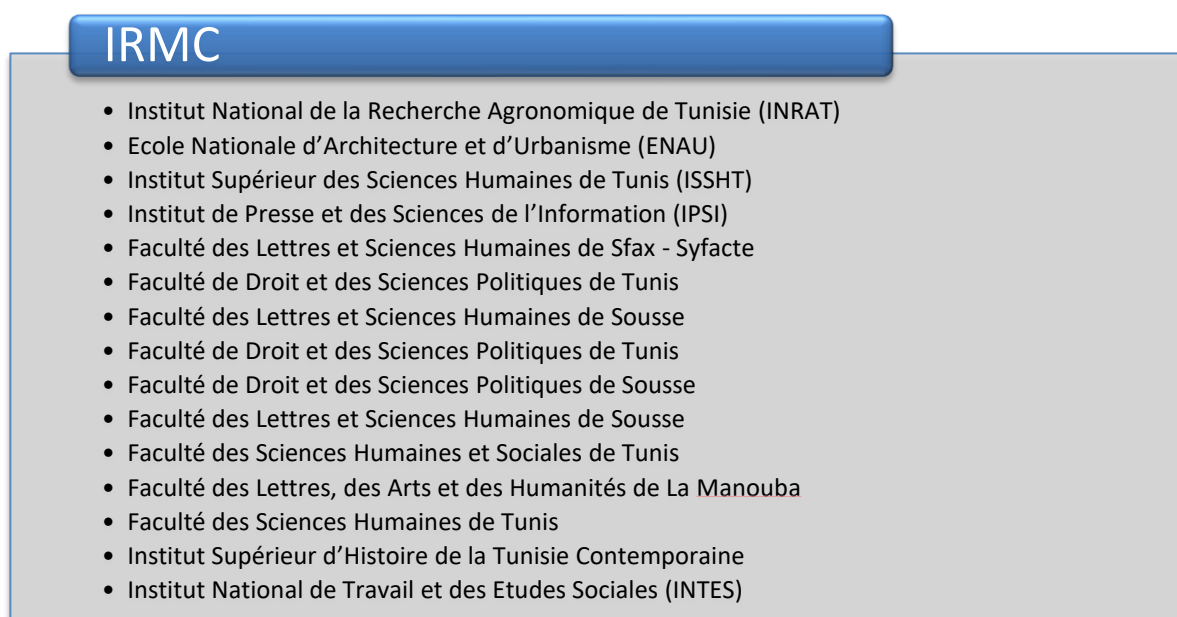
Partenariats avec les institutions et établissements locaux



The diagram features a large blue circle on the left with the white text "IRM" inside. To its right, a light gray rectangular box contains a bulleted list of local research institutions and centers.

- Archives Nationales de Tunisie (ANT)
- Bibliothèque Nationale de Tunisie (BNT)
- Académie Tunisienne des Sciences, des Lettres et des Arts - Beit Al Hikma
- Observatoire National de la Jeunesse
- Centre de Sciences
- Centre d'Etudes et de Recherches Economiques et Sociales (CERES)
- Laboratoire Dirasset - Etudes maghrébines
- Ecole Nationale d'Administration (ENA)
- Centre de Recherches, d'Etudes de Documentation et d'Information sur la Femme (CREDIF)

Partenariats avec les institutions et établissements universitaires locaux



The diagram features a blue horizontal bar at the top with the white text "IRMC". Below it, a light gray rectangular box contains a bulleted list of local university institutions.

- Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie (INRAT)
- Ecole Nationale d'Architecture et d'Urbanisme (ENAU)
- Institut Supérieur des Sciences Humaines de Tunis (ISSHT)
- Institut de Presse et des Sciences de l'Information (IPSI)
- Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Sfax - Syfacte
- Faculté de Droit et des Sciences Politiques de Tunis
- Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Sousse
- Faculté de Droit et des Sciences Politiques de Tunis
- Faculté de Droit et des Sciences Politiques de Sousse
- Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Sousse
- Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis
- Faculté des Lettres, des Arts et des Humanités de La Manouba
- Faculté des Sciences Humaines de Tunis
- Institut Supérieur d'Histoire de la Tunisie Contemporaine
- Institut National de Travail et des Etudes Sociales (INTES)

➤ **Organisation d'actions à l'ISHTC :**

Présentation d'ouvrage : « **L'UGTT, une passion tunisienne : enquête sur les syndicalistes en révolution (2011-2014)** », par l'auteure **Héla Yousfi**, Maître de conférences, chercheure, Université de Paris Dauphine, le 27 janvier 2016

Présentation d'ouvrage : « **Un acteur incompris de la décolonisation : Le général Edouard Méric (1901-1973)** » par l'auteur **Daniel Rivet**, professeur émérite d'histoire, Université Paris, le 19 avril 2016. L'IRMC a pris en charge le billet de l'intervenant, son séjour a été pris en charge par l'ISHTC

Appui à la mobilité des chercheurs

Prise en charge billets d'avion :

Fayçal Cherif, et Khaled Abid de l'ISHTC, pour la participation au colloque international « **L'Afrique du Nord et Afrique Subsaharienne dans la Grande Guerre : patrimoine, commémoration, transmission** », Paris 12-14 septembre 20016

➤ **Université de Sfax :**

Soutien de l'IRMC colloque et séminaire : **Etat et transition démocratique : perceptions et positivismes**, organisé par l'Université de Sfax (projet La maison du Maghreb des Sciences de l'Homme (MdMSH), 5 mai 2016 à Sfax

➤ **Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis**

Soutien du colloque international "**Familles parents et enfants de l'Antiquité à nos jours : sensibilités, stratégies et conflits**", 17-19 novembre à la BNT et à la faculté des sciences humaines et sociales de Tunis, prise en charge d'un billet d'avion pour une intervenante algérienne.

➤ **Université de la Manouba**

Présentation d'ouvrage « **L'Algérie, terre de tourisme, Histoire d'un loisir colonial** », par l'auteure **Colette Zytynicki**, Professeure émérite d'histoire contemporaine à l'Université de Toulouse – Jean Jaurès, membre du laboratoire FRAMESPA (Université de Toulouse – Jean Jaurès), 6 décembre à l'IRMC, en partenariat

avec la faculté des lettres, des arts et des humanités de La Manouba

Organisation de l'International Summer Academy **Reconfiguring the (non-)political performing and narrating change and continuity**, Organisée par l'université de Marburg en partenariat avec l'IRMC et l'université de la Manouba à Tunis, 28 août – 4 septembre
Participation de Khaled Jomni, documentaliste et Claire Ménétrier VI bibliothécaire, au séminaire organisé par le Centre de documentation nationale et l'Institut supérieur de documentation sur **Les nouvelles fonctions de la documentation numérique**, le 23 novembre

En 2016 de nouvelles conventions ont été signées. Ces conventions entrent dans le cadre de l'intérêt mutuel que portent l'IRMC et les parties signataires de chaque convention au développement de la coopération des deux parties dans le domaine de la recherche et de la formation à la recherche avec les institutions académiques et scientifiques aussi bien tunisiennes, maghrébines, françaises, européennes ou autres...

Ceci est toujours dans l'optique d'encourager le développement des actions organisées en commun.

- Convention de partenariat Resolis (Recherche et Evaluation de Solutions Innovantes et Sociales), IRMC et l'INAT (Institut National Agronomique de Tunisie), 15 mars 2016.
- Convention-cadre de coopération avec le CAREP (Centre Arabe de Recherche et d'Etudes sur le Politique), 16 mai 2016
- Une convention tripartite entre l'association RESOLIS (Sorbonne), l'IRMC et l'INRAT, en vue d'aboutir à l'analyse d'un échantillon d'initiatives locales d'alimentation responsable et durable tunisiennes (IARD), et de mettre en valeur des initiatives locales d'ARD et de montrer la diversité de ces initiatives et la créativité des acteurs qui en sont les porteur
- Convention cadre de coopération entre l'IRMC et le laboratoire d'archéologie et d'architecture Maghrébines – **LAAM**, 13 octobre 2016.

IRMC

- Commission Européenne
- OIM Organisation Internationale des migrations
- Konrad Adenauer Stiftung
- Ambassade du Royaume-Uni en Tunisie
- Ambassade de Belgique en Tunisie
- BBC Media Action
- Canal France International
- Radio-France (France culture)
- AUF
- FAO Organisation Mondiale pour l'Alimentation
- PNUD
- Philipps-Universität Marburg - Allemagne
- Université d'Oslo
- L'Università degli studi di Napoli L'Orientale (Italie)
- L'Université des Lettres et des sciences humaines de Bamako – Mali (ULSHB)
- Centre arabe des recherches et de l'étude des politiques
- Centre Européen de Formation Internationale (CEFI), Nice Sophia Antipolis

➤ Au niveau international

- Accord de coopération entre l'IRMC et le **Centre arabe des recherches et l'étude des politiques – CAREP**, 17 mai 2016.

- En 2016, le CAREP a pris en charge les billets d'avion de deux doctorants tunisiens retenus pour participer à l'école doctorale organisée à Bamako.

- Subventionner la publication : Actes du colloque « **Étrangers au Maghreb, Maghrébins à l'étranger** ».

- Accord cadre de coopération entre **l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne** et l'IRMC, annexé d'une convention d'application de cet accord cadre pour l'accueil des étudiants et une

deuxième convention d'application concernant la Chaire Sorbonne Maghreb, 15 mars 2016.

- Convention de coopération internationale, entre l'IRMC et **l'Université des Lettres et des sciences humaines de Bamako – Mali (ULSHB)**, 29 février 2016.

Cette convention a donné lieu à l'organisation de la première école doctorale itinérante à Bamako « *comment rédiger un projet de thèse, un doctorat ou un article académique* », 5-9 septembre 2016 à l'Université des lettres et des sciences humaines de Bamako.

- Accord cadre de coopération entre l'IRMC et **l'Università degli studi di Napoli L'Orientale (Italie)**, 17 octobre 2016.

Pays de la zone de compétence (Algérie – Libye)

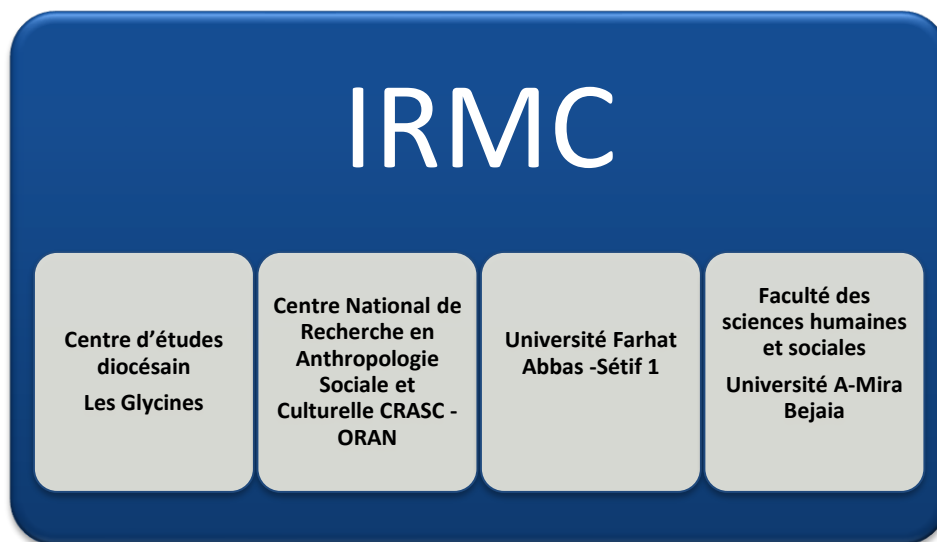
Algérie

1. Organisation d'un atelier doctoral en partenariat avec le CRASC Oran, au profit de 20 doctorants, algériens, marocains et tunisiens.

Le CRASC-Oran a pris en charge l'organisation logistique de l'atelier et les frais d'hébergement et l'IRMC a pris en charge les frais des billets d'avion des doctorants marocains et tunisiens retenus pour cette école doctorale.

Les travaux se sont déroulés du 13 au 16 novembre à Oran.

2. La candidature de quatre doctorants algériens a été retenue pour la participation à l'école doctorale de Bamako.
3. Appui à la mobilité des chercheurs algériens par le financement de titres de voyage sur le budget SCAC – Algérie, de et vers l'Algérie.
4. Une mission de Romain COSTA, responsable des publications à l'IRMC à la réunion organisée par le CRASC afin d'apporter son appui et son expertise au département de publication du CRASC Oran, 18 -20 avril Oran.
5. Appui à l'organisation du colloque international sur « *La question du religieux dans les pays arabes et musulmans* », 07 et 08 décembre 2016, CRASC Oran (prise en charge de 6 billets d'avion).



Libye

- Une convention avec l'université de Tripoli a été signée le 18 janvier 2017.
- Projet d'école doctorale au cours du printemps 2017.

Observatoire de la Libye

Voir la présentation des travaux sur la Libye, pages 28-29.

E.3.2 CHERCHEURS ET PERSONNALITES INVITES SUR LE BUDGET DE L'UMIFRE OU SUR AUTRES BUDGETS

- Objet, durée, financement par l'UMIFRE ou autre (à préciser) etc.
- Résultats obtenus

INVITE(E)	OBJET	PRISE EN CHARGE
Jean Marc Salmon, Enseignant chercheur	Présentation d'ouvrage « 29 jours de révolution : Histoire du soulèvement tunisien » 26 janvier à l'FT	Prise en charge de son billet par l'IFT Prise en charge de son séjour par l'IRMC
Dalila Senhadji, Architecte, docteur en patrimoine, maitre de conférences, département d'architecture. Faculté d'Architecture et de Génie-civil. Université des Sciences et de la Technologie Mohamed Boudiaf – USTO Oran	Conférence « Architecture culturelle chrétienne et conquête coloniale. Oran 1831-1913 » IRMC, 22 janvier	Prise en charge de son billet d'avion par l'IRMC (dotation SCAC Algérie)
Gildas Simon, Géographe, professeur émérite de l'Université de Poitiers, a fondé le laboratoire Migrinter (UMR CNRS 6588) et la Revue Européenne des Migrations internationales (REMI). Direction scientifique du « Dictionnaire des migrations internationales. Approche géohistorique » (150 contributeurs) A. Colin 2015	Conférence « De la Tunisie des années 1970 à l'espace mondial et au temps long : le changement d'échelle est-il un impératif dans une vie de chercheur en migrations ? » IRMC, 15 février	Prise en charge du billet d'avion par l'IRMC (dotation MAEDI)
Leyla Dakhli, chargée de recherche au CNRS, centre Marc Bloch (Berlin) docteur en histoire, spécialiste de l'histoire intellectuelle et sociale du monde arabe contemporain	Présentation d'ouvrage « Histoire du Proche-Orient contemporain » IRMC, 17 février	Sans frais
Geneviève Goussaud Falgas, Docteur en histoire. Membre associée au Laboratoire FRAMESPA/CNRS. Maison de la recherche, Université Jean-Jaurès, Toulouse II	Présentation d'ouvrage : « Français de Tunisie de 1881 à 1931 » IRMC, 4 mars	Prise en charge du billet d'avion par l'IRMC Le séjour est pris en charge par l'Université de la Manouba
Emmanuel Laurentin, Producteur de La Fabrique de l'Histoire, sur France Culture	Emissions et documentaires radiophoniques France Culture 24-29 mars 2016	Prise en charge des billets d'avion par l'IFT Prise en charge de l'hébergement par l'IRMC

Renaud Dalmar, réalisateur – représentant CFDT, Radio France Eric Audra, Radio France		
Michel Singleton, Professeur émérite d'anthropologie, Université de Louvain	Conférence « Du bon usage de l'épistémologie en anthropologie » 15 avril à l'IRMC	Prise en charge du billet d'avion et des frais d'hébergement (dotation MAEDI)
Myriam Bacha, Historienne de l'art, chercheure associée à l'IRMC	Conférence « La sauvegarde des médinas de Tunis et de Sfax pendant le protectorat : règlements de protection et contestation des notables locaux » 16 avril à l'IRMC	Sans frais
Béatrice Hibou, Directrice de recherche au CNRS, Centre d'études et de recherches internationales (CERI), Sciences Po Paris	Conférence L'Etat d'injustice au Maghreb : Maroc et Tunisie », 8 avril à l'IFT	Billet pris en charge par l'IFT Hébergement pris en charge par l'IRMC (dotation MAEDI)
Daniel Rivet, Professeur émérite d'histoire, Université Paris 1	Présentation d'ouvrage « Un acteur compris de la décolonisation : Le général Edouard Méric (1901-1973) », le 19 avril à l'ISHTC	Prise en charge du billet d'avion par l'IRMC Le séjour est pris en charge par l'Université de la Manouba
Smain Laachar, Sociologue et auteur Centre d'étude des mouvements sociaux (CEMS), CNRS-EHESS	conférence Réalité sociale et réalité psychique : langues et identités en questions , dans le cadre du <i>Colloque de la Revue Passages et du Comité Freud</i> Les « printemps arabes » entre effacement et inscription , 23-24 avril à l'IFT	Prise en charge par l'IRMC de son billet d'avion et de son hébergement à Tunis
Mohand Akli Hadibi, Enseignant chercheur Département de langue et culture berbère Maxime Parodi, Sociologue OFCE Sciences Po Abderrahmane Rachik, Sociologue Marc Breviglieri, Professeur à la haute école spécialisée (HES) de Genève Béatrice Hibou, Directrice de recherche au CNRS	Communication programme de recherche Economies morales et légitimités politiques au Maghreb. Perspectives comparées sur les sentiments d'injustice et le bien commun . « Sentiments d'injustice et mobilisations collectives au Maghreb », 11 et 12 avril à Tunis	Prise en charge par l'IFT de trois billets d'avions Prise en charge d'un billet d'avion par l'IRMC (dotation SCAC Algérie) Les frais d'hébergement, de restauration et des transferts, t pris en charge par l'IRMC.

Hédia Baraket et Olfa Belhassine, journalistes	Présentation d'ouvrage « Ces nouveaux mots qui font la Tunisie », 3 mai à l'IRMC	Sans frais
Eric Fassin, Université Paris VIII	Journée d'études « L'homosexualité au Maghreb, entre droits et libertés », 7 mai à l'IRMC	Prise en charge de l'hébergement et du transfert par l'IRMC
Rafâa Tabib, Anthropologue, architecte urbaniste, enseignant chercheur à l'Université de la Manouba	Présentation d'ouvrage par l'auteur « La Chamelle d'Allah aux sources du chaos libyen », 24 mai à l'IRMC	Sans frais
William Berthomière, Chercheur CNRS – Laboratoire MIGRINTER, Poitiers - France	Animation d'un séminaire « L'image pour saisir les dynamiques migratoires contemporaines », 18 mai à l'IRMC	Prise en charge par l'IRMC de son billet d'avion et de son hébergement
Choukri Hmed, Maitre de conférences en science politique, Université Paris Dauphine – Paris Sciences et Lettres (PSL), chercheur à l'IRISSO, UMR7171 CNRS.	Présentation du n° 211-212 d'ACTES de la recherche en sciences sociales, mars 2016 « Révolutions et crises politiques Maghreb/Machrek » 2 juin à l'IFT	Sans frais
Jean Fontaine, Conservateur de la bibliothèque de l'IBLA 1965-1977 Directeur de la revue IBLA de 1977-2008	Présentation débat autour de l'ouvrage « Du côté des salafistes en Tunisie » 29 septembre à l'IFT	Sans frais
Layla Baamara, sciences Po, CHERPA Thomas Glesner, AMU TELEMME Alessandro Buono, EHESS, CRH Juline Puget, UQAM Iris Seri-Hersch, AMU, IREMAM Eena Bevilacqua, EHESS, Sapienza	Colloque international « Voisinage et appartenance, droits, obligations, conflits », Tunis 20-21 octobre	Prise en charge par le GDRI « Appartenances locales et communautés politiques »
Vincent Geisser, IREMAM/MMSH Eva-Christine Schmidt, Berlin Graduate School Muslim Cultures and Societies Sarah Ben Nefissa, Institut de recherche sur le Développement, le Caire Sarah Tonsy, CHERPA, IEP d'Aix-en-Provence Giulia Cimini, Université de Naples	Colloque International « Transformation des régimes et recompositions des élites dans le monde arabe après 2010-2011 : une approche comparée » Tunis, 20-21 octobre	L'IRMC a pris en charge deux billets d'avion Les laboratoires respectifs des participants et Konrad Adenauer Stiftung a pris en charge le reste des billets. L'hébergement de tous les participants est pris en charge par Konrad Adenauer Stiftung

Beatrix Tomé Alonso, Université de Madrid Mhammed Belarbi, Faculté de Droit Rabat-Agdal Emmanuel Alcaraz, ISP, Université de Nanterre Emanuel Lazar Hardy Ostry, Konrad-Adenauer-Stiftung Irmina Matonyte, Université de Management et économie, Lituanie Frédéric Sawicki, Université Paris 1 Panthéon Sorbone Michel Camau, IEP d'Aix-en-Provence		
Layla Baamara et Marine Poirier, IEP d'Aix, CHERPA Camille Floderer, Doctorante en Science Politique. Laboratoire CHERPA, IEP d'Aix-en-Provence	Présentation d'ouvrages « <i>Faire campagne, ici et ailleurs. Mobilisations électorales et pratiques politiques ordinaires</i> » 25 octobre à l'IRMC	Invitées dans le cadre des colloques « <i>Voisinage et appartenance, droits, obligations, conflits ...</i> » et « <i>Les Transformation des régimes et recompositions des élites dans le monde arabe après 2010-2011 : une approche comparée</i> »
Michel Camau, IEP d'Aix-en-Provence Vincent Geisser, IREMAM/MMSH Yasmina Bouagga, Laboratoire Triangle Mathilde Zederman, doctorante à la SOAS, Londres Michael Béchir Ayari, International Crisis Group Nicloas Dot Pouillard, Institut français du Proche-Orient/WAFAW Déborah Perez, Doctorante IEP d'Aix-en-Provence Choukri Hmed, Université Paris-Dauphine Hélà Yousfi, Maître de conférences, Université Paris-Dauphine Abir Kréfa, Centre Maurice Halbwachs Farida Soula, CERI/ISSRC	Journées d'études autour de Michel CAMAU « <i>Actualité de la question autoritaire en Tunisie</i> », Grande conférence publique de Michel CAMAU « <i>Le mythe de l'exception tunisienne</i> », ANT	Prise en charge du billet d'avion de Michel Camau par l'IRMC Les billets des participants sont pris en charge par l'IFT, leurs laboratoires et le WAFAW L'IRMC a pris en charge les hébergements

Fabio Meroné, MENARG , Université de Grand Maha Abdelhamid, Doctorante Université de Nanterre Paris X/IRMC Myriam Catusse, IFPO		
--	--	--

E.3.3 ACTIONS MENEES DANS LA ZONE GEOGRAPHIQUE DE COMPETENCE

ACTIONS DANS LA ZONE DE COMPETENCE	
Pays	Activités (objet, durée etc.)
Algérie	Oran : Réunion de travail sur les perspectives de collaboration entre l'IRMC, le CRASC-Oran et le CEMAO, Le 04 février :
Algérie	Oran : Mission de Romain COSTA, responsable des publications à la réunion organisée par le CRASC afin d'apporter son appui et son expertise au département de publication du CRASC Oran, 18 au 20 avril.
Algérie	Oran : Atelier méthodologique : « Les enquêtes quantitatives et qualitatives en sciences sociales (les approches et les techniques) » CRAS-Oran / IRMC Du 13 au 16 novembre 2016
Algérie	17 Bourses SCAC Algérie au profit de doctorants soit algériens, soit travaillant sur l'Algérie. 9 bourses d'un mois 4 bourses de deux mois
Algérie	Projet d'un ouvrage collectif : L'Algérie au Présent Lancement de l'appel à proposition « La jeune recherche en sciences sociales en Algérie », publication prévue en 2017.

E.3.4 MISSIONS DE L'EQUIPE DE RECHERCHE EN DEHORS DU PAYS DE LOCALISATION (DIRECTION, CHERCHEURS)



MISSIONS HORS PAYS DE LOCALISATION	
Pays	Activités, objet, durée etc.
	Karima DIRECHE
France	Le 18 janvier à Paris : Réunion avec le représentant du conseil européen des relations internationales et européennes à Paris Le 19 janvier à Nantes : réunion du conseil d'administration de la Fondation Institut d'études avancées de Nantes
Algérie	Le 04 février à Oran : Réunion de travail sur les perspectives de collaboration entre l'IRMC, le CRASC-Oran et le CEMA.
France	Le 08 février à Paris : Réunion avec M. Emanuel Lafont Rapnouil, Directeur du bureau de Paris de l'ECFR (European Council for Foreign Affairs).
Espagne	Du 07 au 10 mars à Madrid : Participation et contribution à l'école thématique « <i>Justices et transitions politique en Méditerranée occidentale, acteurs, mémoires, archives</i> », co-organisée avec la Casa de Velasquez.
France	Du 17 au 19 mars : Participation et contribution au Forum de la Méditerranée. Sciences humaines et sociales, MuCEM – Villa Méditerranée, Marseille.
France	Du 23 au 24 mars à Paris : Participation et contribution au colloque international « Minorités en Méditerranée au XIXe siècle. Identités, identifications, circulations », au Centre d'histoire de Sciences Po.
France	Le 1^{er} avril 2016 à Paris : Réunion du Conseil Scientifique du Pôle Maghreb (MAEDI) ; présentation du rapport d'activités 2015
France	Du 29 avril au 03 mai à Marseille : Présentation des activités de l'IRMC auprès de la présidence d'Aix-Marseille Université. Réunion de l'école doctorale 355 Espace-Cultures-Sociétés.
France	Le 27 mai à Paris : Participation à l'assemblée générale de l'AGIS et à la présentation des prix des lauréats. Assister à la cérémonie de remise des prix de thèses 2016 sur le Moyen Orient / Mondes Musulmans, Université Paris-Sorbonne, 27 mai. Du 31 mai au 1^{er} juin à Lyon : Participation et contribution aux Journées d'études <i>Images et mémoires : visibilité et invisibilité de la guerre en Algérie</i>, Maison internationale des Langues et des Cultures MILC.
France	Du 04 au 11 juin à Marseille : Le 6 juin : Réunion du comité scientifique de l'Année du Maghreb à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM) - Université Aix-Marseille. Le 07 juin : Aix-Marseille Université : présentation des activités de l'IRMC au président d'Aix-Marseille Université Villa de la Méditerranée – Marseille : Présentation d'une conférence « Les nouvelles politiques berbères au Maghreb »

	Le 10 juin : Réunion du comité de programmation et d'évaluation scientifique du MuCEM.
France	Du 13 au 17 juin à Marseille : Participation et contribution à l'école d'été des études euro-méditerranéennes « <i>Le gouvernement des migrations en Méditerranée : acteurs, normes, espaces, dispositifs</i> », à l'IEP d'Aix, CHERPA
Mali	Du 5 au 8 septembre à Bamako (Mali) : Participation et contribution à l'école doctorale itinérante et annuelle en sciences sociales « L'écriture scientifique, comment rédiger un projet de thèse, un doctorat ou un article académique », l'Institut de sociologie et anthropologie de l'Université des lettres et des sciences humaines ULSHB de Bamako - Mali. Rencontre avec la Ministre malienne de l'enseignement supérieur et de la recherche
France	Le 9 septembre à Marseille : Réunion de travail CPES, MuCEM Du 12 au 14 septembre : Paris, Meaux et Verdun : Participation au colloque international « Afrique du Nord et Afrique subsaharienne dans la Grand Guerre (1914 – 1918). Patrimoine, commémoration, transmission ». Le 13 septembre : Réunion avec M. Emmanuel Alexandre du service partenariat et valorisation, à la délégation du CNRS Michel Ange concernant le projet ERC TARICA.
France	Le 05 octobre à Paris : réunion avec le comité d'évaluation des Ecoles Françaises à l'Etranger –EFR-, au siège du HCERES, rue Albert Einstein à Paris. Du 6 au 9 octobre à Blois : participation et contribution à la 19 ^{ème} édition du festival « Les Rendez-vous de l'Histoire de Blois ».
France	Du 13 au 19 octobre : Le 14 octobre à Aix en Provence : réunion du comité de rédaction et du conseil scientifique de la revue <i>l'Année du Maghreb</i> Le 17 octobre à Paris : participation à la réunion des directeurs d'unités de l'Institut des sciences humaines et sociales/CNRS. Le 18 octobre à Paris : réunion des directeurs des UMIFRE.
France	Du 03 et 04 novembre à Lyon : Participation et contribution au Forum « <i>Enseigner les mondes musulmans</i> », à l'Université de Lyon – ENS de Lyon et présentation de la conférence de clôture « <i>Inscrire les mondes musulmans dans le récit national</i> », le 04 novembre, Amphi Descartes.
Algérie	Du 12 au 17 novembre à Oran : Dans le cadre de l'atelier méthodologique « <i>Les enquêtes quantitatives et qualitatives en sciences sociales. Les approches et les techniques</i> », co-organisé par l'IRMC et le Centre de Recherche et d'Anthropologie Sociale et Culturelle (CRASC/Oran) à Oran du 13 au 16 novembre.
	Jérôme HEURTAUX - chercheur
Emirates arabes	Du 16 au 29 janvier à Abu-Dhabi : Mission d'enseignement à l'Université Sorbonne Abu Dhabi : cours <i>d'introduction à la science politique à travers les révoltes arabes</i> .
France	Le 29 janvier au 04 février à Paris Intervention au séminaire « Histoire et sciences sociales en révolution : un paradigme tunisien ? », de Jocelyne Dakhli, EHESS Paris Réunion pour la préparation de la sortie de l'ouvrage « <i>Les sens du vote</i> ».
France	2 février : « Transitions postcommunistes et révoltes arabes. Pour une comparaison vagabonde », Séminaire « Un paradigme tunisien ? Histoire et sciences sociales en révolution » (Jocelyne Dakhli).
	Du 07 au 10 avril à Paris : Présentation d'une conférence à l'IREMMO : " <i>Tunisie an V</i> " Animation d'un séminaire sur la Pologne à l'Université de Nanterre
Belgique	Du 18 au 20 avril à Bruxelles : Participation à la réunion de lancement du projet européen de recherche « Horizon 2020 - <i>Bonnes intentions, résultats mitigés – Mise à jour de l'approche de l'Union européenne par rapport aux conflits et mécanismes de crise</i> - EUNPACK », en sa qualité de responsable scientifique.

Bulgarie	Le 25 avril à Sofia : .Participation au colloque international « <i>25 ans de crises, contestations, mobilisations</i> », et présentation d'une communication « <i>Que peut-on apprendre d'une crise ? les révoltes arabes à la lumière des "transitions" postcommunistes</i> » à Sofia, Institut français de Bulgarie
Maroc	Du 26 au 27 mai : Participation au colloque international sur « <i>L'élite des politiques au Maghreb. Pour une autre sociologie de l'action publique</i> », au siège de l'ENSA à Rabat, et présentation d'une communication intitulée « <i>Cadre de l'ancien régime et action publique en Tunisie</i> ».
Pologne	24-29 juillet : « The Words of the Defeat: Elites of the Old regime towards Revolution in Tunisia (2011-2015) », RC02 Political elites (coord. Maurizio Cotta), Congrès de l'IPSA, Poznan.
Mali	Du 5 au 9 septembre Bamako (Mali) : Participation à l'école doctorale itinérante et annuelle en sciences sociales « <i>L'écriture scientifique, comment rédiger un projet de thèse, un doctorat ou un article académique</i> », à l'Institut de sociologie et anthropologie de l'Université des lettres et des sciences humaines ULSHB de Bamako - Mali.
USA	Du 15 au 22 novembre : Le 16 novembre : Conférence publique sur le thème : " <i>Denying Human Rights Abuses. Ben Ali's Elites towards the Past in Tunisia (2011-2016)</i> ", sur invitation du professeur Ruti Teitel à la New York Law School Du 17 au 20 novembre : Participation au congrès de la SSHA (Social Science History Association) à Chicago, intervention au panel " <i>Crises and Institution Building : Reflections around the Emergence and Effects of Rule and Norms</i> ". Présentation d'une intitulée « <i>Law and Regime Change : A comparative Approach (Poland-Tunisia)</i> ».
France	14 décembre à Paris : Présentation d'un exposé sur la situation politique en Tunisie au siège de l'Organisation internationale de la francophonie.
Alia GANA - chercheure	
France	Du 12 au 16 janvier : Le 13 janvier : Réunion du comité de thèse de Suleymane Diallo, doctorant sous la direction d'Alia Gana. Le 14 janvier : Réunion du comité de publication de l'ouvrage « <i>Agricultures familiales dans les Suds</i> ». Le 15 janvier : Réunion de travail avec Gilles Van Hamme et Marie Vannetzel consacrée à l'analyse des données d'enquêtes PROCELEC.
France	Du 20 au 23 janvier : Participation à la réunion du comité scientifique de la publication " <i>Villes et campagnes en relations: Regards croisés Nord-Sud</i> ", Paris, Université Paris 1
Espagne	Du 07 au 10 mars à Madrid : Participation à l'école thématique « <i>Justices et transitions politique en Méditerranée occidentale, acteurs, mémoires, archives</i> », co-organisée avec la Casa de Velasquez.
France	Le 16 mars à Grenoble : Participation et animation d'un atelier au colloque du GIS Collège International des Sciences du Territoire « <i>En quête de territoire</i> » Grenoble Université. Du 21 au 22 mars Paris : Participation au conseil scientifique de la fondation FARM.
France	Du 17-20 avril à Paris : Participation au colloque « <i>Genèses des radicalisations : sciences du comportement et remédiation</i> », au siège social du CNRS.
Allemagne	Le 22 juin à Berlin : Réunion de travail avec le professeur Gertel, professeur en géographie économique et sociale à l'université de Leipzig dans le cadre de l'ERC TARICA. Du 23 au 24 juin : Participation à l'Expert workshop « <i>Security versus development ? – Perspectives for Franco-German foreign and development policies in North Africa</i> ».
France	Le 28 juin à Paris : Réunion de travail, avec Mme Sophie Gabut et M. Emmanuel Alexandre du service partenariat et valorisation, au siège du CNRS pour finaliser le rapport éthique concernant le projet ERC TARICA. Le 29 juin : Soutenance de thèse de Elhadj Souleymane Diallo (sous la direction de Mme Alia Gana) à l'Université Paris 10.

Maroc	Du 17 au 20 juillet à Tanger : Participation à l'atelier 5 « <i>Enjeux climatiques, dégradation des sols, sécurité alimentaire et précarité</i> », organisé par l'IPEMED, RESOLIS, la Chaire Unesco en Alimentations du Monde, en partenariat avec l'Association des Régions de France et la Fondation Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée.
France	Le 13 septembre : Réunion avec M. Emmanuel Alexandre du service partenariat et valorisation, à la délégation du CNRS Michel Ange concernant le projet ERC TARICA. Le 15 Septembre : Réunion comité scientifique à la Fondation FARM. Le 16 septembre : Finalisation documents projet européen. Le 19 septembre : Participation à l'assemblée générale de la section 39 du CNRS.
Maroc	Le 23 septembre à Rabat : Participation au workshop « <i>Sociologie électorale du Maroc</i> », organisé par l'association Tafra et le CJB.
France	Le 04 octobre : Animation du séminaire du GIS/CIST « <i>Agricultures, territoires et développement durable</i> », CNRS, université Paris 1. Le 04 octobre : Une analyse commonsienne de l'existence et de la diversité des agroholdings en Russie, Université Paris-Diderot. Le 05 octobre : Participation au conseil scientifique de la Fondation Agriculture et Ruralité dans le Monde (FARM).
Liban	Du 10 au 16 octobre à Beyrouth : Participation au colloque international organisé dans le cadre du programme WFAW « <i>How economics matter</i> », IFEA, Beyrouth.
Egypte	Du 08 au 10 novembre au Caire : Participation à la réunion du lancement du Laboratoire Mixte International / LMI EtatRaR.
Allemagne	Le 04 novembre à Marburg : Participation au workshop sur les classes moyennes dans le monde arabe organisé par l'Université de Marburg
Paris	Du 06 au 17 décembre : Le 7 décembre : Visite médicale pour le CNRS Le 8 décembre : Animation séminaire " Agriculture et biodiversité " GIS/CIST. Le 9 décembre : Réunion avec directrice et directeur adjoint du LADYSS pour mise en place de l'ERC. Du 12 au 13 décembre : Réunion de travail avec Gilles Van Hamme à l'ULB et présentation de l'ouvrage " Elections et territoires en Tunisie ". Le 14 décembre : Animation de la conférence " Agriculture et migrations de travail " GIS/CIST. Le 15 décembre : Réunion finalisation ouvrage agriculture familiale.
Eric GOBE - chercheur	
Espagne	Du 07 au 10 mars à Madrid : Participation à l'école thématique « <i>Justices et transitions politique en Méditerranée occidentale, acteurs, mémoires, archives</i> », co-organisée avec la Casa de Velasquez.
France	Du 16 au 21 mars à Paris : Mission à Paris, participation aux journées d'études " Sociologie historique des avocats. Actualité de la recherche ", à l'Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines et présentation d'une contribution sur "Professionnalisation et discriminations juridiques coloniales : " Les avocats dans la Tunisie du protectorat "
Maroc	Du 25 au 28 mai à Rabat : Participation au colloque international sur « <i>L'élite des politiques au Maghreb. Pour une autre sociologie de l'action publique</i> », au siège de l'ENSA à Rabat, Du 26 au 27 mai : Présentation d'une communication intitulée « <i>Des élites sectorielles en conjoncture fluide : professions judiciaires et action publique dans la Tunisie de Ben Ali</i> ».
France	Le 6 juin 2016 à Aix-en-Provence : Réunion du comité scientifique de l'Année du Maghreb à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM) - Université Aix-Marseille.

France	Du 12 au 14 octobre à Aix-en-Provence : Participation aux journées d'études sur "<i>La décentralisation dans le monde arabe</i>" du 12 au 14 octobre 2016. Présentation d'une contribution "<i>De la dialectique du local et du national. Comment représenter le peuple dans la Tunisie post-Ben Ali</i>". Participation au conseil scientifique de <i>L'Année du Maghreb</i>
Belgique	Du 24 au 28 octobre à Bruxelles : Professeur invité à la MSH de l'Université Libre de Bruxelles pour la présentation de trois interventions sur <i>les avocats en Tunisie</i> : deux à la faculté de droit une intervention à la MSH dans le cadre d'un séminaire organisé par l'Observatoire des mondes arabes et musulmans (OMAM).
France	Du 17 au 21 novembre à Aix-en-Provence : Assister aux réunions des comités de suivi de thèse, Cherpa - Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence.
Enrique KLAUS	
Maroc	Du 12 février au 05 mars : Travail de terrain et réalisation d'entretiens dans le cadre de l'axe 3 du programme de recherche « <i>Changements politiques et transformations médiatiques au Maghreb</i> ».
France	Du 20 au 22 septembre à Nancy : Participation à la journée d'études « <i>Pratiques d'écriture et de réécriture à l'interface des sciences et du journalisme</i> », organisé par le CREM à la présidence de l'Université de Lorraine – Nancy.
Egypte	Du 30 septembre au 03 octobre : Participation au festival Cairo Comix et modération d'une table. Le 02 octobre : Coordinateur scientifique du séminaire « <i>génération BD, influence et référence dans la bande dessinée arabe contemporaine</i> » et présentation d'une communication « <i>Faire école à l'ombre d'un pôle culturel d'influence : le cas du Maroc et de la Tunisie</i> »
Algérie	Du 12 au 17 novembre à Oran: Dans le cadre de l'atelier méthodologique « <i>Les enquêtes quantitatives et qualitatives en sciences sociales. Les approches et les techniques</i> », co-organisé par l'IRMC et le Centre de Recherche et d'Anthropologie Sociale et Culturelle (CRASC/Oran) à Oran du 13 au 16 novembre
Imed MELLITI	
France	Du 29 janvier au 1^{er} février à Paris : Réunion de l'exécutif du bureau de l' AISLF.
Maroc	Marrakech : Le 20 mars : Participation à la réunion du bureau de l' AISLF. Du 21 au 24 mars : Participation à la session doctorale internationale du Ré-doc organisée sous le titre « <i>La sociologie au défi des transformations du lien social : question de méthode</i> ». Rabat : Le 25 mars : intervention dans le cadre du séminaire doctoral de l'EGE à Rabat.
Canada	Du 02 au 09 juillet à Montréal : Participation au XXe congrès de l'Association internationale des sociologues de langue française, l' AISLF, « <i>Société en mouvement, sociologie en changement</i> », Montréal, Québec, 4 - 8 juillet 2016 à l'université du Québec à Montréal (UQAM).
Mali	Du 05 – 9 septembre : Bamako (Mali) : Participation à l'école doctorale itinérante et annuelle en sciences sociales « <i>L'écriture scientifique, comment rédiger un projet de thèse, un doctorat ou un article académique</i> », à l'Institut de sociologie et anthropologie de l'Université des lettres et des sciences humaines ULSHB de Bamako - Mali.
Algérie	Du 12 au 17 novembre à Oran : Dans le cadre de l'atelier méthodologique « <i>Les enquêtes quantitatives et qualitatives en sciences sociales. Les approches et les techniques</i> », co-organisé par l'IRMC et le Centre de Recherche et d'Anthropologie Sociale et Culturelle (CRASC/Oran) à Oran du 13 au 16 novembre

	Sonia-Hasnia MISSAOUI
France	Du 18 janvier au 05 février à Toulouse : Préparation du numéro « Mobilités, migrations inter-transnationales et réseaux sociaux : regards croisés empiriques et méthodologiques », en coordination avec Stéphanie Lima (MCF, Géographie, Université Champollion, LISST-Cieu) et Jérôme Lombard (DR Géographie, IRD, Prodig), dans la Revue (EPS) Espace, Populations et Sociétés. Le lancement du numéro fin janvier – début février
France	Du 7 au 11 mars à Toulouse : Préparation du colloque SMS qui aura lieu du 11 avril au 13 avril 2016 à Toulouse
France	Du 28 mars au 12 avril : Du 30 au 31 mars : rencontre avec une association toulousaine d'accueil des réfugiés syriens dont certains sont passés par la Tunisie. Le 05 avril : réunion autour du projet MONDISMAG du PHC MAGHREB TRANSVERSAL 2016 Du 7 au 8 avril : participation aux journées des doctorants du LISST-Cers : Le 11 avril : Intervention colloque du Labex SMS : MoRéMi « Structuration des mondes sociaux »
France	02 au 09 mai à Toulouse : Participation et intervention aux journées des permanents.
France	Du 19 avril au 29 mai à Toulouse : Réunions de travail sur le numéro de EPS « Mobilités, migrations inter-transnationales et réseaux sociaux : regards croisés empiriques et méthodologiques ».
France	Du 6 au 19 juin à Toulouse : Retranscription d'entretiens dans le cadre du programme « Mobilités, réseaux et migrations : articulation entre le commerce transnational et les transmissions selon une approche par les réseaux sociaux ». Du 20 au 25 juin : Poitiers pour les 30 ans de Migrinter Du 30 juin au 4 Juillet Lille et Paris : Assister à une réunion autour du numéro de la revue EPS dans le cadre de MoRéMi Du 5 juillet au 22 juillet : Ecriture dans le cadre du programme « Mobilités, réseaux et migrations : articulation entre le commerce transnational et les transmissions selon une approche par les réseaux sociaux ».
France	13 octobre : intervention et organisation d'une session MoRéMi dans le cadre de la 5e journée Inter-Congrès RT 26 –AFS, 10ème journée ResTo (Labex SMS), GDR - Analyse des Réseaux en Sciences Humaines et Sociales. Session intitulée « Réseaux, circulations, échanges » et qui a eu lieu à l'Université Toulouse Jean Jaurès.
	Isabelle GRANGAUD
France	Le 15 janvier : Participation au séminaire « L'appartenance locale et ses droits (Maghreb et Europe occidentale à l'époque moderne) » avec Simona Cerutti, à EHESS, Paris.
France	Le 4 février : - Réunion à l'INALCO autour d'un projet "source et histoire du Maghreb", en vue d'un séminaire et d'une publication - Réunion de l'équipe des responsables scientifiques du GDRI "appartenance locale et communauté politique". Le 5 février : Journée d'étude « Hors marché : l'appartenance locale et les biens soustraits à la circulation », Du 08 au 17 février à Marseille Série de réunions pour la mise en place de la coordination administrative et scientifique du projet: « L'appartenance locale en Méditerranée. Relations sociales, droits, revendications » (PALOMED), LabexMed APRIMED (2016-2018) Le 18 février : IISMM, Paris : « Nouvelles perspectives sur l'histoire du Maghreb (XVIII°-XXI° siècle) » avec Alain Messaoudi, Claire Fredj et Dominique Casajus.

	Le 19 février : EHESS, Paris : « L'appartenance locale et ses droits (Maghreb et Europe occidentale à l'époque moderne) » avec Simona Cerutti. Du 20 au 22 février à Marseille : Recherche bibliographique à la médiathèque de la MMSH
France	Le 16 mars : Réunion avec S. Cerutti, J. Malois, T. Glesener pour la préparation de réponse à une ANR « citoyenneté et propriété au nord et au sud de la Méditerranée » Le 17 mars : « Nouvelles perspectives sur l'histoire du Maghreb (XVIII – XXI siècle) » avec Alain Messaoudi, Claire Fredj et Dominique Casajus, IISMM, Paris. Le 18 mars : « L'appartenance locale et ses Droits (Maghreb et Europe occidentale à l'époque moderne) » avec Simona Cerutti, à EHESS, Paris.
France	Le 18 mai : EHESS Paris : réunion d'organisation pour la préparation d'un dictionnaire sur l'appartenance locale en méditerranée dans le cadre du programme PALOMED Le 19 mai : IISMM Paris : j'ai trois rendez vous : « Nouvelles perspectives sur l'histoire du Maghreb (XVIII°-XXI° siècle) » avec Alain Messaoudi, Claire Fredj et Dominique Casajus Le 20 mai : EHESS, Paris : « L'appartenance locale et ses droits (Maghreb et Europe occidentale à l'époque moderne) » avec Simona Cerutti.
Italie	Le 06 juin à Rome : Participation à la table ronde sur « les transitions d'empires aux XIXe-XXe siècle : de l'utilité des pre-colonial studies », à l'école française de Rome.
France	Paris : Du 13 au 14 juin : Interviews avec Alain Messaoudi dans le cadre de la préparation d'un numéro en hommage à Fanny Colonna à paraître dans IBLA. Le 15 juin : INALCO Paris : Réunion du groupe Maghribiya Le 16 juin : IISMM, Paris : « Nouvelles perspectives sur l'histoire du Maghreb (XVIII°-XXI° siècle) » avec Alain Messaoudi, Claire Fredj et Dominique Casajus. Le 17 juin : EHESS, Paris : « L'appartenance locale et ses droits (Maghreb et Europe occidentale à l'époque moderne) » avec Simona Cerutti. Marseille : Du 21 et 22 juin à : Réunion PALOMED, préparation de la rencontre à Tunis "Voisinage", organisée dans le cadre du GDRI "Appartenance locale" Le 24 juin : complément de recherche documentaire sur le projet éditorial : Transition d'empire.
France	A Marseille et Aix-en-Provence Du 22 au 31 août : Mission archivistique aux ANOM. Du 1^{er} au 2 septembre : Réunions de travail GDRI et Palomed.
	Le 09 octobre à Blois : Participation à la table ronde « Désenclaver l'histoire de l'Algérie coloniale », dans le cadre du 19^{ème} rendez vous de l'Histoire à Blois.
France	Marseille, 17 novembre : Réunion avec Jean-Baptiste Xambo et Thomas Glesener autour du programme Palomed Paris, 18-19 novembre : Le 18 novembre : IISMM, Paris : « Nouvelles perspectives sur l'histoire du Maghreb (XVIII°-XXI° siècle) » avec Alain Messaoudi, Claire Fredj et Kahina Mazari. Le 19 novembre : EHESS, Paris : « Citoyennetés : analyses comparatives au nord et au sud de la Méditerranée » avec Simona Cerutti.
Algérie	Alger : 22-29 novembre : Enquête sur les processus de constitution des fonds d'archives.
	Aymen BELHADJ
Sénégal	2 février : La violence dans tous ses états, université Chikh Anta Diop, Dakar : département de philosophie « jeunes et engagement dans le terrorisme jihadiste, quels facteur explicatifs ? »
Liban	12-14 octobre : Beyrouth : How Economicsmatter, L'an V des Révolutions au prisme de l'économie et du social, « Profiter du clientélisme, dénoncer la corruption : un faux paradoxe ? »
	Monia LACHHEB
France	Mai : Participation à la Journée d'Etude de la Société Française d'Histoire des Outre-Mers (SFHOM) sur Le corps en perspectives. Représentations, pratiques et prises en charge, avec une

	communication : « Construction du corps des femmes dans la Tunisie coloniale. Négociation ou métissage ? », Paris.
Tanzanie	Novembre : Participation à la Conférence Internationale : Les transformations corporelles. Structures et dynamiques de l'esthétique et aspirations d'une Afrique en mutation, organisée par le Conseil pour le développement de la recherche en Afrique (CODESRIA) avec une contribution intitulée : « Penser le corps en Afrique et au-delà », Dar Es Salem – Tanzanie.
	Myriam ACHOUR
Norvège	29-30 mai, Oslo : "Language in 2016: Centralizing the margin. Anthropological notes from Tunisian language use on Facebook", communication dans l'atelier "Living 2016: Cultural Codes and Arrays in Arab Everyday Worlds—five years after the "Arab Spring"", Department of culture studies and oriental languages (IKOS), Faculty of humanities.
France	5-7 juillet, Paris : « Approches comparatives et hétérogénéité des acteurs », communication dans le panel « Les Afriques au prisme de l'anthropologie de la parole : terrains et objets en contexte globalisé » (coordonné par Sandra Bornand et Alice Degorce), 4 ^{ème} Rencontres des études africaines en France (REAF), INALCO.



F / PROSPECTIVE

F.1 STRATEGIE SCIENTIFIQUE A MOYEN ET LONG TERME (ÉVOLUTION DES AXES DE RECHERCHE, NOUVELLES ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES PROGRAMMÉES OU ENVISAGÉES ETC.)

Le renouvellement en septembre 2017, d'une grande partie de l'équipe de recherche, ne permet pas d'établir une prospective scientifique ne sachant pas, à l'heure où ce rapport d'activités est rédigé, la nature des thématiques des chercheurs en contrat MAEDI et en affectation/délégation CNRS à la rentrée prochaine. Le (ou la) successeur(e) de la directrice actuelle s'installera pour un mandat de quatre ans et impulsera la politique scientifique qui lui sera propre en fonction des nouveaux programmes de recherche.

Pour l'heure, les activités et les axes de recherches pour lesquelles je me suis engagée sont les suivants :

Programme GEFE-GEGRIS, genre, résistances et innovations sociales dans l'espace euroméditerranéen en situation de crise(s) : TELEMME (Aix-en-Provence)/IRMC

Les sociétés euro-méditerranéennes ont construit leur organisation socio-politique sur la bi-catégorisation et la hiérarchisation des sexes et, aussi bien au Nord qu'au Sud, la structuration familiale a déterminé les rôles sociaux assignés aux femmes et aux hommes, les systèmes axiologiques et les normes légitimes de comportements (sociaux, sexuels, familiaux, professionnels, etc.). En temps de crises sociétales, politiques, économiques, religieuses — l'ordre établi est remis en question. Les bouleversements politiques comme les révolutions, les guerres de colonisation, de libération, les guerres civiles ou inter-Etats, les révoltes populaires, les crises migratoires modifient les normes socio-politiques et interrogent les places respectives des individus et reconfigurent les catégories genrées. Collectivement et/ou individuellement, chacun-e peut être amené à se positionner dans un contexte empreint

d'incertitudes, en (ré-)agençant les normes de genre. Cela implique des résistances, des adaptations voire des innovations qui sont porteuses de transformations. Ce sont ces phénomènes que le groupe d'action-recherche GEGRIS se propose d'explorer en prenant pour champ l'ensemble de l'espace euro-méditerranéen dans toute la diversité de ses réalités géographiques et de ses temporalités socio-politiques et en inscrivant ses recherches sur le temps long (Moyen-Age -XXI^{ème} siècle).

Le projet, résolument inter-disciplinaire et comparatiste, privilégiera du point de vue méthodologique, une approche interdisciplinaire et anti-systémique par l'exploitation notamment des apports de la *microstoria*, des *case studies*, tout en jouant sur les variations d'échelles.

Le lancement de l'ERC TARICA طريقة

Coordonné par Alia GANA, directrice de recherche au CNRS, ce nouveau programme de recherche, hébergé à L'IRMC, propose d'étudier les changements politiques et socio-institutionnels en Afrique du Nord, sous l'angle de la concurrence des modèles et de leur appropriation par les acteurs, afin de comprendre les processus qui déterminent la diversité des trajectoires nationales après les « printemps arabes ». Le projet TARICA a pour objectif d'analyser les transformations à l'œuvre dans cinq pays d'Afrique du Nord sous l'angle de la confrontation de divers modèles politiques, sociétaux et économiques, ainsi que comme produit de l'appropriation et de la réinterprétation qu'en font les divers acteurs. Il s'agit de saisir la manière dont différents acteurs publics, privés et associatifs se positionnent dans les espaces ouverts par l'effondrement ou la remise en cause des systèmes politiques autoritaires et d'analyser leurs stratégies en lien avec les modèles de référence et les registres normatifs qui inspirent leurs actions. Il s'agit notamment de cerner les facteurs et les processus qui rendent possible (ou qui empêchent), en fonction des contextes et des configurations nationales, la mise en place d'institutions ou de dispositifs mieux à même de gérer la diversité sociale, le pluralisme et les conflits d'intérêts qui opposent les divers groupes et d'éviter les

phénomènes de restauration autoritaire, comme en Egypte, ou la guerre civile et l'explosion du territoire, comme en Libye.

Les écoles doctorales :

Trois écoles doctorales sont prévues pour l'année 2017.

La première organisée au mois d'avril prochain à Tunis avec l'Université de Tripoli avec un enseignement bilingue arabe-anglais :

La seconde en septembre 2017 avec l'Université Gaston Berger de Saint-Louis du Sénégal (la deuxième édition de l'école doctorale itinérante Afrique de l'Ouest dont la première s'est déroulée à Bamako en septembre ;

La troisième à la fin de l'année 2107 à Rabat avec le Centre Jacques Berque avec un enseignement arabe-français. Cette dernière qui réunira des doctorants tunisiens, algériens et marocains permettra de lancer l'initiative d'un réseau inter-maghrébin de jeunes chercheurs.

Le stage de langue d'arabe intensif au mois de juin 2017

L'organisation d'un colloque international à Sétif (en Algérie) en octobre 2017 avec l'Université Ferhat Abbas 1 de Sétif sur la thématique *les patrimoines en péril au Maghreb*.

F.2 CALENDRIER PREVISIONNEL DES EVENEMENTS SCIENTIFIQUES ET DE CULTURE SCIENTIFIQUE

Janvier

Présentation d'ouvrage Alia Gana à l'IFT
Présentation d'ouvrage d'Imed Melliti à l'IRMC

10 janvier 2017 Palais de Qsar Saïd

Conférence organisée dans le cadre de l'exposition du palais Qsar Es Saïd *L'éveil d'une nation*

« Quand des esclaves gouvernaient la Tunisie ottomane. Les mamelouks des beys dans la seconde moitié du XIXe siècle », M'hamed

Oualdi, maître de conférences en histoire, institut national des langues et civilisations orientales (INALCO)/Université de Princeton.

18 janvier 2017 à l'IRMC

« Olivier-Clément Cacoub, un architecte de la Tunisie indépendante », Charlotte Jelidi

ATER (Histoire de l'architecture contemporaine - Histoire du patrimoine) à l'Université François Rabelais, Tours. Conférence organisée en partenariat avec Le Laboratoire d'Archéologie et d'Architecture Maghrébines (LAAM) de l'Université de La Manouba.



23 janvier 2017 à l'IRMC

Présentation d'ouvrage **"Tunisia as a Revolutionized Space of Migration"** de **Glenda Garelli**, Paul University (department of International Studies), Chicago et **Martina Tazzioli**, Swansea University (department of Geography), UK

24 janvier à l'Institut Français de Tunisie

Débat, **L'Islam en France et en Allemagne : Perceptions, défis et perspectives**, avec François Burgat (directeur de recherche CNRS émérite et Edmund Ratka, politologue fondation Konrad Adenauer (dans le cadre de la célébration de l'anniversaire du traité de l'Élysée)

26 janvier

La nuit des idées, Institut Français de Tunisie (participation Karima Dirèche, Jérôme Heurtaux, Enrique Klaus)

31 janvier

Conférence avec Leila Blili et Khalifa Khater à l'IRMC

Février

17 février 2017

Soutien à la journée inaugurale du cycle des conférences **Les rendez-vous de l'Histoire de Carthage. Le Monde arabe, de l'historiographie à l'Histoire** organisée par Al-Jamiaa Al-Maftouha en collaboration avec Beït-Hikma et l'Institut du Monde Arabe

Algérie-France, la mémoire décomposée ?

Participation : **Karima Dirèche, Amar Mohand Amer**, chercheur au CRASC, Oran

Mars

10-11 mars 2017

Table-ronde « **Min ajl Libya** », événement culturel et scientifique coordonné par l'Ambassade de France en Libye, l'Institut français de Tripoli et l'IRMC
Présentation d'ouvrage Nabil Mouline
2^{ème} quinzaine de mars

Avril

7 avril 2017

Conférence « **L'islamisme indonésien** » par Rémy Madinier, co-directeur du Centre Asie du Sud-Est (CASE) UMR 8170 CNRS-EHESS

21-22 avril 2017

Colloque international « **Justice et politique dans le Maghreb post-révoltes arabes Réforme, Institutions, Réconciliation** », proposé à l'organisation en collaboration avec la fondation Konrad Adenauer Stiftung.
Coordination scientifique : Eric Gobe

25 avril 2017

Présentation du numéro **Colonisation de La documentation photographique**
Romain Bertrand

Mai

5-6 mai 2017 ou 12 -13 mai, Journées d'étude

Citoyennetés locales au Maghreb. Les perspectives de la longue durée, Isabelle Grangaud

Mai 2017

Présentation d'ouvrage **Syrie, anatomie d'une guerre civile**, par l'auteur Gilles Dorronsoro, professeur de science politique Paris 1 Panthéon-Sorbonne, membre sénior de l'Institut Universitaire de France, PI, ERC Social Dynamics of Civil Wars

26 mai 2017 (Ramadan)

Charlotte Jelidi et Jean-Luc Arnaud
Voir Ahmed Saadaoui

Automne Conférence de **Jean Pierre Frey IFT** (dans le cadre du cycle commun de conférences avec l'IFT)

Les publications prévues pour 2017

Travail éditorial réalisé en 2016 à paraître au 1^{er} trimestre 2017 :

- Sihem NAJAR (dir.), 2017, *Penser la société aujourd'hui : la jeune recherche tunisienne en shs*, Tunis, IRMC-Med Ali éditions (langue arabe)
- Michael AYARI, 2017, *Le prix de l'engagement dans la Tunisie autoritaire : gauchistes et islamistes sous Bourguiba et Ben Ali (1956-2011)*, Paris, IRMC-Karthala, « Maghreb contemporain : nouvelles lectures, nouveaux savoirs ».
- Julien PELISSIER, 2017, *La Banque sans intérêt en Islam*, Paris, IRMC-Karthala, « Hommes et sociétés ».

Travaux éditoriaux engagés pour 2017 :

- Riadh BEN KHALIFA (dir.), 2017, *Etrangers au Maghreb, Maghrébins à l'étranger (XIXe-XXe siècles)*, Paris, IRMC-Karthala, « Hommes et sociétés ».
- Philippe CHAUDAT, Monia LACHHEB (dir.), 2017, *Transgression(s), la normalité et ses dépassements en Afrique du Nord*, Paris, IRMC-Karthala, « Hommes et sociétés ».
- Alia GANA (dir.), *Agricultures familiales, territoires et perspectives de développement*

dans les Suds, Paris, IRMC-Karthala, « Hommes et sociétés ».

- Enrique KLAUS (dir.), 2017, *Transitions médiatiques, transitions politiques au Maghreb*, Paris, IRMC-Karthala, « Hommes et sociétés ».

F.3 STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DES PARTENARIATS ET DES COFINANCEMENTS

La situation de crise installée, depuis 2008, a eu des effets sur la baisse progressive de nos subventions. Ainsi la dotation MAEDI a baissé de plus de 35% sur huit années. La situation financière de l'institut a été fragile depuis mon arrivée en septembre 2013 et les subventions accordées ne suffisent plus à financer la totalité des actions scientifiques de l'IRMC. Une des solutions réside dans le co-financement systématique des actions et des manifestations avec divers partenaires institutionnels (universités, centres de recherche, IFT), les fondations (CAREP ; Konrad Adenauer), les chancelleries européennes (UE, Belgique, Allemagne...).

Pour 2017, deux sources de financement nouvelles allègeront quelque peu le budget de l'Institut :

- La dotation annuelle, de 30.000 euros, versée par Aix-Marseille Université qui a émis le souhait d'être co-tutelle de l'IRMC ;
- Le projet européen ERC Advanced Grant, d'un montant de deux millions d'euros, financera le programme de recherche TARICA ; programme ambitieux qui couvre les cinq pays du nord de l'Afrique et mobilise un réseau académique d'une quarantaine de chercheurs internationaux ;

La reconnaissance de l'IRMC par la communauté scientifique méditerranéenne (nord et sud) attire de nombreuses demandes de partenariats qui impliquent *de facto* des cofinancements.

Il n'est plus possible pour l'IRMC d'assumer, seul dans sa totalité, les coûts liés à la réalisation de ses programmes de recherche et

des actions qui lui sont liées. Le co-financement est devenu la condition préalable pour toute réalisation de recherche.

F.4 EVOLUTIONS A PREVOIR EN TERMES DE RESSOURCES HUMAINES

En septembre 2017, l'équipe de chercheurs sera presque entièrement renouvelée. La directrice, Karima Dirèche, Jérôme Heurtaux, Enrique Klaus, Imed Melitti et Eric Gobe achèvent leur contrat.

Alia Gana, responsable scientifique du programme a demandé, auprès du CNRS, une année supplémentaire à son affectation pour suivre, au cours de l'année 2017-2018, le lancement du programme ERC. Le projet a officiellement démarré le 1^{er} janvier 2017 et le séminaire de lancement aura lieu à Tunis du 16 au 18 février. En effet, conformément au contrat ERC signé par le CNRS, le projet est hébergé à l'IRMC au cours de ses deux premières années. Il est impératif que la responsable et la coordonatrice de l'ERC soit maintenue à l'IRMC.

Les deux contrats chercheurs MAEDI seront sans doute pourvus, suite aux auditions du 21 février 2017. J'attire l'attention, auprès du CNRS sur la nécessité de pourvoir l'IRMC de chercheurs CNRS en affectation ou en délégation pour la rentrée 2017. Il serait préjudiciable, pour l'Institut, que son équipe de chercheurs soit amputée d'une partie de ses membres.

Par ailleurs, il serait souhaitable qu'un poste de secrétaire général soit ouvert à des candidatures. Je rappelle que le mandat régional de l'Institut s'exerce sur trois pays (Tunisie, Algérie, Libye) et qu'il n'existe ni antennes, ni personnes référentes sur place. Le nombre de déplacements, l'importance des dossiers à traiter, le volume élevé des activités, l'articulation complexe de l'IRMC avec trois chancelleries différentes (et donc trois SCAC) pèsent très lourdement sur la fonction de direction qui ne bénéficie d'aucun relais de soutien.

G / CONCLUSION

G.1 COMMENTAIRES D'ORDRE GENERAL

Ce rapport d'activités est le dernier rapport que je rédige en tant que directrice de l'UMIFRE puisque j'achève la quatrième année de mon mandat.

Je souhaiterais exprimer le plaisir qui a été le mien, durant ces quatre années, d'avoir dirigé cette institution, d'avoir impulsé des activités, d'avoir imaginé des dispositifs de partenariat et de collaboration, d'avoir coordonné des programmes de recherche passionnants, d'avoir accompagné de jeunes chercheurs et d'avoir contribué à leur formation... les tâches ont été multiples, heureuses, parfois difficiles, ardues et déroutantes. Cette fonction de direction, qui a été la mienne, n'a pu s'accomplir dans la réussite de ses actions que par la très forte implication des chercheurs de l'IRMC et des chercheurs associés qui m'ont soutenue, accompagnée et accordée leur confiance. Je ne saurais les remercier suffisamment.

L'IRMC est une UMIFRE dynamique, créative qui a renforcé son inscription dans un paysage académique tunisien mais aussi maghrébin. Ce renforcement doit son succès à la qualité des actions entreprises mais surtout à la politique linguistique bilingue (arabe/français) entreprise par la direction et qui a permis de cibler un plus grand nombre d'institutions universitaires et de jeunes chercheurs. Les problématiques de la recherche et de la formation en SHS sont identiques à l'échelle des pays du Maghreb et l'IRMC a agi dans cette perspective intermaghrébine qui a permis un élan qualitatif de ses formations doctorales mais a induit également une proximité et une attention réelles et réciproques auprès de nos partenaires.

L'IRMC est une institution inscrite également dans un paysage académique plus largement méditerranéen. Le souhait d'une co-tutelle de la part d'Aix-Marseille Université (AMU) est un gage fort de cet ancrage et le nombre élevé de jeunes masterisants et doctorants espagnols et italiens en accueil scientifique à l'IRMC est un des indicateurs forts de cette attractivité méditerranéenne.

Professionalisme exemplaire de l'équipe administrative, réalisation de programmes ambitieux de recherches, expertise, aide à/et formation de la jeune recherche, publications nombreuses, attributions de bourses, mobilité de chercheurs, multilinguisme, plate-forme collaborative, bibliothèque spécialisée en SHS Maghreb, réseau international de chercheurs, multidisciplinarité, réactivité tels sont les atouts et les qualités de l'IRMC.

Pourtant cette énergie déployée, ce dynamisme de la recherche reposent sur un équilibre fragile : La baisse

dramatique des subventions, le désengagement progressif de nos tutelles auprès desquelles il faut rappeler (et convaincre) constamment des enjeux de la production des savoirs et des expertises sur le terrain, les conditions géopolitiques locales (notamment la Libye) qui rendent difficiles l'accès aux terrains et aux sources et déstabilisent (quand elles n'y mettent pas fin parfois) les politiques de coopération, la grande mobilité de chercheurs en affectation ou en délégation...

A l'échelle locale et matérielle de l'IRMC, le bâtiment est devenu trop petit et ne permet plus à certaines activités de s'y déployer. L'espace de la bibliothèque, très fréquentée, est à saturation et ne permet plus de ranger les livres et les revues. Le projet de déménagement dans les locaux de l'IFT (proposée au Département à mon arrivée en 2013) devrait retenir davantage l'attention pour devenir une réalité à moyen terme.

L'IRMC a aujourd'hui 25 ans et j'appelle de tous mes vœux, à une longue existence et à des réussites encore plus exemplaires.

G.2 INITIATIVES REUSSIES ET BONNES PRATIQUES A PARTAGER AVEC LES AUTRES DIRECTEURS/DIRECTRICES D'UMIFRE (ECOLES D'ETE, NOUVEAUX MODES DE FINANCEMENT ETC.)

Nous pouvons retenir, au cours de l'année 2016, six initiatives réussies, car elles ont toutes en commun un dispositif de partenariats multiples et un travail collectif :

- **Le stage intensif de langue arabe** qui doit son succès à un dispositif inédit de partenariats avec le Lycée français Pierre Mendès-France (avec la participation du Bureau pédagogique d'arabe) et l'INALCO (avec Luc Deheuvels) qui en assure la responsabilité pédagogique.
- **L'École Doctorale inter-Umifre** (IRMC/CJB/EFR/Casa de Velazquez), École doctorale Thématique CNRS
- **L'École doctorale itinérante de Bamako** (IRMC/SCAC de Bamako, Faculté de Lettres et de Sciences humaines de Bamako, SCAC de Dakar, Université Gaston berger de Saint Louis du Sénégal)
- **L'Université d'été** (IRMC/Université de Marburg/Université de La Manouba)
- **L'Obtention du programme européen ERC** qui a mobilisé six programmes de six chercheurs de l'IRMC.

2018

**Institut de Recherche
sur le Maghreb Contemporain**

20, rue Mohamed Ali Tahar Mutuelleville 1002 Tunis - Tunisie
Tél : (+216) 71 796 722

<http://www.irmcmaghreb.org>

